

Dogan Özgüden

Turquie, fascisme et résistance

Préface de A.L. Constandse

*2^e édition à l'occasion
du 35^e anniversaire
du coup d'état de 1971*

**Bruxelles 2006
Fondation Info-Turk**

© **Fondation Info-Turk**

Première édition en néerlandais - 1973
Boekhandel Van Gennep BV - Amsterdam

Deuxième édition en français - 2006
Fondation Info-Turk – Bruxelles

D/2006/2198/75

Fondation Info-Turk
Rue de Pavie 53 -1000 Bruxelles
Tél: 02-215 35 76, Fax: 02-215 58 60
E:mail: fondation@info-turk.be
<http://www.info-turk.be>



Préface

pour la deuxième édition en français

“La Turquie a bien un parlement et un système de multi-partis, mais derrière cette façade démocratique se cache une terreur fasciste impitoyable contre tout ce qui est ou s’appelle de gauche, non seulement contre les sociaux-démocrates mais aussi contre les démocrates libéraux et les syndi- cats. Martyriser et tuer les prisonniers politiques est à l’ordre du jour. Tous les périodiques ou publications sont soumis à un contrôle strict et durant ces deux dernières années, plus de quinze-mille personnes, membres de partis et d’organisations de gauche ou progressistes, ont été arrêtées en Turquie.

“C’est seulement depuis que la Turquie fait des tentatives pour devenir membre de l’UE que l’Europe Occidentale s’est intéressée au fas- cisme turc de façon plus importante. “Turquie, fascisme et résistance” est la première étude systématique réalisée aux Pays-Bas sur ce sujet. Elle donne, par le biais d’analyses politico-économiques et de rapports de témoins oculaires, une image effarante des pratiques du régime qui devien- dra peut-être sous peu notre partenaire commercial.

“Dogan Özgüden est le rédacteur en chef de Ant, qui, avant le coup d’État de 1971, était un des plus influents périodiques socialistes de Turquie. Menacé d’une peine de prison de plus de deux-cents ans à cause de ses articles et publications, il vit actuellement dans l’illégalité où il conti- nue ses activités de publications.”

Les trois paragraphes ci-dessus étaient la présentation de la première édition en néerlandais de ce livre, publié en 1973.

Il est regrettable qu'après 33 ans, la Turquie reste toujours l'objet de critiques en raison de sa législation et de ses pratiques incompatibles avec les critères universels des droits de l'Homme. C'est la raison pour laquelle, à l'occasion du 35^e anniversaire du coup d'état militaire de 1971, la Fondation Info-Turk a décidé de publier la version française de ce livre documentaire de Dogan Özgüden.

Le coup d'état du 12 mars 1971

Le 12 mars 1971 est une des pages noires de l'histoire moderne de l'Europe. Il y a 35 ans, en Turquie, pays membre du Conseil de l'Europe, de l'OTAN et membre associé de l'Union Européenne, les généraux ont renversé le gouvernement et ouvert une période de répression derrière la façade parlementaire.

Depuis plus d'un siècle, ce pays au sud-est de l'Europe déclare vouloir s'adapter aux normes de démocratisation. Cependant, le processus de démocratisation a souvent été interrompu par des coups d'état militaires ou des pratiques répressives: le coup d'état des Jeunes Turcs en 1908, le génocide des Arméniens et des Assyro-chaldéens en 1915, la proclamation du régime parti unique en 1925 suivie par l'oppression du peuple kurde et des forces de gauche, le pogrom des minorités non-musulmanes en 1955, le coup d'état de 1960...

Même après la reconnaissance de la Turquie comme membre associé de l'Union Européenne, les quatre dernières décennies ont été marquées, en 1971 et en 1980, par deux putschs sanglants des généraux turcs. Arrestations massives, tortures, pendaisons, violations des libertés d'expression, renforcement de l'injustice sociale, négation des droits fondamentaux du peuple kurde et des minorités arménienne, assyrienne, grecque, etc,... Toutes ces pratiques caractérisent parfaitement les régimes établis par des militaires avec la complicité de certains dirigeants politiques.

Comme il est bien détaillé dans ce livre, durant deux années du régime militaire instauré en mars 1971:

- Des milliers de personnes ont été jugées par les tribunaux militaires de la loi martiale sous l'inculpation de délits pour la plupart antérieurs à la proclamation de l'état d'exception.

- Plus de 10.000 personnes dont 3600 enseignants, 118 journalistes, traducteurs, éditeurs, écrivains, artistes, 67 universitaires ont été mis en garde-à-vue, arrêtés ou jugés et condamnés.

- 28 personnes ont été tuées dans la rue par les forces de l'ordre, dans des circonstances douteuses.

- Les inculpés, détenus souvent depuis plusieurs semaines, ont dénoncé lors de leurs procès les tortures qu'ils avaient subies au cours de l'instruction. Ces accusations sont aujourd'hui confirmées par les rapports de plusieurs organismes internationaux de juristes.

- Malgré l'indignation de l'opinion mondiale, trois leaders de la jeunesse progressiste ont été condamnés à mort et exécutés. D'autres condamnations à mort ont été prononcées et 151 requises par les procureurs militaires.

- A la suite de l'intervention de l'armée dans la vie politique et sociale, trois partis politiques ont été dissous. Les dirigeants du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) ont été condamnés à de lourdes peines de prison allant jusqu'à 15 ans.

- La répression s'est durcie au sujet des minorités ethniques et les opérations répressives contre les Kurdes ont été généralisées non seulement dans le Kurdistan mais aussi dans les grandes métropoles du pays.

- Dans 3 procès de masse, 111 personnes ont été condamnées à de lourdes peines de détention allant jusqu'à 16 ans, sous l'inculpation de "séparatisme".

- Le Syndicat des Enseignants de Turquie (TÖS), groupant plus de 100.000 enseignants a été dissous, ses dirigeants condamnés à des peines de prison allant jusqu'à 8 ans, des milliers de ses membres ont été poursuivis. Tous les syndicats des secteurs publics ont été dissous.

- Le droit de grève et de syndicalisation a été limité par l'adoption des amendements législatifs sous la pression des militaires.

- Toutes les associations d'étudiants ont été dissoutes.

- 37 périodiques ont été interdits ou suspendus.

- Plus de 200 titres de livres ont été interdits et un demi-million d'exemplaires détruits.

Le coup d'état du 12 mars 1971 marque également le déclenchement de l'émigration politique vers les pays européens.

Le coup d'état du 12 septembre 1980

Bien que l'armée se soit retirée dans ses casernes en 1973 sous la pression des pays européens, sept ans plus tard, le 12 septembre 1980, les généraux turcs ont effectué un deuxième coup d'état. Fomenté par Washington, il visait à empêcher le progrès des forces civiles défendant les droits sociaux et économiques des travailleurs et les droits nationaux du peuple kurde. Le processus de démocratisation et d'adhésion à la Communauté Economique Européenne (actuellement l'Union Européenne) a été arrêté pour une deuxième fois par force et le pays a été transformé en un immense camp de concentration.

En effet, le coup d'état du 12 septembre 1980 était la deuxième phase d'un processus de militarisation dans tous les domaines du pays. Auparavant, le coup d'état du 12 mars 1971 avait déjà aboli ou détruit plusieurs droits et institutions démocratiques par l'application d'une répression sans précédent.

Voici les crimes commis par les putschistes du coup d'état du 12 septembre au cours de trois ans de leur pouvoir absolu:

- *La Constitution imposée en 1982 par la junte militaire a aboli les derniers vestiges des libertés reconnues par la Constitution de 1961, nié les droits fondamentaux du peuple kurde et des minorités arménienne, assyrienne et grecque de la Turquie.*

- *La domination de l'armée sur la vie politique, économique et sociale du pays a été rendue intouchable par les privilèges reconnus par cette constitution au Conseil de la Sûreté Nationale (MGK).*

- *En deux ans, plus de 650.000 personnes ont été arrêtées et soumises à la torture.*

- *500 personnes ont perdu la vie durant leur détention.*
- *Des milliers de personnes ont été rendues handicapées.*
- *210.000 procès politiques ont été ouverts devant les cours militaires.*
- *98.404 personnes ont été jugées en raison de leurs opinions.*
- *6.353 personnes ont été jugées sous la menace de peine capitale.*
- *21.764 personnes ont été condamnées à de lourdes peines de prison.*
- *Cinquante personnes ont été exécutées à l'issue de procès politiques.*
- *Des fichiers ont été ouverts sur 1.683.000 personnes.*
- *348.000 personnes se sont vues refusées l'obtention de passeports.*

- Les universités ont été placées sous l'autorité du Conseil Suprême de l'Education (YOK), dépendant du pouvoir politique.

- 15.509 personnes ont été chassées de leurs postes universitaires sous la loi N°1402.

- 18.000 fonctionnaires, 2.000 juges et procureurs, 4.000 officiers de police, 2.000 officiers de l'armée et 5.000 enseignants ont été forcés de démissionner.

- Tous les partis politiques ont été fermés.

- Les activités de 23.667 associations ont été arrêtées.

- La presse a été soumise à la censure, et encore plus grave, à une auto-censure.

- 4.509 personnes ont été déportées par les commandants de la loi martiale.

- Plusieurs condamnés ont perdu la vie en prison en raison de mauvais traitements ou lors de grève de la faim en protestation contre ces mauvais traitements.

- 113.607 livres ont été brûlés.

- 39 tonnes de livres, de magazines et de journaux ont été détruites par des usines de papier de l'Etat.

- 937 films ont été interdits.

- 2.792 auteurs, traducteurs et journalistes ont été traduits devant les tribunaux.

- Le total des peines de prison prononcées contre les journalistes et écrivains s'est élevé à 3.315 ans et 3 mois.

Où en est la démocratisation en Turquie?

2006... 35 ans après le premier et 26 ans après le deuxième coup d'état en Turquie. Bien sûr, beaucoup de choses ont changé en Turquie. La Turquie change toujours et doit changer sans cesse sous l'impact du développement des forces dynamiques internes et de la pression exercée par les forces démocratiques extérieures, notamment celles de l'Union Européenne.

Sans aucun doute la Turquie actuelle n'est plus la Turquie de 1971 ni de 1980. La Turquie actuelle n'est pas non plus la Turquie d'il y a deux ans. Toutefois, plusieurs lacunes dans le domaine de droits de l'Homme persistent toujours, notamment l'absence des droits égaux pour les Kurdes et

les minorités, la non-reconnaissance de Chypre, la négation du génocide des Arméniens et Assyro-chaldéens.

En dépit de ces obstacles, l'Union Européenne, soumise aux chanta - ges d'Ankara, a dû ouvrir les négociations d'adhésion avec la Turquie depuis le 3 octobre 2005 en affirmant que ce pays avait déjà rempli toutes les conditions préalables.

Or, la Fondation Info-Turk a rappelé à chaque occasion et jusqu'au dernier moment aux dirigeants européens les faits suivants:

Les généraux putschistes sont toujours protégés par le gouvernement et la demande des victimes pour les traduire devant des tribunaux est toujours refusée. Une démonstration organisée à cette fin le 11 septembre 2005 a été interdite par le gouverneur d'Istanbul. Des écrivains et journalistes critiquant les généraux putschistes sont toujours jugés même sous le nouveau code pénal. Le président de la République Ahmet Necdet Sezer honore à chaque occasion le chef de la junte, le général Kenan Evren, même en lui rendant visite dans sa villa...

La constitution anti-démocratique prônant la supériorité et le mono - pole de la race et de la langue turques (Articles 3, 42 et 66), imposée en 1982 par la junte militaire, est toujours en vigueur. L'article 4 déclare que l'Article 3 ne pourra jamais être modifié et que même la modification de cet article ne pourra jamais être proposée. En plus, un système électoral imposant un seuil national de 10% est toujours maintenu au détriment des partis politiques représentant des opinions différentes, notamment pro-kurde ou de gauche, afin que le parti islamiste reste au pouvoir avec une majorité absolue dans le parlement malgré un score électoral inférieur à 50%.

Malgré la soi-disant "démilitarisation" du Conseil de la Sûreté Nationale (MGK), les militaires continuent à dicter leurs choix militaristes par les déclarations médiatisées du chef de l'Etat-major ou des commandants des forces terrestres, aériennes ou navales. De plus, le Haut Conseil Militaire (YAS), chargé de gérer le fonctionnement interne de l'armée, continue de radier certains officiers considérés "anti-laïques" malgré l'opposition du gouvernement. Les militaires exercent leur contrôle sur la vie économique du pays par le biais de leur holding financier sui generis OYAK et d'une série d'industries de guerre.

Il y a toujours des milliers de détenus politiques dans les prisons turques. Le ministère de la Justice a annoncé le 12 août 2005 que le nombre des

détenus pour “des délits de terreur” s'élevait actuellement à 3.788 et qu'ils se trouvaient dans 73 grandes prisons du pays dont 11 prisons de type-F.

L'exécution sommaire et la torture lors des arrestations se pratiquent toujours. En plus, les groupes ultra-nationalistes sont encouragés à lyncher ceux qui se manifestent pour défendre les droits du peuple kurde ou pour protester contre les conditions carcérales des prisonniers politiques.

Le nouveau code pénal turc, applaudi par l'Union Européenne, constitue toujours une menace sur la liberté de presse. Plusieurs journalistes sont toujours jugés pour insulte à la nation turque, à l'armée, au gouvernement ou aux forces de sécurité en raison de leurs critiques, en vertu de l'article 301 (l'ancien article 159) du CPT.

Malgré quelques réformes cosmétiques, les droits égaux (enseignement, expression visuelle, association) ne sont toujours pas reconnus pour le peuple kurde ainsi que pour les minorités ethniques ou religieuses du pays, notamment arméniennes, assyriennes, grecques et alévites. Toutes les initiatives pacifiques du mouvement national kurde en vue d'arriver à une solution pacifique sont systématiquement déclinées et les opérations militaires se poursuivent afin de satisfaire la voracité de l'armée et de l'industrie de guerre.

Ankara ne montre aucune intention de reconnaître les injustices et atrocités commises dans l'histoire de Turquie et poursuit une politique absolument négationniste. Selon le motif de l'Article 305, les citoyens qui demandent le retrait des militaires turcs de Chypre ou déclarent que le génocide arménien a effectivement eu lieu pendant la première guerre mondiale pourront être poursuivis en justice. En plus, les missions diplomatiques d'Ankara incitent souvent les ressortissants turcs et même les élus ou candidats d'origine turque des partis politiques européens (socialistes, libéraux, écologistes ou chrétiens) à participer aux manifestations négationnistes.

Alors que les négociations se poursuivent dans les édifices de l'UE avec les délégations turques, il n'y a, au moment de la rédaction de l'édition actuelle de ce livre, aucun changement dans cette situation peu honorable pour un pays européen.

C'est la raison pour laquelle la nouvelle édition de ce livre s'impose comme un devoir incontournable.



La chasse à l'Homme



Préface

pour la première édition en néerlandais

I

Parmi les états avec lesquels notre pays est lié se trouve la Turquie. Elle est aussi, au même titre que les Pays-Bas, membre de l'OTAN (depuis 1952) et elle est associée à la Communauté Economique Européenne. Des considérations politiques ont permis à ce pays (dont 97 % sont situés en Asie) de se lier étroitement à l'Europe occidentale et aux Etats-Unis d'Amérique. Dans la mesure où la Turquie est le chaînon qui unit les Balkans et le Moyen-Orient, entre la Mer noire et la Méditerranée, sa position stratégique est importante. Elle est liée depuis 1955 à l'Iran et au Pakistan dans ce qu'on a appelé plus tard le CENTO. Le but de ce dernier est de constituer une barrière entre l'Union Soviétique et les pays pétroliers situés autour du Golfe Persique où se trouvent les deux tiers des réserves mondiales de pétrole. La Turquie est aussi une base de lutte contre les groupes de guérilla palestinienne: durant les combats sanglants entre le roi Hussein de Jordanie et les Palestiniens révolutionnaires ("septembre noir" de 1970), le royaume a reçu des armes américaines et des munitions envoyées par la Turquie. De la même façon, la Grèce est destinée à servir de point d'appui pour les amis des Etats-Unis dans le Moyen-Orient: Israël, Iran, les dynasties pro-occidentales du Koweït, d'Arabie Saoudite et des émirats autour du Golf Persique.

L'aide économique de l'Ouest a un caractère complètement ambigu. Autant que l'on puisse ici parler de "cadeaux", ceux-ci ont surtout consisté en armes, munitions, subsides pour les troupes, le développement de l'industrie d'armement, l'aménagement de routes stratégiques et de ports militaires, en la construction d'au moins cent bases militaires américaines

(surtout des bases aériennes) où les avions, les arsenaux, les missiles, les armes nucléaires et les installations de radars se trouvent sous contrôle exclusif américain. Les terrains sont en fait extra-territoriaux, bien que leur sécurité et celle des militaires américains soient protégées par le gouvernement turc qui reçoit des subsides en contrepartie.

En ce qui concerne la “situation économique”, celle-ci dépend en grande partie des prêts octroyés par les instances internationales (comme la banque mondiale), de gouvernements amis et de banques privées. C’est de cette façon que des milliards de dollars sont entrés dans le pays, mais cela n’a pas un grand effet à cause de la corruption, la destination irrationnelle des fonds ou du fait que les bénéfices en ont été distribués principalement aux grands propriétaires, aux banquiers, aux industriels et aux officiers. Ces derniers ont même fondé leur propre organisme financier, l’OYAK, qui affecte ses bénéfices aux militaires de carrière. L’OYAK est une sorte de “holding” qui est alimenté par le monde des affaires et les participations tantièmes et royalties qu’il reçoit en contrepartie de services et de protections sur le plan sécuritaire donnés aux entrepreneurs. Il est en contact permanent avec les compagnies étrangères qui voient gonfler et croître leur capital investi en Turquie par l’exploitation des forces de travail et des ressources minérales et reçoivent en retour des revenus et des bénéfices qui sont énormes. Ce que cela provoque supporte la comparaison avec les pays “colonisés” de l’Amérique Latine où des bénéfices quatre fois plus importants que ceux du monde atlantique sont réalisés. Les ressources minérales sont importantes (pétrole, charbon, minerai de fer, cuivre, chrome, manganèse, wolfram, zinc etc.) et la main d’œuvre est bon marché. Les officiers s’occupent aussi du maintien de l’ordre dans le pays.

En ce qui concerne les investisseurs privés (surtout des multinationales), elles sont principalement issues des Etats-Unis. Mais, juste derrière, viennent avec environ la même importance les Allemands de l’Ouest, les Néerlandais et les Suisses. Les marchandises exportées par la Turquie à l’UE, des produits agricoles et quelques produits industriels, sont relativement mal payées, alors que l’importation des produits industriels de l’Ouest sont très coûteux. En 1972, le déficit de la balance commerciale était de 615 millions de dollars, ce qui était contrebalancé par les 750 millions de dollars envoyés au pays par les travailleurs turcs émigrés.

II

Le lien étroit avec le monde atlantique est une conséquence de la “guerre froide” et du fait que les Américains ont pris le contrôle de la mer Méditerranée aux Britanniques en 1947. En 1944, ceux-ci ont présumé que la Grèce – comme la Yougoslavie – allait avoir un gouvernement communiste mais ils n’étaient plus capables de défendre la “vieille mer mondiale” et furent remplacés par les Etats-Unis. Ceux-ci ont fait de la Turquie – de même que de beaucoup d’autres États indépendants – un État à “souveraineté limitée”. Quelles conséquences, cela a-t-il eu pour le peuple turc? La charge de la dette extérieure est devenue très lourde: 3500 millions de dollars, qui, annuellement, exigent en intérêt et en remboursement une dépense de 350 millions, ce qui constitue 15 % du budget. L’utilité de ces prêts pour la population est devenu des plus restreints.

Sur une population de 38 millions de personnes, 15 millions sont actifs à l’âge d’activités économiques. Parmi eux, deux millions sont perpétuellement sans travail et deux autres millions trouvent irrégulièrement quelque chose à faire. On peut donc estimer le chômage à 20 %, ce qui est énorme. Le plus grand espoir autant des classes dirigeantes que des pauvres diables est d’émigrer dans les pays de l’U.E. On y trouve actuellement presque un million de travailleurs immigrés dont la moitié en Allemagne Occidentale. Le revenu moyen de ceux qui doivent rester au pays est d’environ un huitième de ce que l’on peut gagner aux Pays-Bas.

Le pays est encore principalement agricole, mais seulement un tiers du sol utilisable est consacré à l’agriculture. Les trois quarts des terres sont aux mains de propriétaires terriens bien pourvus qui forment 13 % du total des paysans propriétaires. L’exode rural des sans-travail qui quittent la province pousse trois millions de personnes dans des faubourgs miséreux sans eau ou tout autre sanitaire, sans route ou égout. 60 % de la population est composée d’analphabètes, parmi les enfants 40 % ne vont pas à l’école, et dans 13.000 villages, il n’y a pas d’écoles. Mais la puissance de l’armée (composée d’un million d’hommes) devient toujours plus importante et les forces militaires exigent 30 % d’augmentation de budget: un parasitisme méconnu.

Avant 1947, la Turquie était déjà un pays sous-développé, qui avait été fortement amoindri en 1918 à l’issue de la première guerre mondiale. Sous la direction de Kemal Pacha elle s’efforcera d’occidentaliser les rap -

ports sociaux. L'absence de classe moyenne rendait nécessaire que l'Etat s'occupe du facteur économique, ce qui allait augmenter la puissance de l'appareil d'Etat semi-féodal. La bureaucratie et la puissance des officiers étaient alors très importantes. Mais le nationalisme freinait assez bien l'influence du capital étranger. Le parti "kémaliste" (le Parti Républicain du Peuple, CHP), dirigé plus tard par İnönü, occupa le devant de la scène jusqu'en 1945.

Alors, le Parti Démocratique (DP) de Menderes qui se voulait libéral (capitaliste) arriva au pouvoir et permit l'installation d'entreprises étrangères et de militaires américains. L'"exportation" de matières minérales et de la main-d'œuvre du pays commença à provoquer des conséquences vraiment troubles de sorte que se développèrent de grandes tensions internes. En 1960 l'intervention des officiers (entre autres le général Gürsel) essaya de changer l'orientation sans vraiment changer la situation. İnönü revint au pouvoir pour un temps, mais il n'était pas assez pro-américain et dut s'effacer devant Demirel. Celui-ci était le représentant d'une entreprise américaine en Turquie. Il a été élu président du Parti de la Justice (AP) grâce à une campagne basée sur sa photo prise avec le président américain Johnson! En même temps, le service de renseignements (MIT) devint une filiale de la CIA américaine. Les oppositions sociales prirent un tour tellement dramatique que le 12 mars 1971, le commandement en chef de l'armée (les généraux Tagmaç, Gürler, Batur et l'amiral Eyiceoglu) prit le pouvoir. Depuis les ministres sont au service des militaires. Et les premiers ministres (Nihat Erim, Ferit Melen et Naim Talu) n'étaient que des agents d'affaires du pouvoir des forces armées.

Qu'est-ce qui a précédé le coup d'État du 12 mars 1971? Des années de troubles sociaux persistants, des grèves, des occupations d'usines, auxquels participaient des étudiants, des ouvriers et de petits paysans. Plus de liberté était exigée par les intellectuels ainsi qu'un meilleur enseignement. Il y eut des grèves pour plus de plein emploi, de meilleures prestations sociales et des salaires plus élevés. Les manifestations constituaient aussi une forme d'opposition à la domination américaine. Des groupes de guérilleros se formaient (l'Armée de Libération, le Front de Libération, les Communistes) qui faisaient profession d'un patriotisme social révolutionnaire. En 1963 et 1964, quelques groupes d'officiers ont paru nourrir de la sympathie pour de tels mouvements. En 1968 et 1969, il y eut des mouvements de masse d'ouvriers et d'étudiants à Istanbul

également dirigés contre la présence des navires de guerre et des militaires américains. En 1971, quatre soldats américains furent enlevés par un groupe d'opposition. Ils furent d'ailleurs libérés sains et saufs. Peu après, 57 jeunes officiers furent arrêtés à cause de leur esprit anti-yankee. Immédiatement la tête de l'armée prit le pouvoir.

III

Après mars 1971, il y eut dans onze provinces, dans lesquelles habitaient les trois quarts de la population, la proclamation de l'état d'urgence. Tout pouvait donc être interdit, chacun pouvait être arrêté quand les tribunaux militaires constataient qu'il y avait risque pour la sécurité nationale, l'ordre public, la moralité! Des razzias ont permis des arrestations de masse de leaders syndicaux et de socialistes. Non seulement le Parti Communiste de Turquie (TKP) toujours clandestin, mais aussi le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) furent interdits, de même que tous les mouvements progressistes et les organisations de gauche. L'opposition fut complètement enterrée. En mars 1972, un groupe de guérilleros a enlevé trois soldats anglais de la base de l'OTAN, afin de les échanger en tant qu'otages contre trois opposants condamnés à mort: Deniz Gezmis, Yusuf Arslan et Hüseyin Inan. Les militaires s'y sont refusés, ils ont cerné les dix opposants ainsi que leurs trois prisonniers et ont ouvert le feu, jusqu'à ce que tous périssent. En mai, les trois condamnés furent pendus.

En 1972, 182 journalistes, des centaines d'écrivains, des poètes et des éditeurs furent arrêtés. Beaucoup de livres et de pièces de théâtre furent interdits. Le régime se retourna contre les enseignants, les professeurs. Environ 2.000 d'entre eux furent arrêtés et un nombre plus important encore furent révoqués. La conséquence fait qu'au moins dix-mille enseignants ont perdu leur emploi et essayèrent de trouver du travail comme ouvrier à l'étranger alors que la Turquie manquait de 17.000 maîtres d'école.

L'année passée, il y a eu des révélations sur les tortures appliquées uniquement aux prisonniers politiques. Certains d'entre eux ont dû signer une déclaration disant qu'ils avaient été bien traités pour échapper à la justice militaire. Il y a un rapport sur les tortures établi par Amnesty International, avec des descriptions détaillées: Depuis mars 1971 jusqu'à aujourd'hui [1973], on a connu quelques milliers de cas de maltraitance sur des personnes

arrêtées. Les méthodes sont partout les mêmes là où les services secrets donnent le ton: coups sur les plantes des pieds après quoi la victime est forcée de courir avec ses pieds blessés, avec en plus un poids sur le dos; des électrochocs sur les parties génitales, ce qui provoque une douleur terrible; pousser un tuyau dans l'anus ou le vagin par lequel on injecte de l'air; battre avec des triques sur les membres, viols... On parle des témoignages évoquant les cris et lamentations de gens qui ont été martyrisés. De tels rapports sont angoissants. Mais actuellement, en Turquie, il est même défendu d'y faire allusion.

IV

On peut dire que c'est un sujet d'ébahissement que dans le passé si peu d'attention ait été portée à la tyrannie turque. Lorsqu'en 1973, le conseil de l'OTAN s'est réuni à Copenhague, le ministre néerlandais Max Van der Stoel s'est élevé contre la dictature en Grèce et au Portugal. Rien n'a été dit contre la Turquie. La Grèce s'est retirée du Conseil de l'Europe pour ne pas être expulsée. En ce qui concerne la Turquie (sur base entre autres d'une résolution du 23 mars), une enquête devrait être faite, grâce à la pression de notre compatriote Piet Dankert ainsi que de Madame Aasen (Norvège) et Frank Judd (Grande-Bretagne). Mais on n'envisageait pas l'expulsion de la Turquie. Parce que jamais celle-ci n'avait renvoyé le parlement (docile et impuissant). C'était devenu un "ornement sans pouvoir", mais les militaires étaient assez rusés pour le maintenir.

Le 14 octobre 1973 de nouvelles élections eurent lieu, ce qui impliquait un nouveau partage du pouvoir au profit de la classe dirigeante, car la gauche était toujours interdite.

C'est pourquoi l'auteur de ce livre, Dogan Özgüden, parle de façade: l'apparence d'une démocratie parlementaire cache le caractère fasciste du régime. Le mot est ici utilisé pour signifier qu'il s'agit d'une force contre-révolutionnaire aux mains de militaires. L'écrivain connaît bien le régime. C'est un socialiste qui, le 27 octobre 1971, a dû comparaître devant le troisième tribunal militaire d'Istanbul, accusé, dans un procès collectif de 33 personnes, de "tentatives de vouloir instaurer la domination d'une classe (ouvrière) sur les autres" et "d'entretenir des contacts avec le parti communiste turc clandestin à l'étranger". Selon l'article 141 du code pénal, des peines de prison exigées furent de 15 ans pour les trente-trois accusés, principalement des professeurs,

des enseignants, des étudiants, des artistes, des journaliste. Dogan Özgüden en exil fut jugé par contumace.

Le 31 décembre 1971, il a été de nouveau jugé par contumace avec son collègue Alpay Kabacali, et condamné à la prison pour “atteinte à la réputation du Président de la République”. A la même époque, le traducteur du “Petit livre rouge” de Mao Tse-Tung et l’éditeur du texte de l’Internationale furent condamnés à sept ans et demi de prison.

De 1965 à 1971, il n’y eut pas moins de 800 années de prison exigées pour les éditeurs et les écrivains de la revue Ant et, en ce qui concerne Dogan Özgüden personnellement, ce fut plus de 200 ans. Dans cette période, des écrivains de gauche, arrêtés et traduits devant les tribunaux étaient souvent acquittés ou punis d’une peine plus légère que celle voulue par le gouvernement ou carrément libérés au préalable. Après mars 1971, des peines devenues plus sévères furent appliquées avec effet rétroactif, mais pour Dogan Özgüden cela pouvait conduire à une réclusion à vie.

On espère bien que les publications sur les tortures et les plaintes au Conseil de l’Europe auront comme conséquence l’assouplissement du régime, surtout parce que la façade parlementaire doit être préservée. A cet égard, la responsabilité du monde atlantique en ce qui concerne de la tyrannie turque est immensément importante, car il protège le régime militaire pour des raisons stratégiques et économiques et en raison des activités de la CIA dans ce pays.

La Turquie appartient à notre sphère d’influence, l’existence d’une dictature dans ce pays menace également nos libertés à tous. La solidarité avec le peuple de ce pays est indispensable.

Tant que les Turcs sont opprimés (et les Grecs, les Portugais et les Espagnols) mes propres libertés sont aussi menacées. Etant donné que nous appartenons à l’Alliance atlantique, le gouvernement néerlandais doit réagir pour diminuer la souffrance du peuple de Turquie. Ce qui signifie aussi que nous devons marquer notre opposition aux pratiques dictatoriales des forces militaires et économiques qui actuellement dominant à l’Ouest.

Août 1973

A.L. Constandse
(1899-1985)



Massacre de Kizildere



Hantise interminable des militaires

Dogan Özgüden est actuellement menacé d'arrestation s'il entre en Turquie en raison d'un article qu'il avait écrit à la revue *Avrupa'da ve Türkiye'de Yazın* à l'occasion du 30^e anniversaire de l'exécution de trois leaders de la jeunesse progressiste par les putschistes du 12 mars 1971.

Dogan Özgüden, dans son article intitulé *Après 30 ans*, critiquait la position que l'armée turque avait prise à la fin des années 60 avec les classes dominantes contre la classe ouvrière et la jeunesse progressiste. Il soulignait que les leaders de la jeunesse progressiste avaient été pris comme la cible principale de la terreur militaire dès qu'ils avaient manifesté leur opposition à cette nouvelle prise de position de l'armée. "C'est la raison pour laquelle l'armée fit exécuter trois leaders de la jeunesse, Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin Inan. Un autre leader de la jeunesse progressiste, Mahir Cayan et ses camarades ont été tués par bombes et par balles pour la même raison. Cette position répressive de l'armée s'est poursuivie dans les années 80 et 90 et même après l'an 2000."

Özgüden a été inculpé pour avoir insulté l'armée en vertu de l'article 159 du Code pénal turc. Un autre journaliste, Emin Karaca, qui a également critiqué les putschistes dans son article publié dans la même revue, a lui aussi été inculpé dans le même procès.

Déjà à l'audience du 27 septembre 2002 tenue en absence d'Özgüden, exilé en Belgique, le tribunal pénal de première instance N°2 d'Istanbul a émis un mandat pour son arrestation en cas de retour en Turquie.

Malgré la dernière modification du code pénal turc, fort appréciée par les instances européennes, les journalistes sont toujours jugés sous

menace d'arrestation et d'emprisonnement en raison de leurs critiques à l'égard des généraux putschistes.

Après une suspension de six mois dans l'attente de la modification du CPT, le procès contre les deux journalistes a redémarré le 22 juin 2005 sous l'article 301/2 du nouveau code pénal turc (remplaçant l'article 159/1 de l'ancien code). A cette audience, le procureur a demandé la séparation des deux procès. Le tribunal a ainsi décidé de séparer le dossier d'Özgüden jusqu'à son arrestation en cas de retour au pays et a condamné Karaca à l'emprisonnement de six mois.

....

Un des plus anciens journalistes de la Turquie, Dogan Özgüden est né à Kalecik (Ankara) en Turquie en 1936. Fils d'une famille de cheminots, il a fait ses études primaires dans les villages anatoliens et secondaires à Ankara. Il est licencié en sciences économiques à Izmir.

Dès 1952, il a choisi le journalisme comme profession. Après avoir travaillé pour les quotidiens *Sabah Postasi*, *Milliyet*, *Öncü* et *Gece Postasi*, il a été rédacteur en chef d'*Aksam*, le plus grand quotidien de gauche des années 60. A partir de 1967, il a fondé et dirigé la revue socialiste *Ant* et la maison d'édition *Ant* jusqu'au coup d'état de 1971.

Il a été un des fondateurs et parmi les premiers dirigeants du *Syndicat des Journalistes*. Il a été également un des dirigeants de l'*Association des Journalistes* et du *Conseil d'Ethiques de la Presse Turque* dans les années 50 et 60.

Engagé également dans le mouvement de gauche, il a milité dans le *Parti Ouvrier de Turquie (TIP)* à partir de 1962 et en a été élu au comité central en 1964.

Après le coup d'état militaire de 1971, la revue socialiste *Ant* a été interdite. Özgüden et son épouse Inci Tugsavul, également journaliste, ont fait l'objet d'une cinquantaine de poursuites judiciaires pour les articles de cette revue. Menacés de peines de prison de 300 ans au total, ils ont dû quitter la Turquie. En Europe ils étaient parmi les opposants de la junte militaire organisant la *Résistance Démocratique de Turquie*.

Ils dirigent depuis 1974 *Info-Turk*, fondée à Bruxelles par des progressistes turcs et belges, afin d'informer l'opinion mondiale sur la situation des droits de l'Homme en Turquie et sur les problèmes de l'immigration.

Ils sont également parmi les fondateurs et dirigeants des *Ateliers du Soleil*, reconnus par la Communauté Française, la Région de Bruxelles, la

Ville de Bruxelles et les Communautés Européennes. Ce centre interculturel organise des cours de français et d'insertion socio-professionnelle pour les adultes, une école de devoirs et plusieurs ateliers créatifs pour les jeunes issus de l'immigration.

Özgüden a été le président de *l'Union pour la Démocratie en Turquie* fondée en 1980 par les opposants du régime d'Ankara en Europe.

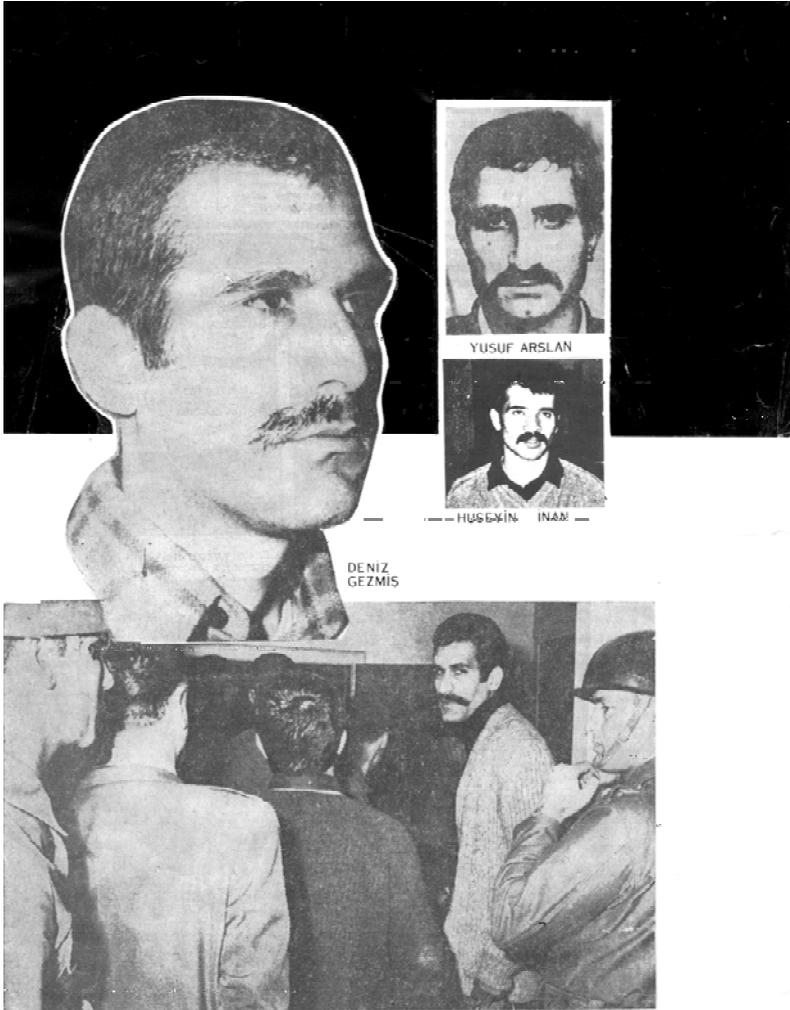
A cause de leurs critiques à l'égard du régime d'Ankara, Özgüden et Tugsavul ont été privés de nationalité turque en vertu d'une loi répressive adoptée par la junte militaire en 1983.

Lors d'un procès contre cette décision à la Commission Européenne des droits de l'Homme, le gouvernement turc s'est défendu en affirmant qu'Özgüden avait bien mérité la perte de nationalité car les procureurs avaient ouvert des dizaines de poursuites judiciaires à cause de ses activités journalistiques et associatives considérées "crimes contre l'Etat".

Bien que cette loi anti-démocratique ait été abrogée plus tard, les autorités turques ont toujours décliné de donner à Özgüden et Tugsavul une garantie qu'ils ne seraient pas soumis aux harcèlements policiers et judiciaires en raison des poursuites confirmées par le gouvernement turc lui-même à Strasbourg. Au contraire, en raison de son article sur le coup d'état de 1971, Özgüden fait à nouveau l'objet d'un procès politique et de menaces d'arrestation.

Il est l'auteur de plusieurs livres, notamment *Sur le fascisme* (1965, Istanbul), *Sur le capitalisme* (1966, Istanbul), *Le dossier sur la Turquie* (1972, France), *Turquie, fascisme et résistance* (1973, Pays-Bas), *Les médias et les immigrés turcs* (Belgique, 1983), *Le portrait de l'immigration turque* (Belgique, 1984), *Le livre noir sur la "démocratie" militariste en Turquie* (Belgique, 1986), *L'extrême-droite en Turquie* (Belgique, 1988) et de plusieurs dossiers relatifs à la situation des droits de l'Homme en Turquie.

Özgüden est actuellement membre de *l'Association des Journalistes de Turquie (TGC)*, de *l'Association des Journalistes Professionnels de Belgique (AGJPB)*, de *la Ligue Belge des Droits de l'Homme (LDDH)* et du *Mouvement contre le Racisme et de la Xénophobie (MRAX)*.



Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan, Hüseyin İnan
Défi à la potence



Une guerre totale contre la gauche

6 mai 1972... Minuit... La prison centrale d'Ankara était illuminée à l'intérieur et à l'extérieur. Toutes les routes qui y menaient étaient barrées. La ville était cernée par les troupes et la prison soumise à un contrôle militaire très strict.

A une heure du matin, deux avocats furent introduits dans la prison.¹ Le Procureur de la République, sans leur présenter aucun document écrit, les informa que leur dernier appel avait été rejeté par la Cour militaire de cassation.

Ainsi débuta l'exécution de trois jeunes révolutionnaires de Turquie. Deniz Gezmis, 25 ans, Yusuf Arslan, 25 ans, et Hüseyin Inan, 23 ans, avaient été condamnés à mort par un tribunal de la loi martiale à Ankara sous l'inculpation de "tentative de renversement du régime constitutionnel".²

Quoique la condamnation à mort prononcée par la cour militaire ait suscité de très violentes protestations, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, l'autorité militaire ne s'en soucia nullement et les sentences de mort furent votées par le parlement. Bien avant le vote, les bourreaux avaient tenté d'utiliser

1) *Ces deux avocats, Mukerrem Erdogan et Halit Celenk, comme d'autres avocats défendant de jeunes révolutionnaires, furent aussi emprisonnés et condamnés. L'avocat Mukerrem Erdogan fut même torturé brutalement et il révéla les tortures qui lui furent appliquées à deux équipes de TV étrangères. Ces programmes passèrent sur les TV britanniques, suédoise et néerlandaise. Ces notes sur les exécutions sont basées sur les observations des avocats qui y assistaient.*

2) *Les trois révolutionnaires sont des membres de l'Armée Populaire de Libération de Turquie (THKO).*

leur piège bien connu: les trois jeunes gens seraient graciés de leur peine de mort s'ils avouaient leurs "erreurs" et s'ils acceptaient de dénoncer leurs camarades.

Mais les trois révolutionnaires se proclamèrent à nouveau fiers de mener leur combat légitime pour la libération du peuple turc et ils refusèrent catégoriquement tout marché. Dès lors, Gezmis, Arslan et Inan furent privés de tout contact avec le monde extérieur. Ils n'attendaient plus que les bourreaux qui pouvaient venir à tout moment.

Dans la prison, les avocats virent d'abord Deniz Gezmis. Il était assis dans le bureau du gardien en chef, menottes aux poings et enchaîné. Il accueillit les avocats avec un sourire aux lèvres et leur dit: "Je souhaite que vous voyiez comment nous marcherons à la mort, afin que les générations futures le sachent. Embrassez pour moi tous les révolutionnaires emprisonnés."

Puis, Gezmis dicta une lettre à son père. Pendant ce temps, les procureurs, le chef de la police militaire et le général Ali Elverdi³ qui les avait condamnés à mort se préparaient dans une autre chambre.

Pendant 15 minutes, les bourreaux essayèrent vainement de désenchaîner le condamné. L'un des bourreaux a dû y renoncer. "Nous devons être prudents jusqu'à ce que nous l'emmenions vers la potence," dit-il. Le procureur ordonna finalement que les chaînes lui soient retirées, après quoi Deniz Gezmis fut revêtu de la "robe blanche" des exécutions.

Le sourire aux lèvres, il regarda alors ses bourreaux, ses yeux exprimaient de la pitié pour eux. D'un pas ferme, il marcha vers la potence, il grimpa sur l'escabeau avec l'aide des gar-

3) Général Ali Elverdi: Il présida la Cour militaire N°1 du Quartier Général de la loi martiale d'Ankara. Bien qu'il ne soit pas juriste, mais conformément au Code de Procédure Criminelle Militaire, les cours militaires étaient présidées par des officiers de l'armée. En fait, ce tribunal condamna les 18 jeunes progressistes à mort, mais les 15 condamnations furent annulées par la Cour militaire de Cassation.

diens car il portait toujours ses menottes et la longue robe des exécutions qui entravait ses mouvements. Puis il plaça lui-même sa tête dans le nœud coulant et s'écria:

“Vive la lutte du peuple de Turquie pour l'indépendance!

“Vive le marxisme-léninisme!

“Vive la lutte révolutionnaire des peuples turc et kurde!

“A bas l'impérialisme!

“A bas le fascisme!”

Pris de panique en entendant ces mots, le procureur général cria aux bourreaux: “Repoussez le tabouret!” Ce qu'ils firent. Mais les pieds de Deniz Gezmis touchaient encore la table. Les bourreaux la retirèrent aussi et le corps de Deniz Gezmis bougea, tourna sur lui-même, la corde se tordit puis s'arrêta.

Il était 1 h 25 du matin.

Cette scène se répéta encore deux fois, pour les deux autres révolutionnaires condamnés.

Yusuf Arslan, le deuxième condamné, après avoir pris congé de ses avocats, marcha vers la potence d'un pas ferme, grimpa sur le tabouret, mit sa tête dans le nœud coulant et s'écria:

“Je meurs d'une mort honorable, pour l'indépendance et la prospérité de mon peuple. (Puis, montrant les soixante colonels autour de lui) Vous, qui nous pendez, vous mourrez chaque jour pour votre malhonnêteté. Nous sommes au service de notre peuple, mais vous, vous êtes les valets des Etats-Unis.

“Vivent les révolutionnaires!

“A bas le fascisme!”

Finalement, les bourreaux conduisirent Hüseyin Inan vers la potence. En passant devant ses avocats, il leur dit adieu en ajoutant: “Cette lutte ne cessera pas avec nos exécutions.”

Il monta sur la table et s'écria:

“J'ai lutté pour l'indépendance et la prospérité de mon peuple, sans me soucier de mon propre intérêt. Jusqu'à ce jour,

j'ai porté honorablement la bannière, à présent je la passe au peuple de Turquie.

“Vivent les ouvriers et les paysans!

“Vivent les révolutionnaires!

“A bas l'impérialisme et le fascisme!”

Puis Hüseyin Inan monta sur le tabouret et mit sa tête dans le nœud coulant. Il repoussa lui-même le tabouret.

Ils emmenèrent Yusuf Arslan à 2 h 50 et Hüseyin Inan à 3 h 25.

Les deux avocats des jeunes révolutionnaires quittèrent la prison vers 4h. Ce fut la fin de l'obscurité et le début d'un jour nouveau.

Quatre jours plus tard, des journaux datés du 10 mai 1972 donnaient la nouvelle suivante:

“Un fonctionnaire a été arrêté à Ankara pour avoir déposé trois roses sur les tombes des trois révolutionnaire exécutés, Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin Inan.”

*

Pendant que ces trois révolutionnaires mouraient, léguant leurs noms aux générations futures, dans les centres de torture du régime, des centaines de patriotes étaient soumis à des tortures médiévales.

L'avocat Sadik Akincilar, défenseur des trois jeunes révolutionnaires exécutés raconte:

“Le 3 avril 1972, à midi, des civils entrèrent dans mon cabinet (à Istanbul) alors que je travaillais et me dirent qu'ils venaient pour y perquisitionner. En fait, deux jours auparavant, ma maison privée et mon cabinet avaient déjà été fouillés par la police qui ne trouva rien (pour fouiller le cabinet, ils étaient entrés par effraction dans le building commercial où il était situé). Ils ne trouvèrent rien non plus au cours de la deuxième perquisi-

tion, mais ils emportèrent deux des textes de défense que j'avais préparés pour les procès et ils m'emmenèrent également.

“Jusqu'au soir, on me garda à la Section n° 1 (du Quartier Général de la police), puis on m'emmena en car, accompagné de deux civils, jusqu'au Bureau de la Sécurité à Kadiköy. On me fit attendre dans le car (en face du bâtiment) jusqu'à la nuit tombée. On me fit alors passer dans une camionnette, me mit des menottes et me banda les yeux.

“Je ne sais où la voiture nous mena, car c'est les yeux bandés qu'on m'introduisit dans un bâtiment. Quand on m'enleva le bandeau, je vis que j'étais dans une salle dans laquelle l'homme qui m'avait amené donnait des ordres à quelques soldats. Je fus immédiatement photographié, puis on me prit tout ce qui m'appartenait, on me déshabilla et me mit un pyjama sale. Plus tard, on me rasa complètement les cheveux et la barbe. On m'attacha fermement les mains et les pieds avec de lourdes chaînes.

“Ensuite on me banda à nouveau les yeux et l'on me fit descendre (je percevais une odeur de souterrain). On me fit asseoir puis on m'ôta le bandeau.

“En face de moi, dans la salle, se trouvaient un homme en civil et un major général. D'autres hommes encore étaient présents, mais ils se tenaient derrière moi et l'on me conseilla de ne pas me retourner, sinon je serais tué.

“Le général me demanda d'abord si je devinais où j'étais. Je répondis que je pensais avoir été conduit au *Service National de Renseignements (MIT)*. Mais il se fait que, j'étais entre les mains de *l'Organisation Contre-Guérilla*. Ils me dirent que j'étais leur prisonnier et qu'il n'existait ni Constitution, ni lois, ni droits; que pour eux, ma vie valait moins que celle d'un chien; que leur état-major déciderait si je devais survivre; s'il décidait ma mort, alors je serais tué et mon corps serait jeté à la mer. Des insultes variées suivirent ces paroles.

“Le général dit ensuite: “Ceci sera votre dernière chance. Vous avez donné asile aux fugitifs, vous avez organisé leur évacuation⁴; vous avez établi des contacts au sein d’organisations et entre elles. Vous avez poussé beaucoup de gens au renversement du régime. Et vous avez rencontré les fugitifs à *Sebil*.⁵ Reconnaissez tous ces faits et sauvez votre vie. Sinon je vous abandonne aux commandos du Groupe B et vous mourrez sous la torture.” (Plus tard, ils m’accusèrent d’avoir des contacts avec différentes organisations et activités illégales).

“Je rejetai avec insistance ces accusations qui furent répétées plusieurs fois. Ils me dirent aussi que les défenseurs de mes clients avaient déjà produit de nombreuses dépositions contre moi et ils dirent aussi que mon collègue, l’avocat Yalcin Öztürk⁶, avait fait une déposition analogue. Ils dirent même que Mahir Cayan⁷ était vivant. Je rejetai toutes ces affirmations. Alors le Général dit que je devais être livré au “Groupe de commandos” puis il quitta la salle.

“On me banda à nouveau les yeux, on m’enchaîna les mains et les pieds. Et les bourreaux commencèrent à me frapper

4) *Les trois combattants du Front Populaire de Libération de Turquie (THKC), Mahir Cayan, Ulas Bardakci et Ziya Yilmaz et les deux combattants de THKO, Cihan Alptekin et Omer Ayna, avaient réussi à s’échapper de la prison militaire de Maltepe, le 30 novembre 1971 à Istanbul.*

5) *Un café à Istanbul.*

6) *Yalçın Öztürk: Il est aussi l’un des avocats défendant de jeunes progressistes. Il fut torturé brutalement.*

7) *Mahir Cayan: Lui et ses neuf camarades, comme il semblait n’y avoir aucun autre moyen de sauver des trois jeunes révolutionnaires condamnés à mort, avaient entrepris des actions de représailles pour annuler la décision. Dans ce but, le 26 mars 1972, ils kidnappèrent trois techniciens étrangers de la base radar d’OTAN à Unye. Ils promirent de relâcher les trois otages si Gezmis, Arslan et Inan étaient autorisés à quitter le pays. Mais au lieu de trouver une solution raisonnable, dix membres de THKO et du THKC, Mahir Cayan, Cihan Alptekin, Omer Ayna, Hudai Arikan, Sinan Kazim Ozudodru, Ahmet Atasoy, Saffet Alp, Ertan Saruhan, Selahattin Kunt et Nihat Yilmaz et trois otages furent assassinés par les forces de "sécurité" par suite de l’explosion de bombes, le 30 mars 1972 dans le village de Kizildere.*

et à jurer. Leurs coups étaient d'habiles coups de karaté. Ma figure fut à peine frappée, alors que mon corps était battu sans interruption. Comme je continuais même après ces coups à rejeter leurs accusations, on me livra à ceux qui devaient me fouetter. Pendant longtemps ils me fouettèrent avec de fréquentes interruptions pendant lesquelles on me relevait pour me faire marcher. En fouettant, ils prenaient soin de frotter la plante de mes pieds avec la matraque et de stimuler mes nerfs; ceci devait empêcher mes pieds d'être déchirés; ainsi ils enflaient seulement. En me fouettant, mes bourreaux ne cessaient de m'injurier et de me donner des coups de pied.

“Malgré ces procédés, je n'acceptai pas leurs accusations. C'est alors qu'ils m'appliquèrent l'électricité. Ils reliaient deux parties de mon corps à deux électrodes. Pendant cette torture, j'étais ligoté à un fauteuil par des chaînes et des cordes. La souffrance était telle que je sentais mon cerveau éclater. Ils continuaient à m'électrocuter, sans interruption, bien que je me sois jeté à terre, entraînant le fauteuil auquel j'étais ligoté. Plusieurs tortionnaires avaient essayé de retenir le fauteuil, mais en vain. Pendant cette torture, ils m'obligèrent à boire des liquides que je ne pus identifier parce que ma bouche était enflée et insensible et que mes yeux étaient bandés. Pour renforcer la transmission du courant, ils me versaient aussi de l'eau sur la tête quand ils appliquaient l'électrode à mon oreille. Ces tortures me coupaient parfois le souffle à en mourir. A ces moments-là, je me rendais compte que leurs menaces de mort pourraient se réaliser. Et je compris qu'il était vain de continuer à leur refuser l'auto-accusation qu'ils exigeaient de moi. Je dis à mes tortionnaires que je pourrais accepter leurs conditions, pourvu qu'ils ne me posent pas d'autres questions. Ils le promirent. Je reconnus alors que j'avais vu les fugitifs après leur évasion.

“Ces interrogatoires et ces tortures durèrent 23 jours.

On me demanda aussi de déposer contre quelques avocats et autres personnes. On m'accusa d'actes que je n'avais pas commis et on me battit en raison de mon attitude au tribunal, criant rageusement: 'Comment avez-vous pu insulter la dignité de la Cour et du Procureur? Comment avez-vous pu quitter le tribunal pour protester? Comment avez-vous pu assumer la défense de ces révolutionnaires?'

"Quand on me rendit mes vêtements, je constatai que, au cours de ces 23 jours, j'avais perdu au moins dix à douze kilos. Après l'interrogatoire, on me dit que je ferais mieux de ne pas mentionner la torture et de m'adresser en termes corrects au Procureur, sinon ils pourraient me reprendre de la prison où j'allais être conduit maintenant et me punir selon leurs méthodes. On ajouta qu'il vaudrait mieux que je ne m'occupe plus de cette sorte d'affaires, sinon je serais tué. En d'autres termes: j'étais déjà condamné avant de passer en jugement.

"PS: Le nom du chef de la police qui m'arrêta dans mon cabinet est Yilmaz. Et j'ai pu identifier le major-général d'après sa photographie que j'avais vue dans le magazine *Hayat*. Son nom est Memduh Ünlütürk et j'ai appris qu'il occupe un poste au MIT."

*

Et voici quelques extraits de la déclaration faite par un assistant de la Faculté de Littérature de l'Université d'Istanbul, Murat Belge, détenu le 19 mars 1972 et inculpé le 7 avril 1972:

"...Immédiatement après que les civils et les soldats armés eurent quitté la salle, deux autres civils entrèrent. Ils dirent tous deux qu'ils étaient des officiers de l'armée. Celui qui se prétendait colonel parlait plus que l'autre et dit: 'Je vais d'abord vous expliquer où vous êtes. C'est ici le Centre Contre-

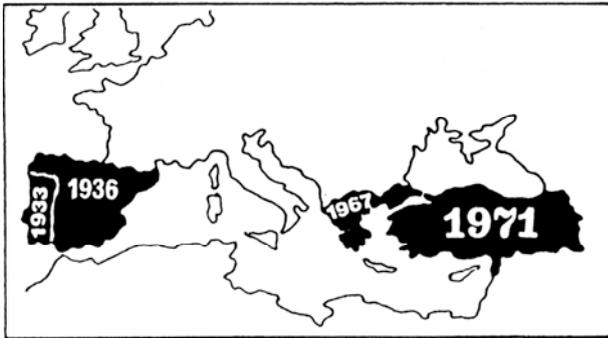
Guérilla de l'état-major turc. Toutes les salles ici sont pleines de vos amis. Si vous désirez sortir vivant d'ici, dites-nous la vérité. N'oubliez jamais que vous êtes prisonnier de guerre. Pour vous, il s'agit de vivre ou de mourir. Oubliez la loi et la Constitution. Ne pensez jamais que la période de détention est limitée à 30 jours. N'espérez pas qu'après avoir été arrêté, vous ne pourrez plus être ramené ici. A tout moment, nous pouvons vous ramener. Comme vous le savez, la Turquie est aujourd'hui sous régime militaire. Quoiqu'il y ait un gouvernement civil, celui-ci n'a aucun pouvoir. Nous pouvons taire tout ce que nous voulons. Nous pouvons même vous tuer et déclarer, ensuite, qu'on a tiré sur vous alors que vous tentiez de vous évader. En fait, vous n'ignorez probablement pas que nous n'arrêtons plus les gens, nous les tuons. Beaucoup de gens vont être pendus dans les rues. Ne croyez pas que nous hésiterons. Si la moitié du peuple de Turquie doit mourir, l'autre moitié vivra dans la ligne tracée par Atatürk. Nous ne doutons pas de votre patriotisme. Mais vous n'êtes pas Kémaliste. Par contre, nous sommes Atatürkistes.⁸ Pas la moindre déviation ni à gauche, ni à droite: nous sommes de parfaits Atatürkistes. Nous nous tracassons à votre sujet parce que parmi nos propres parents, il y en a qui sont comme vous.'

“Un soir, le major-général entra lui aussi dans la chambre où j'étais enfermé: ‘Nous ne permettrons jamais que l'Etat turc soit détruit. Nous sommes entourés d'ennemis. Si nous faiblissions, la Russie, la Grèce, la Bulgarie, la Syrie et Barzani, tous nous attaqueraient. Le Tsar Pierre 1^{er} avait fait un testament disant qu'il fallait occuper la Turquie. Ce testament est

8) *Ataturkiste (Ataturkçu) ou Kémaliste: Celui qui adopte les principes imposés par le Général Mustafa Kemal Atatürk. Les principes d'Ataturk étaient encore controversés et le gouvernement du 12 mars essayait de créer une académie "scientifique" pour les formuler. L'analyse du kémalisme sera faite par l'auteur dans les chapitres suivants.*

toujours valable. Depuis la Guerre de Prut, nous sommes en guerre permanente avec la Russie. Vu cette géopolitique, nous ne pouvons pas admettre le socialisme. Si nous étions en Europe centrale, ce serait possible, mais c'est impossible ici. *C'est pour cela que nous vous écraserons tous.*"⁹

Ceci confirmait que le 12 mars 1971, une guerre totale était déclarée contre la gauche en Turquie.



Portugal...Espagne... Grèce... et Turquie

9) La description des exécutions est extraite du livre, *File in Turkey*, publié par la Résistance Démocratique de Turquie, en août 1972 et les déclarations sur les tortures sont extraites du livre, *Turkey On Torture*, publié par le même mouvement, en mai 1973.



La Turquie d'Europe

Depuis que, le 12 mars 1971, quatre généraux de haut rang remirent un ultimatum exigeant la démission du gouvernement parlementaire et un vote de confiance donné à un nouveau gouvernement soutenu par les militaires, toutes les forces de gauches et démocratiques furent écrasées, les droits de l'Homme et les libertés violés. Un fascisme militaire-”parlementaire” fut établi.

Durant les deux années du “régime du 12 mars”, toutes les organisations de gauche ont été dissoutes, toutes les publications de gauche interdites, plus de quinze mille patriotes détenus, des milliers d’entre eux torturés, trois révolutionnaires tués dans des chasses à l’homme, des milliers d’intellectuels condamnés pour leurs opinions à des peines de prison allant jusque trente ans. La constitution fut modifiée deux fois dans le but d’adapter le régime au modèle fasciste.

L’existence de nombreux partis politiques qui tous représentent les classes dirigeantes et l’organisation d’une élection générale dans le cadre de ce régime militaire-”parlementaire” ne signifient pas qu’une démocratie existe en Turquie.

Selon les généraux qui ont remis l’Ultimatum du 12 mars, la raison de l’intervention militaire et de l’effondrement subséquent était “l’anarchie” qui menaçait l’Etat et le mettait en danger. Les Forces Armées auraient exécuté une opération visant à sauver la démocratie “occidentale” et à maintenir la Turquie au sein de la famille européenne.

Rappelons que les colonels grecs avaient donné la même justification à leur coup d'état de 1967. Le but réel de chacune de ces interventions était de préserver les intérêts de l'impérialisme des Etats-Unis et de ses collaborateurs dans ce pays. Pour conserver leur hégémonie militaire, économique, idéologique et politique dans le Sud-est de l'Europe, les Etats-Unis organisèrent et soutinrent le coup d'Etat militaire de 1967 en Grèce.

Pourquoi les conspirateurs ont-ils différés jusqu'en 1971 l'exécution de l'intervention en Turquie? C'est parce que celle-ci était déjà dirigée par *le Parti de la Justice (AP)*, pro-américain et qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, l'AP étant arrivé au pouvoir en 1965 avec une très large majorité. Ce parti avait déclaré qu'il modifierait la Constitution de 1961, abolirait tous les droits et libertés démocratiques et établirait un régime favorable aux Etats-Unis et à leurs collaborateurs dans ce pays.

Cependant, les organisations de gauche, les forces démocratiques et anti-impérialistes, les institutions constitutionnelles, les universités et la presse s'opposèrent au programme anti-démocratique de l'AP et à sa législation inconstitutionnelle. Ce mouvement de résistance contre l'hégémonie de l'impérialisme des Etats-Unis s'étendit à tous les coins de la Turquie et conquiert l'appui des masses, gravement touchées par l'effondrement social de 1970.

Cette explosion sociale était inévitable.

Quoique la capitalisation de la Turquie se soit développée durant ces dix dernières années et que les dirigeants du pays aient manifesté leur ambition de prendre place au sein de la Communauté Européenne en devenant membre du *Conseil de L'Europe* et membre-associé de la CEE, le pays est resté l'un des plus pauvres et des plus sous-développés du monde.

Le revenu national brut (900 millions de dollars) n'était alors que de 321 dollars par habitant et par an et s'élevait à 2.920 dollars en France, 2.150 dollars en Angleterre, 1700 dol-

lars en Italie, 2.670 dollars en Belgique, 2.400 dollars en Hollande et 950 dollars en Grèce.¹⁰

42% du revenu agricole se répartissaient parmi les 90% de la population occupée dans le secteur agricole et les 10% restant de cette population accaparaient les 58 autres pour cent du revenu agricole. Alors que 20 % de la population recevaient 57% du revenu national, 80% de la population, les masses laborieuses, n'en touchaient que 43%. La distribution du revenu national était tellement éloignée de toute justice sociale que le revenu individuel maximum était 10 mille fois plus haut que le revenu individuel minimum.¹¹

L'économie du pays était partagée entre le secteur public et le secteur privé croissant. Quoique, au cours de ces dernières années, le secteur privé en collaboration avec le capital étranger ait créé quelques usines, la grande partie des capitaux étrangers était investie dans les manufactures de biens de consommation, 20% seulement l'étaient dans l'industrie lourde. De plus, le capital étranger atteignait des profits nets de 300, 500 voire 1500%.¹²

La dette extérieure totale s'élevait à 1.998.000.000 de dollars et représentait 20,57% du revenu national.¹³

L'agriculture intervenait pour environ 32,2% du produit national brut. Les céréales constituaient environ 35% de la production agricole totale, tandis que les produits du cheptel n'y intervenaient que pour 30%. 20 autres pour cent provenaient principalement de l'exportation de tabac, de coton, de noisettes et de raisins secs. 85% à peu près des exportations du pays étaient apportées par le secteur agricole. Chaque année, 22% seulement de la superficie totale du pays était cultivée.

10) *OECD, Economic Surveys: Turkey, janvier 1972*

11) *Sedat Ozkol, Geri Biraktirilmis Turkiye, Ant Yayinlari, Istanbul, octobre 1969*

12) *Y. Rosaliyev, Turkiye'de Kapitalistlesme ve Sinif Kavgalari, Ant Yayinlari, Istanbul, septembre 1970*

13) *Kenan Bulutoglu - I. Onur, Turkiye'de Dis Borclarin Gelecegi: Bir Model, Iktisadi Gelisme ve Dis Yardim, Istanbul Universitesi Maliye Enstitusu Yayinlari, 1969*

On a estimé que 3.489.623 des 4.125.789 familles paysannes ne possédaient pas ou trop peu de terres pour subvenir à leurs besoins sans travailler comme ouvriers agricoles ou sans louer des terres supplémentaires. Beaucoup de ces familles furent obligées d'abandonner leur village et d'émigrer vers les grandes villes ou vers les pays européennes où elles servent "d'armée de réserve de travailleurs".¹⁴

En 1971, on comptait 2 millions de chômeurs. Chaque année, 400.000 personnes se présentaient sur le marché de l'emploi. Endéans les vingt prochaines années, il faudrait trouver de l'emploi pour 12 millions de citoyens.¹⁵

La population active était en 1970, d'environ 15 millions de travailleurs, soit 38% de la population (37 millions) et 70% des habitants étaient âgés de 15 ans et plus. Mais seuls 1.404.816 travailleurs (c'est-à-dire 10% de l'ensemble) étaient inscrits à la sécurité sociale.¹⁶

D'après les données de 1970, 45% de la population âgée de plus de 11 ans étaient analphabètes. 62% seulement des enfants âgés de 6 à 18 ans disposaient d'écoles où souvent un seul maître enseignait à plusieurs classes de niveaux différents. 13.000 villages n'avaient pas d'école. Moins de 20% des élèves pouvaient espérer atteindre le premier cycle d'enseignement secondaire, quelque 8% de ceux-ci le second cycle d'enseignement secondaire (lycée) et environ 6% de ces derniers accédaient à l'enseignement supérieur.¹⁷

A peu près la moitié de la population des grandes villes comme Istanbul, Ankara, Izmir et Adana vivait dans les bidonvilles entourant ces centres. 16% des 5.544.000 familles de

14) *Cumhuriyet*, le 31 mars 1973

15) *Le discours du Vice-Premier Ministre Attila Karaosmanoglu le 30 octobre 1971*

16) *Source: L'Administration de la Sécurité Sociale (SSK) et l'Institut de Statistique d'Etat (DIE).*

17) *OECD, Economic Survey: Turkey, janvier 1972: l'Institut de Statistique d'Etat, Pocket Data Book of Turkey, 1969.*

Turquie vivaient dans une seule pièce où elles cuisinaient, mangeaient, dormaient. 40% des demeures ne possédaient pas de cuisine, 26% pas de sanitaires et 55% pas d'eau courante. L'électricité n'était distribuée qu'à 30% de la population et au moins 90% des maisons villageoises étaient dépourvues de toutes ces facilités.¹⁸

Taux de natalité, 43 pour mille; taux de mortalité, 10 à 12 pour mille; mortalité infantile, 165 pour mille naissances vivantes.¹⁹ Le nombre de lits d'hôpitaux s'élevait à 2,3 pour mille. On comptait en Turquie 0,36 médecins pour mille habitants. Mais les deux tiers de ces médecins étaient concentrés à Istanbul, Ankara et Izmir alors que 5% seulement de la population totale du pays vivaient dans ces trois villes. 15% seulement du nombre des docteurs devaient prendre soin des deux tiers de la population totale, établis dans les villages.²⁰

Malgré l'état arriéré du pays, comme alliée des Etats-Unis dans l'OTAN et le CENTO, la Turquie était obligée de consacrer plus d'un milliard de dollars US (c'est-à-dire 20% de son budget) aux dépenses militaires. Les forces militaires comprenaient une armée de 425.000 hommes, une force aérienne de 50.000 hommes et une marine de 39.000 hommes.²¹ Toutes ces unités étaient commandées ou conseillées par des généraux américains. Il y avait plus de cent bases et installations militaires américaines sur l'ensemble du territoire de la Turquie.²²

Les dépenses militaires atteignaient près de 5% du produit national brut (qui est de 7 millions de dollars US) et dépassaient celles consacrées à l'éducation, la santé et le logement.

18) Source: *The United Nations Statistical Year Book, 1967*

19) *OECD, op.cit.*

20) Source: *The United Nations Statistical Year Book, 1967*

21) Source: *Le Ministère des Finances de Turquie, le Budget Consolidé, 1971*

22) *Ant (hebdomadaire), Istanbul, 12 septembre 1967*

Quelques chiffres comparatifs du niveau de vie en Turquie et dans des pays européens:²³

S'il y a eu une agitation sociale en Turquie, ce fut la conséquence inévitable de la répartition très injuste des richesses et du revenu national et de l'hégémonie des Etats-Unis sur la Turquie. Et cette agitation fut la principale raison de l'explosion sociale en Turquie.

Capital étranger et rapatriement des profits (1951-1968, en millions de \$)			
	Investissement total	Investissement en especes	Rapatriement
USA	25.968 (27,6%)	7,827	10.648 (135%)
Allemagne	16.235 (17,2%)	8,312	5.767 (70%)
Pays-Bas	13.613 (14,5%)	10,648	11.966 (112%)
France	4.897 (5,2%)	935	908 (92%)

Pour briser la résistance populaire, le Parti de la Justice (AP) qui était au pouvoir pendant la période 1965-71, prit de nombreuses mesures inconstitutionnelles: il augmenta les forces de police et les commandos, toléra la formation de groupes fascistes armés, arrêta de nombreux intellectuels et dirigeants de la jeunesse, interdit les grèves, utilisa l'armée contre les travailleurs, les jeunes et les petits paysans. Aussi bien les forces de police et l'armée que des groupes de droite assassinèrent plus de quarante résistants, alors que ceux-ci n'avaient jamais tué personne.

Malgré cette terreur, le *Parti de la Justice* ne réussit ni à juger la résistance populaire ni à répondre aux désirs de la grande bourgeoisie. En 1970, la phase transitoire d'adhésion à la CEE succédant à la phase préparatoire, la grande bourgeoisie

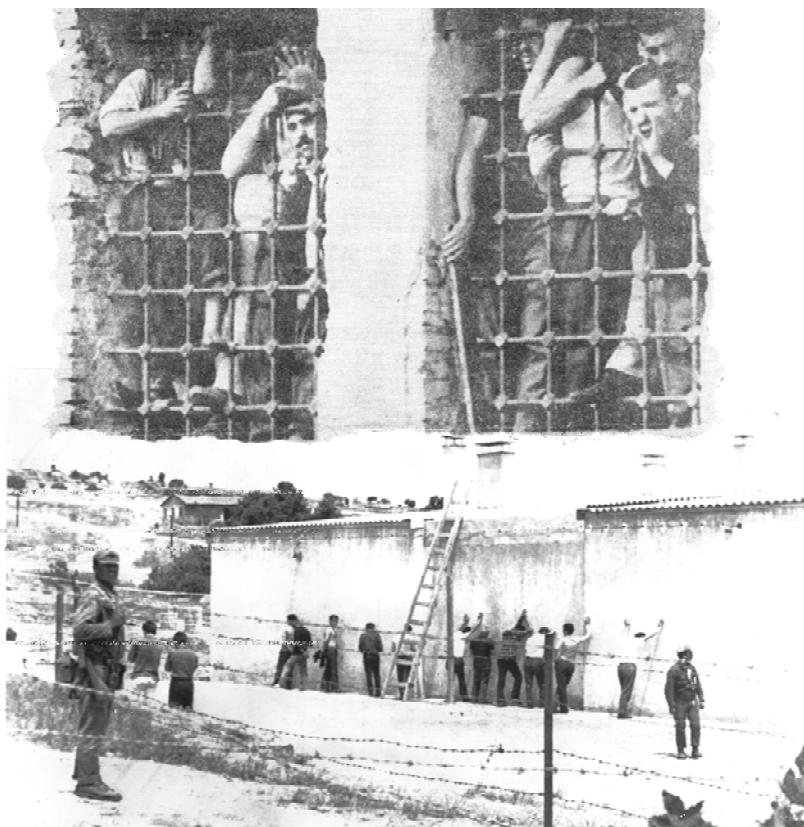
23) OECD, *op.cit.*

commença à relâcher les cadres de l'ordre social et politique qu'elle trouvait trop étroits pour ses visées.

De pair avec des mesures de plus en plus restrictives pour les travailleurs, le gouvernement Demirel promulgua des lois facilitant le financement, dévaluant la livre turque et attirant les investissements étrangers. Mais même *le AP* qui, au Parlement, représentait essentiellement la grande bourgeoisie industrielle, ne fut pas capable de satisfaire les demandes pressantes du grand capital. Par contre, les mesures adoptées en 1970 pour satisfaire partiellement les besoins de la grande bourgeoisie, provoquèrent de très violentes réactions de la part des masses populaires.

Dans ces conditions, encouragés et soutenus par la grande bourgeoisie industrielle, les généraux obligèrent le gouvernement Demirel à démissionner en publiant, le 12 mars 1971, un ultimatum très dur. Ils menacèrent tous les partis politiques y compris ceux du centre-gauche, en les forçant à abandonner le régime parlementaire et à accepter toutes les mesures d'exception imposées par le grand capital.

C'était en effet une intervention militaire faite sur l'ordre du capital financier. Mais, comme des protestations s'élevaient dans tous les coins du monde contre le coup d'état grec, créant une image si horrible des colonels, les auteurs de l'intervention du 12 mars ne suivirent pas la même voie: ils conservèrent un soi-disant "parlement" et se cachèrent derrière cette façade.



Un vaste camp de concentration



Aperçu historique

Malgré le fait que toutes les libertés et tous les droits fondamentaux énumérés dans la Convention Européenne ait été violés, le régime du 12 mars fut établi au nom de “l’occidentalisme”, sous prétexte de protéger la “démocratie”.

Ce n’était pas la première fois que, sous prétexte de lui faire atteindre ses objectifs, on soumettait la Turquie à un régime répressif. La bourgeoisie turque et les rangs supérieurs de la bureaucratie, attirés par “l’occidentalisme” depuis plus de deux siècles, y voyaient un moyen d’accumuler des capitaux, de coopérer étroitement avec les forces étrangères et de faire des réformes formelles dans la superstructure du pays. D’autre part, les dirigeants du pays s’arrangeaient pour ignorer consciemment et délibérément les luttes de classes qui avaient marqué le monde occidental et pour ne pas tenir compte de l’existence de partis de gauche et de syndicats progressistes.

Pourquoi cette illusion “d’occidentalisation”?

Tout d’abord, la structure de la société ottomane était trop différente de celle des sociétés occidentales. La société capitaliste occidentale est sortie des ruines de la société féodale qui avait préparé l’accumulation du capital. Tandis que, à la

même période, la structure de la société ottomane et son mode de production étaient très éloignés du modèle occidental.²⁴

Dans la société ottomane, toutes les terres appartenaient à l'Etat. Certaines des institutions caractéristiques de l'Empire naquirent pendant la première période de l'Empire Ottoman.²⁵ Des terres de l'Etat furent concédées aux *cavaliers* (sipahi) qui constituaient le rempart de l'Empire naissant. Ces terres s'appelaient *timars*. Les cavaliers n'étaient pas les propriétaires des timars, mais des administrateurs, agissant au nom du *Sultan* (le chef de l'Etat). Ils étaient chargés de louer ces terres aux *sujets* (reaya) et de percevoir les impôts (qui devaient financer les expéditions militaires de l'Etat).

Comme cette propriété commune des terres ne permettait pas aux *sipahi* d'accumuler un capital, ni aux *reaya* de quitter leurs terres pour devenir des "travailleurs libres", en dépit de l'existence de manufactures et d'un capital commercial dans les grandes villes, ce système centralisé et despotique empêchait la capitalisation et l'industrialisation.

De plus, des facteurs extérieurs empêchaient aussi la formation d'une société capitaliste dans l'Empire Ottoman. Au début, l'Empire occupait une position de force dans ses relations avec les autres pays d'Europe. Mais au 16^{ème} siècle commença la période de déclin. Au manque de dynamisme intérieur s'ajouta la décadence commerciale, quand l'Europe se tourna vers l'Asie du Sud et de l'Est pour son commerce. L'afflux d'or

24) *La structure de la société ottomane et son mode de production ont été controversés par le mouvement de gauche de Turquie. Suivant une analyse, la structure de la société était principalement féodale; les sipahis pouvaient être considérés comme propriétaires féodaux, et les reayas comme serfs. Une autre analyse a tenté de décrire cette structure dans le cadre du Mode de Production Asiatique. Quelques autres écrivains ont abordé la question en décrivant l'Empire Ottoman comme société "précapitaliste". Il semble que ce sujet requière des recherches de plus en plus scientifiques sur l'histoire ottomane.*

25) *L'Etat Ottoman fut fondé en 1299 en Anatolie. La conquête d'Istanbul, en 1453, est généralement considérée comme la date marquante le commencement de l'Empire Ottoman.*

et d'argent venu du nouveau monde joua aussi un rôle dans la crise financière de l'Empire Ottoman. Parmi les *janissaires* également la décadence se marquait par la perte de toute discipline intérieure.²⁶ Au point de vue militaire (grâce à une organisation plus efficace et à des innovations techniques) l'avantage se déplaça progressivement vers les pays de l'Ouest.

En outre, l'Empire Ottoman avait accordé certains privilèges aux pays de l'Ouest. L'influence occidentale qui en résulta se manifesta dans le traité conclu en 1545 entre Soliman le Magnifique et François 1^{er}. Ce qui avait d'abord été des "concessions" d'un Empire à l'apogée de sa puissance, évolua vers un vaste système de "capitulations". Dans l'Empire, les résidents étaient sous la protection de l'Europe et soumis aux lois européennes plutôt qu'ottomanes. Ces droits, d'abord limités aux résidents étrangers furent étendus par les capitulations aux habitants non musulmans de l'Empire. On créa un système de *berats*, c'est-à-dire de documents attestant qu'un individu se trouvait sous protection diplomatique étrangère.

Ces capitulations, donnant aux puissances européennes des privilèges commerciaux et financiers, furent progressivement étendues, notamment à la Grande-Bretagne en 1579, à l'Autriche en 1615, à la Hollande en 1680 et à la Suède en 1737. En 1830, les Etats-Unis et l'Empire Ottoman signèrent un traité contenant une clause de la "nation la plus favorisée".

Une série de défaites turques dans la deuxième moitié du XVII^e siècle stimula l'intérêt de l'Europe pour l'Empire Ottoman. Au XIX^e siècle, les puissances européennes le consi-

26) Quand l'Empire s'étendait, la nécessité d'avoir une infanterie s'accrut en conséquence et une armée permanente fut créée sous le nom de Janissaires (*Yeniçeri*, ou *Troupes nouvelles*). On la forma principalement en incorporant des Chrétiens au service de l'Empire. Graduellement les Janissaires devinrent une armée puissante, politiquement corrompue et intéressée avant tout à conserver son statut d'élite. Après la défaite dans la guerre Russo-Turque de 1768-1774, les efforts pour la réforme militaire s'intensifièrent et l'armée de janissaires furent démantelée en 1826.

déraient comme l' "homme malade de l'Europe". Les pertes territoriales se succédaient et le sort de l'Empire devint finalement une préoccupation importante pour la diplomatie européenne. Pendant tout le XIX^e siècle et le début du XX^e, la Russie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, et l'Autriche-Hongrie, se sentirent concernées par la question d'Orient. Elles supputaient les bénéfices que chacune d'elles pourrait retirer de l'affaiblissement continu de l'Etat Ottoman.

En fait, après la seconde moitié du XVI^e siècle, sous l'influence désagrégeante de l'impérialisme occidental, la structure de la société ottomane se transforma. Depuis que la crise financière s'était aggravée, le mode de perception des impôts changea complètement et le régime de la propriété d'état des terres s'effondra. C'est ainsi que les timars devinrent des domaines privés et que les fonctionnaires qui possédaient les terres eurent un pouvoir accru, face au gouvernement despotique du sultan. En outre, la bourgeoisie ascendante en collaboration avec le capitalisme occidental osa agir plus audacieusement.

Au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle, d'une part la changement dans la structure sociale, d'autre part une succession d'échecs, d'abord militaires, avaient convaincu les dirigeants ottomans de la nécessité de réformes internes.

Les réformes débutèrent réellement sous le règne du Sultan Selim II et son successeur Mahmut II apporta un grand nombre d'innovations. Les états occidentaux soutinrent ces réformes formelles, parce qu'elles prépareraient l'établissement d'institutions nécessaires à l'exploitation des ressources économiques du pays.

Sous la pression des fonctionnaires fortifiés par la possession des terres, le premier acte constitutionnel dans l'histoire de l'Empire Ottoman fut signé en 1810. C'était *un traité d'alliance* (Sened-i Ittifak) conclu entre le Sultan et les autorités locales.

Et, sous la pression de l'impérialisme occidental, le premier document qui soumit le pays aux intérêts des états occidentaux fut *le traité de commerce de Baltalimani*, signé en 1838 par la Grande-Bretagne et l'Empire Ottoman. Ce traité britannique eut pour conséquence l'effondrement des manufactures ottomanes dans tous les secteurs et l'Empire devint aussi un marché ouvert à l'industrie et au commerce britannique.

Ce traité fut suivi, en 1839 par *le Noble Edit de Gülhane* (Gülhane Hattı Humayûnu). Cet édit, préparé par le Grand Vizir Mustafa Resit Pacha promettait de nouvelles réformes qui devaient garantir les intérêts des pays occidentaux et augmenter les privilèges et immunités des minorités au pouvoir.

Le renforcement des autorités locales et des minorités obligea le Sultan à proclamer en 1876 la première constitution de l'Empire Ottoman, par laquelle un "Parlement" était créé.

Cependant, cette balance des pouvoirs ne dura que deux ans. En fait, d'une part la pression de l'impérialisme occidental, d'autre part les tentatives de réforme d'une bureaucratie grandissante avaient entraîné l'Empire à s'endetter lourdement. Durant le règne d'Abdülaziz, de nouvelles conventions de dettes avaient été signées. Exploitant le mécontentement du peuple qui considérait les "réformes" comme la cause principale de l'effondrement économique, le Sultan Abdülhamit II abolit la Constitution, ordonna la dissolution du parlement et frappa les intellectuels qui soutenaient les réformes de type occidental et le régime parlementaire. Cependant, durant les trente ans du régime de Abdülhamit II, l'effondrement ne s'arrêta pas mais s'accrut au contraire.

En 1881, *le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane* (Düyûnu Umumiye) fut créé et les six pays européens, Grande-Bretagne, Pays-Bas, France, Italie, Allemagne, Autriche-Hongrie, avaient chacun un représentant dans ce

conseil, à côté de ceux de l'Etat ottoman et de la Banque impériale ottomane. Juste avant la première guerre mondiale, la dette totale s'élevait à un peu plus de 700 millions de dollars. En 1912, 30% du budget impérial était consacré au remboursement de la dette publique.

En outre, durant le règne d'Abdülhamit II, l'influence de l'impérialisme allemand s'était fortement accrue. En 1902, les Allemands avaient obtenu du Sultan une concession de 99 ans pour la construction du chemin de fer Berlin-Bagdad.

Le gouvernement despotique d'Abdülhamit II provoqua de violentes réactions, tant intérieures qu'extérieures. Les puissances européennes détestaient surtout les méthodes pan-islamiques utilisées contre les mouvements nationalistes parmi les minorités chrétiennes. De plus, la nouvelle bureaucratie militaire et civile montante, représentée par le Mouvement des Jeunes Turcs, était mécontente depuis que sous le règne du Sultan Abdülhamit II, elle avait perdu des avantages matériels.

Et en 1908, *les Jeunes Turcs* se révoltèrent et établirent un gouvernement constitutionnel, *le Mesrutiyet*. L'intérêt primordial des Jeunes Turcs était de renforcer l'Empire pour empêcher de nouvelles pertes territoriales. Ceci les amena à mettre l'accent sur "*l'ottomanisme*" dans le but de maintenir l'unité de toutes les nationalités au sein des territoires ottomans. Mais le développement de mouvements nationalistes dans différentes communautés ethniques dans l'empire conduisit *les Jeunes Turcs* aussi à l'adoption d'une politique nationaliste et même raciste.²⁷ Leur organisation politique, *Parti de l'Union et du Progrès* (Ittihad ve Terakki) essaya d'instaurer une bourgeoisie nationale de type occidental remplaçant les capitalistes issus des minorités. Quand *les Jeunes Turcs* furent au pouvoir, ils

27) *Le manifeste organisationnel de cette politique est le mouvement de Pan-Turkisme ou Pan Turanisme, réclamant l'union de tous les peuples turcs et aussi des territoires perdus au profit de la Russie.*

interdirent les syndicats et les organisations politiques de la classe ouvrière, les grèves furent écrasées par la force armée. *Les Jeunes Turcs* voulaient convaincre les capitalistes occidentaux qu'il serait préférable d'avoir comme collaborateurs la bourgeoisie turque et musulmane au lieu des non-musulmans.

Le mouvement "bourgeois démocratique" de 1908 avait également marqué un tournant important pour les classes laborieuses. En dépit des répressions par la monarchie, les mouvements de travailleurs existaient déjà en Turquie depuis 1870. La première organisation de travailleurs avait été fondée en 1871 sous le nom d'*Association de Travailleurs* (Ameleperver Cemiyeti). Plus tard, en 1894, les ouvriers des usines *Tophane* formèrent l'*Association des Travailleurs Ottomans* (Osmanli Amele Cemiyeti), mais cette organisation clandestine avait été interdite par les autorités et tous ses dirigeants furent arrêtés.

Après la proclamation d'un gouvernement constitutionnel, les travailleurs, à travers tout l'Empire, avaient commencé à s'organiser et entamer des grèves spontanées sous la devise "Liberté, justice et égalité".

Toutefois, sous la pression des impérialistes occidentaux, le gouvernement *Ittihad ve Terakki* a, le 15 octobre 1908, promulgué une loi interdisant toute grève et mettant hors la loi les syndicats.

Néanmoins, malgré cet acte de répression, les travailleurs ne se soumièrent pas et différents syndicats et autres associations se formèrent surtout en *Roumélie* (Thrace et Balkans). On commença à célébrer le 1^{er} mai, Fête du Travail, en *Roumélie* en 1909 et à Istanbul en 1912. En 1910, les travailleurs d'Istanbul avaient fondé plusieurs organisations clandestines nommées *Association Clandestine des Travailleurs Ottomans* (Gizli Osmanli Amele Cemiyeti), *Association Ottomane du Progrès*

Industriel (Osmanli Terakki Sanayi Cemiyeti) et l' *Association des Artisans Ottomans* (Osmanli Sanatkâran Cemiyeti).

La même année, il y eut une série de grèves des travailleurs à Istanbul, Bilecik, Bursa et Zonguldak et le premier parti socialiste fut fondé sous le nom de *Parti Socialiste Ottoman* (Osmanli Sosyalist Firkasi).

En 1911, à Istanbul et à Izmir, les grèves des ouvriers du tabac avaient été écrasées par les forces de sécurité. Avant la première guerre mondiale, la dictature du *Ittihad ve Terakki* avait instauré une politique répressive et banni le *Parti Socialiste Ottoman* et tous les syndicats. Pendant la guerre, aucune organisation de travailleurs n'avait pu être fondée.

Cette politique anti-populaire fit tomber les *Jeunes Turcs* sous l'hégémonie de l'impérialisme allemand. Les intérêts de l'Allemagne exigèrent alors que l'Empire Ottoman se batte contre les Alliés durant la première guerre mondiale. Les *Jeunes Turcs* persuadèrent le Sultan d'entrer en guerre, ils contribuèrent ainsi à la défaite rapide de l'Empire.²⁸ De plus, face à l'agitation sociale qui grondait, les *Jeunes Turcs* abandonnèrent les slogans de liberté et de démocratie dont ils se proclamaient les défenseurs et ils créèrent bientôt une oligarchie militaire et civile.

Le génocide des Arméniens déclenché en 1915 était sans aucun doute un des épisodes les plus honteux du règne du *Parti de l'Union et du Progrès*.

Après la défaite turque durant la première guerre mondiale, les chefs de *Ittihad ve Terakki* prirent la fuite et l'aile conservatrice des *Jeunes Turcs*, le *Parti de l'Entente et de la Liberté* (Hürriyet ve Itilaf) les remplaça.

28) Au début d'août 1914, les dirigeants de l'*Ittihad ve Terakki* conclurent un traité secret d'alliance avec l'Allemagne. Le 29 octobre 1914, la flotte turque, sous le commandement d'un amiral allemand, attaqua la flotte russe de la Mer Noire et l'Empire Ottoman entra dans la guerre.

En fait, les deux partis représentaient les classes dirigeantes. Les masses laborieuses n'avaient aucune participation au pouvoir. De plus, toutes les réformes formelles imposées par l'impérialisme occidental et la bureaucratie montante élargirent le fossé entre les masses laborieuses et les intellectuels aux idées occidentales, parce que les conditions de vie du peuple empiraient de jour en jour puisqu'aucun changement fondamental n'avait été réalisé.

Ainsi les masses voyaient dans les "réformes" la cause principale de la pauvreté grandissante.



Une affiche du mouvement néo-fasciste



Montée du Kémalisme

En 1918, quand l'armistice fut signée à Mondoros, l'avenir de la Turquie était sombre. Des traités secrets conclus pendant la guerre entre les puissances occidentales stipulaient le démembrement de l'Empire Ottoman.

Les Alliés qui projetaient de prendre sous leur contrôle les ressources du Moyen-Orient occupèrent certaines parties de l'Empire, y compris la capitale, Istanbul. De plus, l'impérialisme montant des Etats-Unis essayait d'établir son propre mandat dans les territoires de la Turquie et de nombreux fonctionnaires et intellectuels éminents, y compris le *Colonel Ismet (Inönü)*²⁹, adhèrent à ce projet.

Malgré ces plans impérialistes et ces trahisons, une lutte nationale pour l'indépendance fut entreprise, sous forme de guérillas dans toute l'Anatolie. Bien que les propriétaires terriens et la bourgeoisie montante aient à soutenir les forces d'occupation, la guérilla s'étendit et devint bientôt, grâce à la participation massive des travailleurs, des paysans et de l'aile patriotique de la bureaucratie militaire et civile, une lutte populaire sans précédent.

Dans l'Ouest de l'Anatolie, le chef de la guérilla, *Cerkez Ethem*, créa une armée de libération populaire sous le nom de *Forces Mobiles (Kuvvai Seyyare)*.

²⁹⁾ Par la suite, il est devenu Premier Ministre et Président de la République de Turquie.

En outre, quelques jeunes généraux ottomans tels qu'*Ali Fuat Pacha* et *Kazim Karabekir Pacha* entreprirent de former des groupes de résistance et mobilisèrent leurs unités militaires dans le Centre et l'Est de l'Anatolie pour la libération nationale.

Après la mobilisation des forces populaires, *Mustafa Kemal Pacha*, aide de camp du Sultan et l'un des héros de la première guerre mondiale fut envoyé en Anatolie par le gouvernement d'Istanbul pour y surveiller la démobilisation de l'armée turque. Mais après être arrivé en Anatolie, le 19 mai 1919, il prit part à la guerre de libération nationale. Mustafa Kemal Pacha était un chef habile et sa participation marqua une étape importante dans l'organisation de toutes les forces de libération. La bourgeoisie musulmane, voyant la montée du mouvement nationaliste, s'y joignit aussi avec l'espoir de prendre la place de la bourgeoisie non-musulmane.

Ainsi, le 23 juillet 1919, un congrès nationaliste se réunit à Erzurum, répondant à un appel de *l'Association pour la Défense des Droits de l'Anatolie* (Anadolu Müdafaa-i Hukuk Cemiyeti). Après le *Congrès de Sivas*, le 4 septembre 1919, le groupe devient *l'Association pour la Défense des Droits de l'Anatolie et de la Roumélie* (Anadolu ve Rumeli Müdafaa-i Hukuk Cemiyeti). Le Congrès de Sivas s'engageait à maintenir l'intégrité du pays, bien qu'il proclamât sa fidélité au Sultan-Calife. Il adopta un *Pacte National* (Misak-i Milli) en six points, qui définissait les objectifs du mouvement nationaliste.

Le 11 avril 1920, à Istanbul, la majorité au parlement adopta aussi le Pacte National. C'est alors que les forces d'occupation ordonnèrent la dissolution du parlement ottoman et, le même jour, *Seyh-ül-Islam* (chef des musulmans) déclarait que tuer les "rebelles" nationalistes était un devoir religieux.

Les actes des Alliés et du gouvernement collaborateur d'Istanbul provoquèrent une réponse rapide des nationalistes. Le

23 avril 1920, avec la participation des membres du parlement ayant réussi à passer en Anatolie et de nouveaux élus, ils établirent la Grande Assemblée Nationale à Ankara qui devint le quartier général des nationalistes. De nombreux chefs religieux en Anatolie affirmèrent que *le fetva* (la proclamation) du Seyh-ül-Islam était sans validité parce qu'elle avait été publiée sous la contrainte.

Le gouvernement d'Istanbul poussa quelques groupes de fanatiques à se dresser contre l'autorité du mouvement de libération, l'existence même de la Grande Assemblée Nationale fut mise en danger, prise entre l'armée grecque et les forces des rebelles fanatiques. Mais la troupe de guérilla de Cerkez Ethem écrasa très rapidement toutes les forces armées des rebelles.

C'était un fait que, durant la guerre de libération nationale, d'une part, les communistes de Turquie menèrent les forces populaires vers des buts anti-impérialistes et que d'autre part, le régime révolutionnaire de Russie fit son possible pour soutenir la guerre de libération. Les historiens kémalistes ont toujours caché ces faits.

A la fin de la première guerre mondiale, le mouvement des travailleurs repris de la vigueur et, en 1919, deux partis socialistes furent fondés: *le Parti Socialiste de Turquie* (Türkiye Sosyalist Firkasi) et *le Parti Socialiste des Ouvriers et des Paysans de Turquie* (Türkiye İşçi ve Çiftçi Sosyalist Firkasi).

Malgré l'occupation des Alliés, en 1919, les ouvriers d'Istanbul firent trente grèves et toutes les organisations de travailleurs participèrent à la libération nationale en faisant passer clandestinement d'Istanbul en Anatolie, armes et munitions.

Par ailleurs, en Anatolie, les unités populaires de libération les plus efficaces telles que le *Kuvvai Seyyare* (Forces mobiles), étaient dirigées par des combattants de gauche. De nom-

breux communistes turcs, représentant la Turquie à la Troisième Internationale et luttant dans les pays d'Asie contre les forces réactionnaires et pour la libération des peuples de l'Orient, envoyèrent, de l'étranger vers l'Anatolie, des groupes de guérilleros bien entraînés.

Même des militaires, des chefs religieux et la petite bourgeoisie de Turquie participèrent à la libération des peuples de l'Est. Après la libération de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, de nombreux soviets de soldats furent créés au sein de l'armée de la Turquie de l'Est.

En 1920, d'une part le *Parti Communiste de Turquie* fut établi à l'étranger, d'autre part on tenta, pour la première fois, de rassembler toutes les forces populaires sous le nom de "*Armée Verte*" (Yesilordu), semblable à l'Armée Rouge. En fait, dans l'Armée Verte, les principes du communisme devaient se combiner avec ceux de l'Islam dont la couleur verte était le symbole.

Tandis que l'influence du mouvement de gauche croisait, à la Grande Assemblée Nationale même, la moitié des députés se rallia à l'idée d'une Armée Verte. Et qui plus est, de nombreux députés commencèrent à porter des serre-tête rouges montrant leur tendance de gauche.

Bien que cette avance inquiétât les pachas ottomans, ils semblaient tolérants, voire favorables à la gauche, cela dans le but d'obtenir de Russie une aide financière et matérielle. Mustafa Kemal Pacha, Président de la Grande Assemblée Nationale, alla jusqu'à déclarer qu'il partageait les objectifs anti-impérialistes et anti-capitalistes du régime révolutionnaire de Russie. De plus, en vue de contrôler lui-même le mouvement de la gauche grandissante, il n'hésita pas à former un soi-disant "*Parti Communiste*" et à participer aux organisations de l'*Armée Verte*.³⁰

30) Même le "*Parti Communiste*" fantôme de Mustafa Kemal tenta d'envoyer une délégation à la Troisième Internationale, mais cette demande fut rejetée.

Mais, après avoir reçu une importante aide financière et matérielle de Russie,³¹ et voyant que la victoire approchait, les représentants des propriétaires fonciers et d'une bourgeoisie qui s'était récemment développée se servirent des pachas ottomans pour éliminer les chefs de la guérilla et pour détruire les organisations socialistes. *Mustafa Suphi*, le leader du *Parti Communiste de Turquie (TKP)* et ses quatorze camarades furent assassinés en Mer Noire, le 28 janvier 1921.

Malgré une participation massive de la classe ouvrière et de la paysannerie à la guerre de libération nationale, la Première Grande Assemblée Nationale était composée principalement de propriétaires fonciers, de commerçants, de religieux réactionnaires, de militaires de haut rang et de fonctionnaires civils.³² La force numérique de la classe ouvrière n'était pas suffisante pour vaincre la répression exercée par les classes dirigeantes. A ce moment, le nombre d'ouvriers était estimé à 76.216 dans le secteur industriel.³³ Et la majorité des ouvriers se trouvaient à Istanbul, alors sous occupation.

Après la liquidation des leaders de gauche, la Grande Assemblée Nationale, fidèle à ses structures de classe, adopta une attitude visant à défendre les intérêts des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie montante. Mustafa Kemal Pacha, comme Président de la Grande Assemblée Nationale, effectua un compromis entre les différentes ailes des classes dirigeantes.

Malgré le massacre de quinze camarades par les pachas, *le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan de Turquie*, qui avait son siège à Istanbul, continua à soutenir le mouvement nationaliste, même

31) *D'après les chiffres donnés par le général Ali Fuat Cebesoy, Commandant du Front Occidental, l'état soviétique de Russie garantissait 10 millions de Roubles d'or, 30.000 fusils, 30.000 balles, 250-300 mitrailleuses, 20-25 canons de montage, des grenades à main et des radios.*

32) *A la première Assemblée Nationale, il y avait 83 grands propriétaires fonciers et marchands, 61 chefs religieux, 8 sheikhs, 5 aghas et 5 chefs de tribu.*

33) *Yıldız Sertel, Türkiye'de İlerici Akımlar, Ant Yayınları, İstanbul, juin 1969, p.17*

après la victoire contre le gouvernement d'Istanbul et les forces impérialistes. Les dirigeants du Parti, conscients de la faiblesse numérique de la classe ouvrière, acceptèrent dans la lutte pour l'indépendance du pays la direction des Kémalistes représentant la petite bourgeoisie et la bourgeoisie "nationale" grandissante.

Dès que la lutte armée fut terminée, un *Congrès Economique* se réunit à Izmir le 17 février 1923. Conformément aux résolutions de ce congrès, les dirigeants du nouvel état adoptèrent une ligne capitaliste et garantirent aux capitalistes et grands propriétaires fonciers l'hégémonie sur la vie du pays. Par ce congrès, le pays fut par ailleurs largement ouvert au capital étranger, à condition qu'une certaine proportion de Turcs soient acceptés comme actionnaires dans des compagnies nouvellement créées.³⁴

D'autre part, les membres du parlement ainsi que des fonctionnaires civils et militaires devinrent de gros capitalistes en fondant des banques et des compagnies en collaboration avec les capitaux étrangers. En septembre 1923, 54 membres du parlement, 37 hommes d'affaire et quelques hauts fonctionnaires militaires et civils fondèrent *la Compagnie Nationale d'Export-Import de Turquie* (Türkiye Milli İthalat-Ihracat Sirketi). Cette compagnie signa immédiatement une convention avec une compagnie britannique, "*Coopération pour le Développement Economique de la Turquie*". De plus, le gouvernement turc renouvela toutes les concessions données à des capitalistes étrangers sous le gouvernement ottoman. En outre, la Grande Assemblée Nationale accorda une concession de 99 ans à une "*Compagnie de Développement Ottoman-Américain*" dans l'Est de l'Anatolie.³⁵

Après avoir obtenu ces garanties des nouveaux dirigeants du pays, les états impérialistes alliés reconnurent toutes les clau-

34) Gunduz Okçun, *Türkiye İktisat Kongresi, Ankara 1968*

35) Dogan Avcioglu, *Türkiyenin Düzeni, décembre 1968, Bilgi Yayınevi*

ses du *Pacte National* (Misak-i Milli) qui avait été, pour la Turquie, la base des négociations à Lausanne le 24 juillet 1923.

Le 9 septembre 1923, la coalition des classes dirigeantes fit de l'association pour *la Défense des Droits de l'Anatolie et de la Roumélie*, un parti politique, le *Parti du Peuple*, et le 29 octobre 1923, la République fut proclamée. Le nom du *Parti du Peuple* fut transformé en le *Parti Républicain du Peuple* (CHP)

Mustafa Kemal Pacha fut élu chef du CHP et Président de la République. Conformément à la nouvelle constitution, tous les pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire) appartenaient au parlement. Cela signifiait que toute autorité constitutionnelle était entre les mains de Mustafa Kemal et du Parti Républicain du Peuple.

Mustafa Kemal reçut le surnom d'*Atatürk* (Père des Turcs) et le titre de "Chef Eternel" (Ebedi Sef). Jusqu'à sa mort en 1938, il demeura le chef dans la personne duquel tous les pouvoirs étaient concentrés.

Les dirigeants du régime kémaliste ne se soucièrent pas des droits démocratiques fondamentaux des ouvriers et des paysans. Et même, alors que la lutte armée n'était pas encore terminée, la Grande Assemblée Nationale avait déjà voté de nouveaux impôts sur la paysannerie pauvre. Quand les combats furent terminés, non seulement les réformes foncières promises furent reléguées dans l'oubli, mais les officiers eux-mêmes s'approprièrent, avec le soutien de l'Assemblée Nationale, des milliers d'hectares de terres, devenant ainsi, au détriment des paysans pauvres, de grands propriétaires terriens. En 1924, la constitution fut modifiée en faveur de la propriété privée.

Néanmoins, durant la première année de la République, en 1923, 32.000 travailleurs partirent en grève. La grève la plus importante fut celle des mineurs de Zonguldak. Il y avait alors 164.000 travailleurs dans le secteur industriel et 300.000 dans

le secteur agricole (la population de la Turquie était alors d'environ 12 millions). Pendant cette période, *l'Association pour l'Avancement des Travailleurs* (Amele Teali Cemiyeti) fut fondée et les travailleurs des chemins de fer de l'Est et des usines textiles d'Istanbul partirent en grève.

Ayant assuré l'autorité de l'alliance constituée par la bourgeoisie, les propriétaires terriens et les hauts fonctionnaires héritiers des anciens champions de l'occidentalisation, le pouvoir Kémaliste entreprit de réaliser beaucoup de ses anciens rêves, tels que la création d'une "bourgeoisie nationale" et voulut imposer une idéologie nationaliste. En outre, les Kémalistes étaient fortement influencés par le nazisme (allemand) et le fascisme (italien).

Non seulement l'aile gauche des partis et organisations, tels que *le Parti Socialiste des Ouvriers et des Paysans de Turquie* (TICSF), mais même des partis dits d'opposition tel que *le Parti Progressiste* (Terakkiperver Firka) fondé par quelques dirigeants conservateurs du mouvement nationaliste, furent interdits par des cours extraordinaires. En 1925, une loi accordant des pouvoirs exceptionnels (*Takriri Sükûn Kanunu*), promulguée sous prétexte de réprimer la révolte kurde, donna au gouvernement la possibilité d'interdire les partis et de lancer les répressions.

L'oppression de la classe laborieuse et du peuple kurde a été exécutée par tous les gouvernements kémalistes, alors que le mouvement national de libération avait remporté la victoire par les efforts combinés des peuples turc et kurde. Dans la première Grande Assemblée Nationale, on avait même déclaré: "Ici à la tribune de la nation, seuls des Turcs et des Kurdes ont le droit de parler".³⁶ A la conférence de Lausanne, Ismet Pacha (Inönü), le délégué principal de la Turquie avait déclaré: "Depuis des siècles, les Turcs et les Kurdes ont été les parties d'un tout uni. Aussi bien

36) Samet Agaoglu, *Kuvay-i Milliye Ruhu*, p.217

durant la guerre mondiale que durant la guerre de libération, les Kurdes ont combattu de toutes leurs forces.”³⁷

Pendant le régime kémaliste, on appliqua systématiquement une politique chauvine et intégrationniste en niant l’existence même du peuple kurde et de sa langue. La répression qui résulta de cette politique obligea les Kurdes à se révolter plusieurs fois contre le gouvernement d’Ankara: en 1924 à *Nasturi*, en 1925 à *Raman* et *Rackoyan*, en 1925 par *Cheik Sait*, en 1926 à *Koçusagi*, en 1927 à *Bicar*, en 1930 à *Zilan*, en 1927 et en 1930-32 à *Agri* et en 1937-38 à *Dersim*. Toutes ces révoltes furent écrasées brutalement.³⁸ Comme symbole de la rupture avec le passé, le pouvoir kémaliste fit d’Ankara la capitale de la Turquie. Mustafa Kemal entreprit une série de réformes rapides et formelles pour transformer la Turquie en un état moderne de type occidental. Dans les années trente, au sein de cette campagne de réformes, le pouvoir kémaliste, en accord avec son attitude chauvine, adopta la théorie de la “langue-soleil” qui considérait le turc comme racine de toutes les autres langues. Les théoriciens kémalistes proclamaient, en outre, que “toute l’humanité descendait des Turcs d’Asie Centrale.”³⁹

Néanmoins, toutes ces réformes formelles ne trouvèrent aucun appui auprès des masses qui se rendaient compte que le pouvoir politique était contre les masses laborieuses quand il s’agissait de questions économiques ou sociales. Aussi le peuple s’opposa-t-il à ces réformes imposées par le pouvoir politique.

Malgré la répression très dure, les travailleurs continuèrent des grèves qui toutes furent écrasées par la force. C’est ainsi qu’en 1927, quinze dockers furent tués (par balle) à Istanbul.

Comme conséquence de la grande dépression de 1929, la

37) Cemil Birsel, *Lozan, 2. Kitap, Istanbul 1933, p.217-232*

38) İsmail Besikçi, “Dogu Anadolu da Geri Birakilmisligin Olusumu”, *Ant (mensuel)*, février 1971, No. 10

39) Cette théorie est encore la base de l’éducation d’histoire dans les écoles d’Etat.

bourgeoisie ne trouva plus d'étrangers désireux d'investir des capitaux en Turquie et ainsi elle fut obligée, pour assurer sa force, d'adopter une *politique économique d'autarcie* (devletçilik).

Après avoir établi l'autarcie et la dictature à parti unique, interdisant même le *Parti Libéral* (Serbest Firka), les Kémalistes appliquèrent rigoureusement l'idée suivante de Mustafa Kemal: "Notre peuple n'est pas formé de différentes classes sociales dont les intérêts seraient en contradiction les uns avec les autres. Nous formons un tout, sans classes, ni privilèges."⁴⁰ Et comme parti unique, le CHP prétendait représenter les ouvriers et les paysans, aussi bien que les négociants, les industriels et les employés.

Sous l'autorité du CHP, les ouvriers et les paysans furent empêchés de s'organiser en syndicats et les socialistes qui réclamaient la participation des masses laborieuses dans la vie politique furent immédiatement emprisonnés. C'est ainsi que le poète Nazim Hikmet, mondialement connu, dut passer treize années en prison.

Au cours de la période 1923-1938, la bourgeoisie réussit à accumuler le capital, aux dépens des ouvriers et des paysans. Le nombre d'usines s'éleva à 1087; en 1939, la production industrielle s'éleva à 331 millions de liras turques. Le nombre des travailleurs atteignit 646.451 en 1938.⁴¹ Mais *l'Acte d'Association* de 1938 interdisait la création d'organisations de travailleurs. En outre, certains articles du code pénal fasciste de Mussolini furent incorporés dans le code pénal turc et utilisés contre les intellectuels socialistes et les dirigeants des travailleurs. En 1940, un nouveau décret, *l'Acte de Défense Nationale* prolongea la journée de travail à 12 heures et abolit le droit au repos.

Malgré la politique économique d'autarcie établie les

40) Mustafa Kemal Atatürk, "İzmir İktisat Kongresi Açıs Nutku", Atatürk'un Soylev ve Demeçleri, C.II, p.112

41) Lutfi Erişçi, *Türkiye İşçi Sinifinin Tarihi*, İstanbul 1951, p.23

dernières années, le CHP ne renonça jamais à son désir de collaborer avec les puissances impérialistes. En 1936, près de la moitié du commerce extérieur se faisait avec l'Allemagne d'Hitler. En 1938, un accord de crédit de 150 millions de livres turques fut signé entre la Turquie et l'Allemagne d'Hitler.⁴²

Le monument que la politique bourgeoisie érigea fut la *Banque des Affaires de Turquie* (Türkiye Is Bankasi). Cette banque privée qui fut fondée par Mustafa Kemal et d'autres dirigeants du CHP, avait pour but de renforcer la bourgeoisie en lui donnant un appui financier. Cette banque centralisait toutes les ressources financières de l'état de même que les petites épargnes du peuple et elle accordait des crédits importants aux industriels et aux négociants. Les fondateurs de cette banque devinrent le noyau d'un capitalisme collaborateur.

D'autre part, la *Banque de l'Agriculture* (Ziraat Bankasi) accordait des crédits agricoles aux propriétaires terriens. La partie la plus importante de ces prêts allait aux grands propriétaires et cela à des taux d'intérêts très bas. La paysannerie pauvre, par contre, était obligée d'emprunter à des usuriers qui étaient, en majorité, ces mêmes grands propriétaires terriens et cela à des taux très élevés. Finalement, pour rembourser ces emprunts, les paysans pauvres étaient obligés de vendre leurs terres à très bas prix aux grands propriétaires.⁴³

Le CHP, qui avait été sous l'autorité absolue du *Chef Eternel* (Ebedi Sef), tomba après sa mort en 1938, entre les mains du *Chef National* (Milli Sef), Ismet Pacha (Inönü), dont l'autorité était également absolue.

42) Yildiz Sertel, *op.cit.*, p.46-47

43) *Tarih IV (Turkiye Cumhuriyeti)*, p.289



La jeunesse engagée dans la lutte anti-impérialiste et anti-fasciste



“Démocratie” ou hégémonie des Etats-Unis?

Quoique la Turquie n’ait pas été l’un des “acteurs” de la seconde guerre mondiale, la situation créée par la guerre favorisa l’essor de la bourgeoisie.⁴⁴ Tandis que quelques grands capitalistes tels que Vehbi Koç⁴⁵ réalisaient de très gros profits par une collaboration accrue avec le capital étranger, un groupe de spéculateurs du marché noir et de profiteurs de guerre réussit à accumuler du capital. Par ailleurs, les ouvriers, les paysans pauvres et la petite bourgeoisie urbaine s’appauvrissaient et le fossé entre les classes sociales se creusait davantage. Malgré ce fossé, les Kémalistes continuaient à ignorer l’existence de classes différentes en Turquie et utilisaient la terreur pour tenter de réaliser leur conception d’une “société sans classes”.

La guerre créa aussi une contradiction au sein de la coalition des classes dirigeantes. Après 1945, la bourgeoisie qui collaborait étroitement avec le capital étranger commença à

44) *Durant toute la seconde guerre mondiale, bien que le gouvernement de Turquie se prétendit "neutre" et qu'il réussit à rester en dehors du conflit, en fait, il fournit différentes sortes de soutien aux puissances de Mussolini et d'Hitler. Malgré la Convention de Montreux, les autorités turques permirent à des nombreux navires de guerre allemands et italiens de passer par les détroits vers la Mer Noire. En outre, le besoin de chrome des Allemands fut satisfait par la Turquie.*

45) *Vehbi Koc était un fonctionnaire de la Première Assemblée Nationale durant la guerre de libération nationale. Plus tard, comme beaucoup d'autres fonctionnaires, il devint homme d'affaires et acquit une renommée en assurant la représentation de Ford en 1930.*

comprendre que les limites imposées à ses activités par la politique nationaliste et autarcique étaient contraires à ses intérêts. Au sein du *Parti Républicain du Peuple* (CHP), au pouvoir depuis vingt-cinq ans comme parti unique, des frictions apparurent entre la bureaucratie d'une part, et, de l'autre, la grande bourgeoisie et les propriétaires fonciers qui s'orientaient vers le capitalisme, soucieux d'arriver le plus vite possible à une période de partis multiples, ce qui leur permettrait de conquérir le pouvoir pour eux seuls. A la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis qui avaient l'intention d'inclure la Grèce et la Turquie dans leur camp agirent en apôtres de "la démocratisation et de la liberté". Ils imposèrent à la Turquie un régime démocratique du même type que celui des Philippines.

Le premier pas concret de l'infiltration des Etats-Unis en Turquie fut, sous le masque de "l'amitié", la visite du navire de guerre Missouri au port d'Istanbul.

A cette occasion, la bourgeoisie locale, pour gagner la "confiance" des Etats-Unis, fit vraiment toute son possible pour plaire aux marins, allant même jusqu'à peindre et décorer tous les bordels d'Istanbul. Durant cette visite, le Président Truman souligna aussi un rapprochement avec le Moyen-Orient: "Cette région a une grande importance économique et stratégique. Il est facile de prévoir, qu'en conséquence, elle pourrait devenir un champ de rivalités et pourrait provoquer une lutte importante entre de grandes puissances éloignées de la région."⁴⁶

Sous ces pressions externes et internes, la décision de passer à un régime "multi-partis" fut prise à la convention du CHP de 1945. Etabli par quatre membres dirigeants du CHP représentant la bourgeoisie montante, le *Parti Démocrate* (DP) agit en défenseur de la "démocratie et de la liberté". En fait, un des quatre fondateurs du nouveau parti était Celal Bayar, ancien Premier Minis-

46) *Avcioglu, op.cit.*

tre et également fondateur de *la Banque des Affaires Turques* (Türkiye Is Bankasi). Un deuxième fondateur, Adnan Menderes, était un des plus grands propriétaires fonciers de Turquie.

Ce fut dans ce cadre “démocratique” que les masses appauvries, luttant depuis des années contre la misère et les pressions policières, commencèrent en 1946 à exprimer pour la première fois leur opposition à la dictature exercée par le CHP. Des organisations syndicales furent créées dans les centres industriels et les socialistes, forcés auparavant au silence sous les menaces et l’emprisonnement, purent créer le *Parti Socialiste des Ouvriers et des Paysans de Turquie* (TSEKP) et le *Parti Socialiste de Turquie* (TSP). Mais bientôt le DP et le CHP se mirent d’accord pour écraser ces premières tentatives d’ouverture vers la gauche. Les deux partis socialistes et les syndicats furent dissous et l’intelligentsia socialiste emprisonnée une fois de plus.⁴⁷

Un système parlementaire multi-partis, oui mais uniquement pour les représentants des classes dirigeantes. Une “démocratie”, oui mais sans la gauche.

Ayant dissous les partis socialistes, le DP commença à exploiter l’opposition potentielle des masses laborieuses au CHP et à la canaliser en faveur des classes dirigeantes. D’autre part, la classe ouvrière qui augmentait en nombre de pair avec la croissance du capitalisme allait être contrôlée au moyen de nouveaux syndicats créés spécialement par des gens attachés à la police.⁴⁸

Dans la période s’étendant de 1946 à 1950, l’influence des Etats-Unis sur la Turquie s’accrut de façon décisive. Vehbi Koç, le capitaliste le plus riche de Turquie, qui fut imposé comme représentant de la bourgeoisie “nationaliste”, fit un voyage aux Etats-Unis pour engager des capitalistes américains

47) Sabiha Sertel, *Roman Gibi, Ant Yayinlari, Istanbul, février 1969*

48) Yildiz Sertel, *op.cit.*

à investir en Turquie. Oubliant toute l'aide que l'Union Soviétique leur avait apportée pendant la guerre de libération, les dirigeants de la Turquie adoptèrent, dès la fin de la seconde guerre mondiale, une politique anti-soviétique.⁴⁹

Le 22 mai 1947, *la Loi d'Aide à la Turquie et à la Grèce* entra en vigueur et, le 12 juillet 1947, les Etats-Unis et la Turquie signèrent la *Convention d'Aide à la Turquie*. Conformément à l'article 4 de cette convention toujours en vigueur, "sans l'approbation du gouvernement des Etats-Unis, le gouvernement turc ne peut utiliser le matériel ou les informations fournis par les Etats-Unis à d'autres fins que celles que le gouvernement des Etats-Unis a acceptées."⁵⁰

C'est principalement par cette convention bilatérale que les Etats-Unis ont établi officiellement leur domination sur la Turquie. Jusqu'à leur affiliation à l'OTAN, une aide militaire était accordée à la Turquie et à la Grèce dans le cadre de *la Loi d'Aide Etrangère* de 1948 et de *la Loi d'Aide Mutuelle pour la Défense* de 1949. A la suite de ces conventions, l'armée turque devint une armée de mercenaires de 500.000 hommes, chargés de défendre les intérêts de l'impérialisme des Etats-Unis au Moyen-Orient.

En outre, le budget de la Turquie s'alourdit d'une charge annuelle de 400 millions de liras turques destinée à entretenir et réparer ces armes qui étaient des restes de la seconde guerre mondiale et dont les pièces de rechange ne pouvaient être achetées qu'aux Etats-Unis et devaient être payées comptant.⁵¹

49) *A la fin de la seconde guerre mondiale, en considération de la tolérance du gouvernement turc à l'égard de l'Allemagne, l'Union soviétique demanda de nouvelles garanties pour maintenir la neutralité des détroits. Mais les classes dirigeantes turques, désirants collaborer avec le capital international, exploitèrent immédiatement ces demandes et se jetèrent, eux et leur pays, dans les bras de l'impérialisme américain, sous prétexte de défendre le pays contre la "menace du communisme".*

50) Avcioglu, *op.cit.*

51) *Ibid.*

Par ailleurs, la Turquie était incluse dans le *Plan Marshall* et, le 4 juillet 1948, la *Convention d'Aide Economique* fut signée. Le motif de cette aide économique était très clair: la Turquie devrait fournir des matières premières et des aliments à l'Europe et devenir un marché pour l'industrie européenne relevée par l'aide financière des Etats-Unis. C'est pourquoi l'aide américaine visait à développer seulement le secteur agricole et non industriel en Turquie.⁵² Donc, par ces programmes, la Turquie tomba sous l'hégémonie économique, idéologique, politique et militaire de l'impérialisme des Etats-Unis.

C'est en exploitant le mécontentement des masses, inconscientes de leurs intérêts de classe, que le *Parti Démocrate (DP)* obtint une majorité écrasante aux élections et qu'il prit le pouvoir en 1950. Pendant les dix ans de son pouvoir, la domination des Etats-Unis sur la Turquie se renforça. Immédiatement après son accession au pouvoir, le DP envoya une brigade turque en Corée, sous les ordres de généraux américains. Sur un total de 29.882 hommes qui, par rotation, prirent part à la guerre, la brigade en perdit 717 et eut 2.246 blessés. En 1952, la Turquie fut acceptée à l'OTAN et toutes les forces armées turques furent placées sous le contrôle du Pentagone. Plus de cent bases militaires et autres installations des Etats-Unis furent établies à travers toute la Turquie.⁵³

Toutes les missions des Etats-Unis en Turquie jouissaient de l'immunité: elles étaient notamment exemptées de

52) *Ibid.*

53) *Voyant la montée des mouvements de libération nationale dans le Moyen-Orient, le Ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne demanda (le 8 juillet 1951) à l'OTAN d'accepter la Turquie et la Grèce comme membres en disant: "Le gouvernement britannique insiste sur la nécessité que la Turquie joue son rôle dans la défense du Moyen-Orient". Les chefs de l'Etat-Major Général des Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne révélèrent, le 12 octobre 1951, la nécessité d'établir un Quartier Général du Moyen-Orient auprès de l'OTAN. Et le 18 février 1952, la Turquie et la Grèce furent admises à l'OTAN. Le quartier général des forces terrestres et aériennes pour l'Europe du sud-est fut établi à Izmir.*

toutes taxes et les cours de justice turques n'avaient pas le droit de juger les citoyens américains qui auraient commis un crime en Turquie. Les conseillers militaires des Etats-Unis changèrent entièrement la structure de l'armée turque et les officiers turcs durent subir un "lavage de cerveau" aux Etats-Unis ou dans des écoles militaires conformes aux modèles américains.

Dans le domaine diplomatique, la Turquie dépendait de la politique étrangère des Etats-Unis. Elle devint membre du *Pacte de Bagdad* dont le but était l'écrasement du mouvement de libération au Moyen-Orient. La Turquie et l'Irak signèrent le *Pacte de Bagdad* le 24 février 1955. Plus tard, le Pakistan, la Grande-Bretagne et l'Iran y adhèrent aussi. Le conseil militaire du pacte fut placé sous le contrôle de généraux américains. Ce pacte, fruit de la politique d'Eisenhower au Moyen Orient, visait à créer une ceinture septentrionale pro-américaine de la Grèce au Pakistan. De plus, même si l'Irak, en tant qu'état arabe, ne pouvait pas entrer dans une alliance avec Israël, cette alliance anti-arabe dans l'intérêt de l'impérialisme aurait pu être réalisée par l'entremise de la Turquie, grâce au *Pacte de Bagdad*. Mais l'effondrement du régime monarchique pro-américain de l'Irak fit échouer ce projet.

A la suite du désastre de la Grande-Bretagne sur le canal de *Suez* en 1956, les Etats-Unis restèrent la principale puissance impérialiste au Moyen-Orient et la Turquie adopta immédiatement une politique soi-disant pro-arabe, dans le but de convertir la réaction anti-britannique des peuples arabes en un rapprochement pro-américain.

En outre, les Etats-Unis lancèrent, en 1957, un nouveau plan impérialiste connu comme "*Doctrine Eisenhower*". Ce projet visait à fournir une aide militaire et économique aux pays du Moyen-Orient qui accepteraient de collaborer avec les Etats-Unis et aussi d'utiliser les forces armées dans la région si le gouvernement d'un des pays du Moyen-Orient affirmait être menacé direc-

tement ou “indirectement” par le “communisme” international.⁵⁴ Cette clause de la “doctrine” fut appliquée lors de l’appel fait par les dirigeants pro-américains de la Jordanie et du Liban, sous prétexte “d’agression indirecte”. Les Etats-Unis, utilisant la base aérienne d’Incirlik, dans le sud de la Turquie, firent atterrir leurs troupes au Liban le 12 juillet 1958. Mais cette intervention des Etats-Unis n’eut pas lieu en Irak, lors du coup d’Etat anti-royaliste, à cause du soutien du peuple irakien à l’armée nationaliste.

Les 28-29 juillet 1958, le *Pacte de Bagdad* sans l’Irak fut changé en CENTO et les parties contractantes décidèrent de renforcer la coopération pour éviter des complots intérieurs ainsi que la menace de conspirations internationales.⁵⁵ Dans le cadre de cette nouvelle entente, les Etats-Unis et la Turquie signèrent, le 15 mars 1959, une nouvelle convention bilatérale autorisant le Pentagone à intervenir militairement quand le gouvernement turc le demanderait. Les Etats-Unis utilisèrent également les bases aériennes de Turquie pour leurs avions-espions U-2, dans des vols de reconnaissance au-dessus de l’URSS.

Aux Nations Unies, les missions turques devinrent de très obéissants serviteurs de la politique américaine et prirent toujours position contre les mouvements de libération nationale. Même dans la question de Chypre, l’attitude des gouvernements DP fut en faveur de l’impérialisme. Après la seconde guerre mondiale, à Chypre, tout comme dans d’autres colonies, le peuple grec avait commencé à lutter contre la domination britannique, mais les chefs de la communauté turque, au service de la Grande-Bretagne, s’opposèrent à la guerre d’indépendance et créèrent une hostilité artificielle entre les deux communautés de l’île. Ils furent chaudement soutenus par le DP au pouvoir. En exploitant les sen-

54) Michael T. Klare, *War Without End - American Planning for the Next Vietnams*, Vintage Books, septembre 1972

55) *Olaylarla Türk Dis Politikasi, 1919-1965*, Ankara Universitesi SBF Yayinlari, No° 279, Ankara 1969

timents nationalistes et “l’hostilité” artificielle entre les deux communautés, le gouvernement britannique dressa deux peuples l’un contre l’autre et réussit à créer des troubles et à conserver ses propres intérêts dans l’île. Ces conflits incessants entre les deux communautés furent exploités aussi, à la fois par le gouvernement grec et le gouvernement turc, pour gagner l’appui électoral de masses inconscientes qu’ils détournaient des problèmes intérieurs en attirant leur attention sur cette question extérieure.⁵⁶

Au point de vue idéologique, l’anti-communisme devint politique d’état. La presse turque et la radio sous le contrôle de l’état fournissaient les exemples les plus exaltants de maccarthysme. Non seulement les socialistes mais encore les gens d’opinions libérales qui osaient critiquer l’hégémonie des Etats-Unis s’exposaient au terrorisme policier.

Pendant ce temps, le *Parti Démocrate* exploitait la foi religieuse traditionnelle. Durant les dix années de gouvernement du DP, beaucoup de réformes kémalistes, notamment celles qui concernaient la religion, furent abolies. Cette restauration du passé prouva aussi que les réformes kémalistes étaient restées superficielles et n’avaient pas été adoptées par les masses.

En 1954, le DP, en votant des lois *pour l’Encouragement des Investissements Etrangers* et *pour l’Exploitation et la Production du Pétrole*, assura une protection légale aux capitalistes étrangers investissant en Turquie.⁵⁷

56) Le 6-7 septembre 1955, le Gouvernement de Turquie provoqua les Turcs à Istanbul et Izmir contre la minorité grecque, disant que la maison natale d’Ataturk à Selanik avait été détruite par les Grecs. Là-dessus, les habitations et les magasins de la minorité grecque furent détruits et pillés. Mais après le coup d’état du 27 mai, durant les procès des chefs du Parti Démocrate, il fut clair que, en fait, la maison natale d’Ataturk avait été détruite par les agents des services secrets de Turquie.

57) Conformément à la loi pour l’Encouragement du capital étranger, on accepta même les redevances et les droits de patentes et de licences comme investissement de capital. Pendant la période 1954-60, la valeur du capital étranger déclaré introduit en Turquie était de 86 millions LT, alors que 13 millions de LT seulement de ce montant furent apportés en espèces.

Par ailleurs, pour les capitalistes étrangers, la proportion de profits rapatriés monta à 337% en dix ans.⁵⁸

Pour réaliser la devise “créer un millionnaire dans chaque quartier”, le DP décida de vendre au secteur privé toutes les installations appartenant au secteur public et de libéraliser le commerce extérieur. Cet encouragement au secteur privé provoqua un brusque essor de l’industrialisation: pendant la période 1950-60, la part de l’industrie dans le produit national brut (PNB) monta de 10,3% à 17,2%.⁵⁹

La superficie des terres exploitées mécaniquement monta de 1.250 à 3.160.000 hectares et le nombre de tracteurs de 16.585 à 42.136.⁶⁰ Le nombre d’exploitations couvertes par la sécurité sociale atteignit 17.302 en 1960, alors qu’il n’était que de 9.086 en 1950.⁶¹

D’autre part, comme conséquence de la capitalisation, des bidonvilles se développèrent tout autour des grandes villes, telles qu’Istanbul, Izmir, Ankara et Adana.

Ayant à faire face à une classe ouvrière en croissance, la bourgeoisie collaboratrice sentit la nécessité de soumettre entièrement cette classe à son contrôle. C’est alors qu’avec l’aide des syndicats patronaux, elle soutint la création de la *Confédération des Syndicats des Ouvriers de Turquie (Türk-Is)*. La Türk-Is, subsidiée par des sommes importantes de dollars américains, sous le couvert d’une politique “au-dessus et au-delà des partis”, promit de maintenir l’action de la classe laborieuse dans le cadre fixé par les partis bourgeois.

Mais la politique inflationniste du DP, avec un index

58) Pendant la période 1952-63, les compagnies étrangères ont investi 39,7 millions LT en espèces et en ont rapatrié 124,1 comme profit. (Source: Dogan Avcioglu, "Yabancı Sermaye ile kalkınma efsanesi", Yon, N° 80, 9 octobre 1964, p.8-9)59) Le Bureau Central de Statistique, Aylık İstatistik Bulteni, N°55

60) Muzaffer Sencer, *Türkiyede Köylülüğün Maddi Temelleri*, Ant Yayinlari, Istanbul 1971, p.71

61) L'Institut de Statistique d'Etat, *Pocket Data Book of Turkey*, 1969

montant à 264 en 1960 (100 en 1950),⁶² un déficit du commerce extérieur atteignant 147,4 millions de dollars (alors qu'il s'élevait à 48 millions de dollars dix ans auparavant)⁶³ et une dette étrangère montant à 2.200 millions de dollars,⁶⁴ intensifia le mécontentement au sein de la classe ouvrière et parmi les paysans et différentes couches de la petite bourgeoisie.

Comme l'agitation populaire s'étendait, le DP fut forcé de recourir à des mesures policières, emprisonnant les intellectuels, les étudiants, les ouvriers, les paysans et même les officiers de l'armée. La Grande Assemblée Nationale, sous le contrôle absolu du *Parti Démocrate*, assumait aussi l'autorité judiciaire et établit un régime dictatorial en avril 1960.

62) T.C. Basbakanlik D.P.T., *Kalkinma Planı, Birinci Bes Yil*, Ankara 1963, p.21

63) *International Monetary Fund, International Financial Statistics, June 1968 and 1967/68 Supplement.*

64) *Yildiz Sertel, op. cit., p. 102*



Le coup d'état de 1960 et la Constitution de 1961

La période de répression du *Parti Démocrate* (DP) se termina le 27 mai 1960 par un coup d'état militaire.

A la base de ce coup d'état, il y avait le désir intense de la bureaucratie militaire et civile de reprendre à la bourgeoisie le pouvoir qui avait été créé et qui s'était développé sous le couvert de cette même bureaucratie. En fait, pendant les dix ans de son pouvoir et grâce à l'aide étrangère, le DP avait écrasé toutes les barrières bureaucratiques. La bureaucratie militaire et civile avait perdu son importance dans la vie politique du pays. De plus, ses conditions de vie s'étaient détériorées et les officiers de l'armée partageaient le mécontentement grandissant des masses.

Mais comme ils avaient subi un lavage de cerveau de l'OTAN et qu'ils dépendaient du *Pentagone*, ils ne pouvaient voir le rôle important joué par l'impérialisme américain. Ils se contentèrent donc d'accuser et de juger les dirigeants du DP.⁶⁵

Le jour même de leur prise du pouvoir, les officiers qui avaient machiné le coup d'état réaffirmèrent l'intérêt de la Turquie dans le maintien de pactes tels que l'OTAN et le

65) *Les chefs et les députés du Parti Démocrate ont été traduits devant une cour extraordinaire pour avoir violé la constitution et pour corruption. Finalement, le Premier Ministre Adnan Menderes, le Ministre des Finances Hasan Polatkan et le Ministre des Affaires Etrangères Fatih Rustu Zorlu furent exécutés. Les autres furent condamnés à des peines de prison, mais après les élections de 1965, tous les condamnés furent graciés.*

CENTO. Ils signèrent même avec les Etats-Unis toute une série de traités bilatéraux destinés à renforcer leurs liens économiques et militaires. Trois mois exactement après le coup d'état, en juillet 1960, le *Comité d'Unité Nationale (MBK)*⁶⁶ reconnu à nouveau aux capitalistes étrangers le droit de rapatrier leurs profits et signa avec les Etats-Unis une convention de "donation" d'environ un milliard de liras turques.⁶⁷ En mars 1961, le MBK et l'AID signèrent une autre convention visant à établir de nouvelles compagnies privées et à les financer au moyen de la *Banque de Développement Industriel (Sanayi Kalkinma Bankasi)*.⁶⁸

Il est clair que les Etats-Unis étaient très bien informés du projet de l'armée de renverser le gouvernement DP, mais, comme ils savaient que la majorité des officiers n'étaient pas opposés à l'OTAN ni à l'hégémonie américaine, les Etats-Unis ne tentèrent pas d'empêcher le coup d'état, malgré une "convention bilatérale" autorisant le Pentagone à intervenir dans le pays au cas d'urgence.⁶⁹

L'intervention militaire était pour l'impérialisme une nouvelle occasion de renforcer ses liens avec la Turquie. Il est vrai que le pouvoir du DP menait la Turquie à une catastrophe économique à cause de sa politique inflationniste. La *Banque Centrale* de Turquie était incapable de payer les dettes étrangères s'élevant à 2.200 millions de dollars. L'impérialisme était très conscient du fait que, si aucune intervention n'était faite, ce

66) *Après le coup d'état du 27 mai, le Comité d'Unité Nationale fut formé par les 38 officiers et ils prirent possession des pouvoirs législatif et exécutif jusqu'aux élections de 1961.*

67) *Turkiye İktisat Gazetesi, le 11 juillet 1960 et T.C. Resmi Gazete, le 11 juillet 1961.*

68) *Turkiye İktisat Gazetesi, le 2 mars 1961*

69) *Ce "traité" bilatéral venait d'être signé par le parlement turc, 18 jours auparavant, le 9 mai 1960. Par la suite il fut clair que le CIA avait connaissance du coup d'état prochain, mais malgré la "Convention bilatérale", les Etats-Unis n'ont pas essayé d'y mettre obstacle. Source: "27 Mayıs İhtilalinde CIA Parmagi Var mı?", Yon, N°55)*

malaise mènerait le pays à une explosion sociale.

Voyant cette impasse du DP, les états créanciers avaient tenu une conférence à Paris en 1958 et décidé de forcer le gouvernement turc,

à dévaluer la lire turque,

à suspendre les crédits bancaires,

à créer un ministère pour réaliser une coordination obligatoire des investissements dans le cadre d'un plan de développement.⁷⁰

D'autre part, les créanciers établirent le "*Consortium pour l'Aide de l'OCDE à la Turquie*". Cet organisme était constitué par les pays membres de l'OCDE, de la *Banque Mondiale*, du *Fonds Monétaire International* et de l'*Autorité Monétaire Européenne*.

A condition que le gouvernement turc mette à exécution les mesures mentionnées ci-dessus, le Consortium était d'accord de fournir annuellement une certaine aide et un certain crédit.

Quoique le gouvernement Menderes ait dévalué la lire turque, suspendu certains crédits et créé un ministère de la Coordination, tous ces efforts furent loin de satisfaire les créanciers, surtout au point de vue de la planification. C'est pourquoi les puissances occidentales eurent besoin d'un régime fort qui pourrait réaliser un plan dans le cadre de leurs calculs à l'échelle mondiale.

En outre, voyant que les pays occidentaux perdaient confiance dans le pouvoir du DP, le gouvernement Menderes avait déjà révélé son intention d'accroître ses liens commerciaux et économiques avec l'URSS et avec d'autres pays socialistes et il projetait une visite à Moscou.

Le coup d'état du 27 mai empêcha cette visite et mit à

70) Attila Sonmez, *The Reemergence of the Idea of Planning and the Scope and Targets of the 1963-67 Plan*, METU, *Idari Ilimler Fakultesi Yayini*, N°9

exécution une coordination obligatoire des investissements en formant, le 30 septembre 1960, quatre mois seulement après le coup d'état, une *Organisation de Planification d'Etat* (DPT). Bien que le Professeur Jan Tinbergen, conseiller à la planification, ait déjà été chargé en avril 1959 de la préparation du plan auprès des créanciers, son rôle ne fut dévoilé qu'après le coup d'état militaire.

Néanmoins, on ne peut mettre en doute le caractère progressiste de certaines réformes du MBK, soutenues par les masses populaires. La Constitution de 1961 en est la preuve.

Cette constitution élaborée par une Assemblée Constituante, s'inspira de la constitution italienne de 1947 et de la constitution allemande de 1949. Elle garantissait aux citoyens turcs les droits fondamentaux. La nouvelle constitution fut acceptée par référendum le 9 juillet 1961 malgré une contre-propagande du *Parti de la Justice* (AP).

L'AP était l'un des deux partis nouvellement créés et se déclarait l'héritier des votes du *Parti Démocrate* interdit. Pour obtenir ces votes, l'AP déclara publiquement son opposition à la Constitution de 1961: "N'est-ce pas le *Comité d'Unité Nationale* qui renversa le DP? Dans ce cas, les sympathisants du DP devraient mettre leur veto à la Constitution préparée par ce Comité. Ce serait une manière de revanche." En fait l'AP était né comme représentant des grands propriétaires terriens et de la haute bourgeoisie et, fidèle à son caractère de classe, il était obligé de s'opposer aux droits démocratiques et sociaux stipulés par la nouvelle Constitution.

Le premier pas vers un retour à l'administration civile fut l'élection parlementaire du 15 octobre 1961. Quatorze partis étaient en lice, mais il n'y en avait pas un seul de gauche. Les résultats du scrutin ne furent pas décisifs. Aucun parti ne remporta la majorité. La conséquence immédiate fut la création

d'un gouvernement de coalition sous la direction de Ismet İnönü, l'ancien "Chef National".

Au cours des quatre années de coalition, les gouvernements İnönü furent incapables d'accomplir quoi que ce soit en faveur des masses populaires. Au contraire, les conditions de vie empirèrent.

Au début de 1962 et vers le milieu de 1963, de jeunes officiers, s'impatientant face à la lenteur des progrès économiques et sociaux, essayèrent de régénérer la vie politique. Mais les deux principales tentatives de coup d'état échouèrent et leurs chefs, le Colonel Talat Aydemir et le Major Fethi Gürcan, furent exécutés en 1964.

Malgré l'agitation sociale, les membres du Consortium étaient très satisfaits de la planification de l'économie turque. En 1961, par exemple, l'ambassadeur américain M. Hare, définit l'attitude de son gouvernement à l'égard de la Turquie comme suit: "L'importance donnée par le nouveau gouvernement à la planification a produit un effet très positif sur mon gouvernement. Les Etats-Unis sont prêts à envisager la possibilité de soutenir le premier plan quinquennal."⁷¹

Certains administrateurs et spécialistes radicaux *de l'Organisation de Planification d'Etat* (DPT) visaient à élever le niveau économique de la nation dans un système capitaliste et tentaient de réaliser la justice sociale, de diminuer la dette étrangère en percevant des impôts sur les revenus élevés et spécialement sur les revenus agricoles. Mais ils se heurtèrent immédiatement aux intérêts des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie commerçante qui étaient majoritaires au parlement et au gouvernement; et, sous la pression du gouvernement İnönü, ils furent obligés d'abandonner leurs postes.

71) *Amerikan Buyukelçisi'nin Turkiyeye Yardim Konusunda Raporunun Tam Metni*,"

Même le Professeur Tinbergen, qualifié de “communiste” par le Ministre des Finances Ferit Melen, quitta son poste en 1964.

Le premier plan quinquennal pour la période 1963-67 proposait un taux de développement de 7%.⁷² Si on considère le taux de développement de 11,9% atteint en 1957-58 grâce à une bonne récolte, un taux de 7%, en fait, ne signifiait rien. Pour la Turquie, le problème était d'établir une industrie lourde. Mais les formes de crédits fournis par le Consortium étaient loin de pouvoir mener l'économie turque vers l'industrie lourde.

Les différences entre les diverses formes sous lesquelles l'aide économique étrangère put être accordée furent importantes. “L'Aide au Projet” dans ce fonds ne fut accordée que pour des projets précis et d'habitude seulement après que le Consortium ait approuvé tous les aspects du projet. C'était la forme la plus contraignante d'aide économique. L'approbation exigeait habituellement la spécification de l'origine de toutes les importations industrielles destinées à soutenir le projet. “L'Aide au programme” moins contraignante que “l'Aide au Projet”, ne demandait habituellement que de spécifier l'utilisation générale des fonds accordés, sans devoir indiquer l'origine exacte des importations nécessaires.

Tandis qu'en 1963 les membres du Consortium accordaient 151.600.000 de dollars à “l'Aide au Projet” et 26.400.000 de dollars à l'“allègement de la dette”, en 1966, ils élevèrent “l'Aide au Projet” à 204 millions de dollars et abaissèrent au contraire “l'Aide au Programme” à 101 millions de dollars et l'“allègement de la dette” à 21.100.000 dollars.⁷³

La somme totale due au Consortium entre 1963 et 1966 atteignait 1.117 millions de dollars. Les parts des créanciers montraient clairement quels pays avaient établi leur domina-

72) T.C. Basbakanlık D.P.T., *Kalkınma Planı, Birinci Bes Yıl, Ankara 1963.*

73) OECD, *op.cit.*, P.50-51

tion financière sur la Turquie: Etats-Unis 452.000.000, République Fédérale d'Allemagne 212.100.000, Grande-Bretagne 81.600.000 de dollars.⁷⁴

Tandis que la dépendance de la Turquie à l'égard du capital financier international était devenue très grande, le dernier et le plus important pas vers une soi-disant "occidentalisation" fut franchi par l'affiliation à la *Communauté Economique Européenne* (CEE).

Les premiers contacts avec la CEE furent pris en 1960 par des fonctionnaires de haut rang du *Comité d'Unité Nationale*. Une Convention d'Association fut signée en 1963 par le gouvernement de coalition d'Inönü. Cette Convention, qui devint effective en 1964, prévoyait une période transitoire bilatérale conduisant au troisième et dernier stade: "l'adhésion totale à l'union douanière avec la CEE." Le premier stade, ou stade préparatoire, s'étendait jusqu'en 1969.

La Convention citait une liste limitée d'exportations turques autorisées à entrer dans la CEE, soit sous les tarifs intérieurs communs, soit sous les quotas extérieurs accrus. Les exportations couvertes pour ce stade étaient surtout des produits agricoles turcs, tabac, fruits, noix et coton. De plus, *la Banque d'Investissements Européenne* de la CEE garantissait à la Turquie un prêt au développement de 175 millions de dollars payable en cinq versements égaux au cours du stade préparatoire.

En outre, le *Comité d'Unité Nationale* et les gouvernements de coalition firent leur possible pour satisfaire les capitalistes internationaux et leurs locaux. Par exemple: l'investissement de capitaux étrangers atteignit 348.822.438 livres turques en 1965, tandis qu'il n'avait été que de 86.000.000 LT en 1960.⁷⁵ Le

74) Source: *Maliye Balkanligi Konsorsiyum Subesi*

75) *Milliyet*, le 4 juillet 1969

total des dépôts bancaires atteignit 18.989 millions LT en 1966, tandis qu'ils étaient de 7.864 millions LT en 1960.⁷⁶

Le nombre des tracteurs s'éleva à 53.984 alors qu'il était de 42.136 en 1960.⁷⁷

Mais la politique pro-capitaliste du gouvernement ne suffisait pas à elle seule à satisfaire les besoins croissants de capital. Toutes les institutions démocratiques mises sur pied par la Constitution de 1961 durent être dissoutes et la résistance des masses laborieuses dut être brisée.

Après le coup d'état, sous la pression de ses affiliés, la Convention de novembre 1960 de la confédération Türk-Is adopta de nombreuses revendications démocratiques. La première grande manifestation de travailleurs eut lieu à Istanbul en décembre 1961 et attira cent-mille travailleurs.

Qui plus est, dans le climat de liberté relative, les intellectuels socialistes eurent beaucoup de possibilités de publier des livres de gauche et des périodiques. Les ouvriers et paysans purent formuler leurs revendications.

A la suite de ces progrès, douze dirigeants de syndicats opposés au syndicalisme de type américain qui prévalait alors, fondèrent, le 13 février 1961, le *Parti des Ouvriers de Turquie (TIP)*. Surtout après que les intellectuels socialistes s'y soient joints, le TIP commença à revendiquer l'application des droits démocratiques et politiques du peuple de Turquie, stipulés dans la Constitution de 1961. De cette manière, les mouvements anti-impérialistes et démocratiques des masses laborieuses acquièrent plus de force.

Conformément à la Constitution de 1961, la classe ouvrière utilisa, sans aucune restriction jusqu'en 1963, son droit de grève.

76) Ulvi Yenal, "Bankaciligimiz", Tercuman, le 23 juin 1971

77) 1969 Tarım İstatistik Özeti

Les ouvriers de la construction de la compagnie américaine Morrison à Karadeniz Ereğlisi, dont le représentant Süleyman Demirel fut le chef du AP et Premier Ministre de Turquie après 1965, les ouvriers métallurgistes des usines du moteur Rami et du câble Kavel, les ouvriers de l'usine du verre Pasabahçe à Istanbul et les ouvriers de l'usine du pneu Good Year à Kocaeli partirent en grève. Ces grèves prirent un caractère anti-impérialiste et des travailleurs se heurtèrent aux soldats américains dans les quartiers de l'OTAN et dans les bases et installations américaines à Istanbul, Izmir, Trabzon, Ordu, Samsun et Sinop.

En 1963, cependant, la loi sur les grèves et lock-out, inspirée directement de la loi Taft-Hartley, apporta de nombreuses restrictions au droit de grève. La Türk-İs approuva cette loi en adoptant comme date de la Fête du Travail, le 24 juillet, jour où elle entra en vigueur. A cause de ce nouveau complot, la lutte de la classe ouvrière devint plus consciente. En 1964 quatre syndicats importants, en réaction contre la direction de la Türk-İs, formèrent un *Front de Solidarité* (SADA), pour pouvoir suivre une politique indépendante.⁷⁸

Ces faits nouveaux suffirent au capitalisme financier pour mobiliser ses forces politiques en vue de changer la Constitution et de supprimer la gauche.

Par ailleurs, à cause du problème du Chypre, le Premier Ministre İnönü adopta subitement une attitude anti-américaine. Depuis l'indépendance de Chypre, reconnue en 1960 par la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie, les conflits entre les deux communautés, turque et grecque, de l'île ont été attisés par les Etats-Unis dans le but de maintenir l'agitation, de forcer les

78) *Bulent Ecevit, le président du Parti Républicain de Peuple (CHP) était Ministre de Travail à cette époque et mena une politique contraire aux intérêts de la classe ouvrière. Même pendant la grève contre la compagnie américaine Morrison, à Karadeniz Ereğlisi, il défendit avec insistance les intérêts de cette compagnie étrangère et accusa les syndicats. (Source: Cumhuriyet, Milliyet et Oncu, les 12-13-14 août 1962)*

chypriotes à accepter une intervention de l'OTAN et de faire de Chypre une base de l'OTAN en Méditerranée. Ces incitations ont entraîné, en 1964, plusieurs échauffourées sanglantes à Chypre. Le gouvernement turc menaça d'intervenir militairement mais le débarquement de troupes turques sur l'île fut empêché par la 6^e flotte américaine. Le commandant de l'OTAN conseilla au Premier Ministre İnönü de s'abstenir de toute intervention et le Président Johnson menaça aussi la Turquie par une lettre insolente envoyée à İnönü, lui rappelant l'Article 4 de la Convention bilatérale de 1947.

A la suite de cela, des protestations contre les Etats-Unis furent tolérées par le gouvernement İnönü.

Bien plus, une délégation de parlementaires turcs fut envoyée en URSS et, l'année suivante, un groupe de parlementaires soviétiques rendit une visite en Turquie. Toujours en 1964, une *Convention Commerciale Turco-Soviétique* fut également conclue.

Inquiets de cette atmosphère anti-américaine, les Etats-Unis projetèrent de renverser le gouvernement İnönü et de le remplacer par un gouvernement pro-américain.

Juste avant la Convention du *Parti de la Justice (AP)* en 1964, l'ingénieur Suleyman Demirel, représentant de la compagnie Américaine Morrison, fut imposé comme candidat principal à la présidence du parti. Les journaux pro-américains firent une vaste publicité pour Demirel en publiant une photo de lui avec le Président Johnson.⁷⁹

Après son élection comme président de l'AP, Demirel

79) *Suleyman Demirel était diplômé de l'Université Technique d'Istanbul et fut le premier turc à obtenir une bourse d'études pour les Etats-Unis. Il fut désigné comme le directeur général des barrages par le gouvernement du Parti Démocrate. Mais après le coup d'état du 27 mai, il fut délogé de son poste et se fit le représentant de la compagnie américaine Morrison. Pendant sa visite officielle en Turquie, le Vice-Président Lyndon Johnson des Etats-Unis accueillit Demirel à bras ouverts. Leur photographie prise à cette occasion fut utilisée pendant la campagne d'électorale du 1965.*

obtint l'appui des trois partis minoritaires, *le Parti de la Nouvelle Turquie (YTP)*, *le Parti de la Nation (MP)* et *le Parti Républicain-Paysan de la Nation (CKMP)*. Il obligea le gouvernement İnönü à démissionner en s'opposant à son budget.

Aux élections générales de 1965, le Parti de la Justice (AP) fut soutenu financièrement par les grands capitalistes et propriétaires fonciers et il obtint la majorité absolue: 52,87%.⁸⁰ Ceci marqua un tournant dans la période de démocratie constitutionnelle.

80) Aux élections de 1965, le Parti de la Justice obtint 4.921.235 des voix, le Parti Républicain de Peuple 2.675.785, le Parti Républicain Paysan de la Nation 208.696, le Parti de la Nation 582.704, le Parti Ouvrier de Turquie 276.101, le Parti de la Nouvelle Turquie 346.514 et les indépendants 296.528.



*Deux menaces pour la démocratisation:
Les Loups Gris néo-fascistes et l'intégrisme islamiste*





Escalade du fascisme

Le *Parti de la Justice*, comme parti majoritaire, forma son gouvernement pro-américain avec Demirel comme Premier Ministre. Il commença immédiatement à balayer tous les obstacles vers la capitalisation, en fixant son programme visant à changer la Constitution de 1961 et en supprimant les mouvements anti-impérialistes et socialistes.

Même avant les élections générales, pendant sa période de coalition transitoire, la première action spectaculaire de l'AP fut d'appeler des troupes pour écraser une grève de mineurs à Zonguldak. Elles tuèrent deux mineurs, Mehmet Cavdar et Sattilmis Tepe.

Ce début sanglant détermina une accumulation rapide de capital et une centralisation à la manière fasciste.

Durant les 6 années de pouvoir de l'AP, le second plan quinquennal fut préparé et mis en pratique et, d'autre part, le stade préparatoire d'adhésion à la CEE se termina et le stade transitoire commença.

Dans le second plan quinquennal dicté par le Consortium et la CEE, le secteur privé fut accepté comme prédominant et le secteur public, devenu secondaire, fut chargé de réaliser quelques investissements d'infrastructure que le secteur privé n'était pas encore capable d'accomplir.⁸¹

81) T.C. Basbakanlık D.P.T., *Kalkınma Planı, İkinci Bes Yıl, 1968-1972*

En accord avec cette nouvelle orientation, les investissements furent dirigés vers les secteurs de l'agriculture, du tourisme, de la construction, des services et de l'industrie de montage.

Dans le secteur de l'industrie, le nombre de compagnies nouvellement créées s'éleva à 3.282 en 1968 contre 1.839 en 1961. Durant la même période, les avoirs de ces sociétés montèrent de 337.006.000 LT à 1.386.556.000 LT.⁸²

Le rapport entre les sociétés anonymes et toutes les autres compagnies était de 12% en 1968, alors qu'il n'était que de 2% en 1961. Pendant la même période, les parts des sociétés anonymes dans la masse totale de toutes les compagnies s'élevèrent de 15,2% à 73%. De plus, 37,1% de toutes les nouvelles compagnies étaient concentrés à Istanbul et représentaient 43,7% du capital total.⁸³

Le total des dépôts bancaires atteignait 38.000 millions LT en 1970, alors qu'il n'était que de 18.989 millions en 1966. Le nombre de filiales et d'agences de banque, de 335 en 1950 et 1782 en 1960, monta à 3210 en 1970.⁸⁴

Pendant la même période, la capitalisation en agriculture s'accrut aussi. En 1970, 7.231.000 hectares étaient cultivés mécaniquement contre 4.100.000 en 1965. En 1970, il y avait 96.407 tracteurs alors qu'en 1965, il y en avait 53.984.⁸⁵

La part du capital étranger dans l'industrie s'accrut aussi fortement. Pendant la période de pouvoir de l'AP, il se répartissait comme suit: 14,4% dans l'industrie de l'alimentation, 78,2% dans l'industrie chimique, 52,9% dans les produits pharmaceutiques, 49,3% dans l'industrie mécanique, 79,1% dans l'équipement agricole et les tracteurs, 42,1% dans les machines et équipement électriques, 36,4% dans l'industrie des transports, 96,7% dans les

82) *Ibid.*

83) *Ibid.*; *L'Institut de Statistique d'Etat, Turkiye Istatistik Yilligi, 1968, p.306*

84) *Ulvi Yenal, op.cit.*

85) *1969 Tarim Istatistik Ozetleri*

savons et détergents, 8% dans la margarine, 39,9% dans l'industrie du fer et de l'acier.⁸⁶

Les principaux investissements étrangers dans le secteur industriel étaient: *Good Year, US Royal (Uniroyal), Chrysler, Fargo, Desoto, MAN, Peugeot, American Motors Corporation, Mercedes, Magirus, K.H. Deutz, Renault, BMC, Landrover, Genoto, Bedford, UAS Lorry Factory, Willy's Jeeps, Sadolin, Ytong, Holmblad, The Marley, Siemens, Kaiser Co., The Eveready Co., Schaeffers, Vernis Claessens Co., Scripps, Monsanto, Chemical Co., Belersa, Dunlop Sentex, Francis Show and Co., Zimmer Co.; Easthova Ltd., Persil Gesellschaft, Sandoz, Philips, E. Merck A.G., Gebr. Bohler und Co. A.G., Omo, Unilever, Palmolive, Coca Cola, Pepsi Cola, Oralet, Colgate, Kolynos, Ipana, Parker, Carlo Erba, Bidfarma, Wyeth, A. Wander Ciba, Hoechst, Squibb, Roche, Pfizer, Sandoz, Anglo-American Consolidated Co., Mobil, Shell, British Petroleum, etc...*⁸⁷

Comme on a pu le voir ci-dessus, la plus grande partie du capital étranger était investie dans la production de biens de consommation. Les 78,63% des investissements étrangers provenaient de quatre pays: les Etats-Unis (30,35%), la Suisse (17,60%), les Pays-Bas (16,02%) et l'Allemagne Fédérale (14%).⁸⁸

D'autre part, l'hégémonie militaire des Etats-Unis sur la Turquie fut renforcée avec l'AP au pouvoir. Des centaines de conventions militaires bilatérales avaient déjà été signées entre la Turquie et les Etats-Unis par les gouvernements CHP, DP et du *Comité d'Union Nationale*.

86) *Ozel Sektor Yatirim Anketi Sonuçlari, 1963-1969*

87) *Ibid.*

88) *D'autres investissements de capitaux étrangers venaient de France (6,83%), de Grande-Bretagne (3,16%), d'Italie (3,14%), de Finlande (1,64%), de Suède (1,13%), d'Autriche (0,85%), du Venezuela (0,47%), de Panama (0,44%), de Belgique (0,36%), du Danemark (0,28%), du Liban (0,03%), du Canada (0,01%). (Source: Guide to Foreign Capital Investment in Turkey, Ankara Universitesi Basimevi, 1967)*

Toutes garantissaient de nombreux privilèges et immunités aux Etats-Unis. Il y avait 101 bases et installations militaires américaines à travers toute la Turquie, 1 à Afyon, 6 à Adana, 4 à Manisa, 1 à Diyarbakir, 6 à Istanbul, 2 à Karamursel, 1 à Kocaeli, 3 à Hatay, 6 à Konya, 4 à Trabzon, 4 à Samsun, 2 à Erzurum, 32 à Izmir et 29 à Ankara.⁸⁹

Même le Président de la République et les généraux turcs n'avaient pas le droit d'entrer dans nombre de ces bases et installations. Dans les bases aériennes telles que Incirlik et Cigli, il y avait des missiles à têtes nucléaires. Le gouvernement Demirel dans une assemblée de l'OTAN alla jusqu'à offrir la partie orientale de la Turquie pour y installer des mines nucléaires.⁹⁰

Rappelons qu'après le conflit chypriote de 1964, la présence de ces bases et installations américaines était devenue un sujet controversé. Sous la pression de l'opinion publique, les gouvernements turcs furent obligés de tenir compte des réactions anti-américaines et ils demandèrent la révision des conventions bilatérales sur le statut de ces bases et installations.

Après de longs débats, une nouvelle convention bilatérale entre le gouvernement Demirel et les Etats-Unis fut signée le 3 juillet 1969. Mais ce nouvel accord ne restreignait pas les privilèges et immunités de la mission américaine en Turquie, il révisait seulement les différentes conventions bilatérales et les incorporait dans une seule convention fondamentale.⁹¹

Parallèlement à cette action en faveur de l'impérialisme américain et des classes collaboratrices, le AP, durant tout son règne, n'a jamais reconnu les droits de l'Homme garantis par la Constitution de 1961. Il a, au contraire, concentré tous ses efforts à suspendre ces droits et libertés dans les domaines législatif et exécutif.

89) *USAF Installations Directory (Worldwide)*, AFM 87-3, le 25 novembre 1963

90) *Ant (hebdomadaire)*, le 18 avril 1967, N°16, p.6

91) "Temel İkili Anlaşma Bir Tuzaktır", *Ant (hebdomadaire)*, le 8 juillet 1969, N°132

Plus l'AP méconnaissait ces droits constitutionnels, plus la résistance des masses, dirigée par les organisations socialistes et progressistes, se renforçait.

En 1969, l'ensemble des travailleurs représentait 13.519.000 de gens. L'industrie en comptait 1.615.000 (11,6%); l'agriculture, la sylviculture et la pêche 9.210.000 (68,4%); la construction 500.000 (3,7%) et les services publics 2.194.000 (16%). Les conditions objectives pour la lutte de la classe ouvrière étaient mûres et les conditions subjectives naissaient.⁹²

Malgré le fait qu'un grand nombre de ses meetings et conférences étaient interrompus par la police et les forces réactionnaires, le *Parti des Ouvriers de Turquie* (TIP) réussit à gagner 15 sièges au parlement en 1965.

Le 13 février 1967 marqua un autre progrès important de la classe ouvrière: quatre grands syndicats, le *Maden-Is* (métal), le *Lastik-Is* (caoutchouc), *Gida-Is* (alimentation) et *Basin-Is* (imprimerie) se détachèrent de la *Türk-Is* et formèrent la *Confédération des Syndicats Progressistes* (DISK). Bientôt après sa fondation, 100.000 travailleurs s'affilièrent à la DISK dont l'objectif déclaré était "d'appuyer la lutte des travailleurs pour le pouvoir au moyen de leur propre organisation politique."⁹³

Après la formation de la DISK, la lutte de la classe ouvrière se développa fortement, tant quantitativement que qualitativement. Dans le tumulte de leurs luttes, les ouvriers des usines *Singer*, *Good Year*, *Magirus*, *Chrysler*, *Hoechst*, *IBM* et *Pertrix*, s'allièrent au mouvement de la jeunesse progressiste qui jusqu'alors avait lutté contre l'impérialisme par ses propres méthodes et en perdant plusieurs de ses membres.

L'occupation des quartiers universitaires sous le slogan "Démocratisez l'éducation" et l'occupation d'usines faisaient

92) OECD, *Labor Force Statistics*

93) *Ant* (hebdomadaire), le 14 février 1967, N°7

partie d'un front commun créé en 1968 contre la brutalité déchaînée de cet autre front commun des employeurs et de la police. L'occupation de l'usine de caoutchouc Derby, en juillet 1968, fut la première manifestation de cette action commune. Quand le gouvernement et les employeurs manœuvrèrent ensemble pour négocier des conventions collectives avec les syndicats *jaunes*, les travailleurs affiliés aux syndicats progressistes commencèrent à occuper les usines, ce à quoi le mouvement de la jeunesse progressiste apporta un vaste soutien.⁹⁴

En juillet 1968, le jour où la 6^e Flotte américaine arrivait dans le port d'Istanbul, les forces de la police firent, au milieu de la nuit, une descente dans le dortoir de l'Université Technique d'Istanbul et frappèrent les étudiants endormis. L'un des étudiants, Vedat Demircioglu fut assassiné par la police qui le jeta d'une fenêtre du troisième étage. Plus tard, 32 étudiants, en pyjamas ou en sous-vêtements ensanglantés, furent arrêtés pour avoir attaqué la police."

Ce fait marqua le début des "chasses à l'homme" en Turquie.⁹⁵

Le Premier Ministre Demirel osa même dire dans ses discours officiels qu'il armerait 200.000 militants du *Parti de la Justice*. Déjà les organisations d'extrême-droite étaient formées sur le chauvinisme et les idéologies religieuses. Les mosquées, au nombre de plus de 40.000, furent transformées en cellules de mouvements d'extrême-droite. Ce mouvement religieux, *ummet - çilik*, fut organisé par l'*Association pour la Propagation de la Religion* (IlimYayma Cemiyeti), le *Croissant Vert* (Yesilay), l'*Association pour la Construction et la Restauration des Mosquées* (Cami Yaptirma Dernekleri), les *Cours pour l'Enseignement du Coran* (Kur'an Kurslari). Ils recevaient d'importants

94) *Ant* (hebdomadaire), le 9 juillet 1968, N°80

95) "Kanli Imha Planı", *Ant* (hebdomadaire), le 23 juillet 1968, N°82

soutiens financiers, non seulement des grands capitalistes et propriétaires fonciers, mais également de l'Arabie Saoudite et de la société pétrolière Aramco en Zahran.

D'autre part, on toléra que le *Parti d'Action Nationaliste* (MHP) organise et arme des bandes d'extrême-droite en uniforme: *les Foyers de l'Idéal* (Ulku Ocaklari).⁹⁶

Le 16 février 1969, les syndicalistes progressistes et le mouvement de la jeunesse progressiste avaient organisé ensemble une manifestation contre la 6^e Flotte. Consciente de la signification de cette manifestation en front commun, les collaborateurs locaux de l'impérialisme mobilisèrent l'ensemble des forces de police et les militants de divers groupes réactionnaires et les envoyèrent à Taksim Square où le rassemblement devait avoir lieu, avec ordre d'utiliser revolvers, poignards, bombes, pierres et massues contre les travailleurs et la jeunesse.

Ali Turgut Aytaç et Duran Erdogan perdirent la vie au cours de cette attaque. Dans l'histoire de la classe ouvrière de Turquie, ce jour est connu sous le nom de "Dimanche Sanglant".⁹⁷

Malgré cette répression, le mois d'août connut le mouvement le plus important d'occupation d'usines par les travailleurs. A l'usine métallurgique *Türk Demir Döküm*, appartenant à Vehbi

96) *D'une part toutes ces institutions, d'autre part les journaux fanatiques comme Bugun, Babialide Sabah, Ittihad ve Yeni Asya incitaient avec insistance les groupes réactionnaires à reproduire en Turquie le massacre qui avait eu lieu contre la gauche en Indonésie sous la dictature des militaires islamistes. Le Chef du Parti d'Action Nationaliste (MHP), l'ancien colonel Alparslan Turkes était un fasciste avéré. Quand il était le Chef du Département de l'OTAN du Quartier Général Etat-Major turc, le Colonel Turkes s'associa au coup d'état de 1960. Le 13 février 1960, lui et ses compagnons furent délogés du Comité d'Unité Nationale. En 1965, il prit la direction du Parti Républicain Paysan de la Nation (CKMP) et transforma le nom du parti en Parti d'Action Nationaliste (MHP) et l'emblème du parti en trois croissants stylisés en forme de svastika. En outre, il s'attribua le titre de "basbug" signifiant "führer". Le 19 août 1968, Turkes défia la gauche en disant: "Nous préparons les jeunes hommes nationalistes comme les mucahides (combattants). Plus d'un millier de jeunes hommes bien éduqués et disciplinés sont maintenant prêts à combattre."*

97) *Ant (hebdomadaire), le 25 février 1969, N°113*

Koç, en réponse au refus de négocier avec les représentants du syndicat progressiste *Maden-Is*, 2.200 ouvriers décidèrent d'occuper l'usine. Leur action fut soutenue par d'autres travailleurs de cette partie très industrialisée de la ville, *Haliç* (la Corne d'Or) et par les familles vivant dans les bidonvilles des alentours. Tous repoussèrent les troupes envoyées pour les écraser.⁹⁸

Un autre pas dans la lutte de la classe ouvrière fut franchi en novembre 1969 par l'amorce de liens établis avec la paysannerie pauvre, son alliée objective. Bien qu'une clause de la Constitution le stipulait, les classes dirigeantes n'établirent pas de lois de réforme agraire: la paysannerie pauvre continuait à être opprimée. Cette fois, dans toute la Turquie, des paysans pauvres commencèrent à occuper les terres que les grands propriétaires fonciers s'étaient appropriées par la force durant l'effondrement de l'Empire Ottoman et après la victoire de la guerre de libération. D'autre part, la paysannerie commença à créer des mouvements de masse engagés dans la lutte économique, demandant des prix justes pour ses produits.

L'alliance effective des ouvriers et des paysans débuta à Silivri, où des paysans appauvris qui avaient occupé 5.000 hectares de terres, reçurent l'appui moral et matériel des travailleurs de l'usine *Ege Sanayii* d'Istanbul.⁹⁹

Ce fait amena la décision de la DISK de former parallèlement à son organisation syndicale de travailleurs industriels d'Anatolie, une association de syndicat pour les paysans pauvres et prolétaires.¹⁰⁰

Peu après la création d'un front commun de lutte, comprenant la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et le mouvement de la jeunesse progressiste, la couche inférieure et défavo-

98) *Ant* (hebdomadaire), le 12 août 1969, N°137

99) *Ant* (hebdomadaire), le 25 novembre 1969, N°152

100) Les extraits du discours de Kemal Turkler, le Président de la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK), *Ant* (mensuel), décembre 1970, N°8, p.36

risée des fonctionnaires s’y joignit. Même des sergents et des membres de la police commencèrent bientôt à formuler leurs revendications économiques et sociales.

La lutte la plus exemplaire fut celle des enseignants de l’école primaire et secondaire organisé par *le Syndicat des Enseignants de Turquie* (TOS). Alors qu’ils menaient leur propre lutte dans le cadre de leur organisation, ils n’hésitèrent pas à apporter leur soutien effectif à la lutte des ouvriers, des paysans et de la jeunesse progressiste.¹⁰¹

Quant à la jeunesse socialiste, jusqu’en 1969, elle avait limité son travail d’organisation à la *Fédération des Clubs d’Opinion* (FKF) comme organisation de jeunes, proche du TIP. En 1969, les leaders de la jeunesse progressiste décidèrent de suivre un chemin indépendant du TIP et plus radical et changèrent le nom de la FKF en *Fédération de la Jeunesse Progressiste de Turquie* (Dev-Genç). Le Dev-Genç organisa des manifestations estudiantines contre l’impérialisme et l’exercice anticonstitutionnel du pouvoir du *Parti de la Justice* et commença, d’autre part, à organiser à travers la Turquie des mouvements de paysans pour la “terre et le pain”.

Au cours du printemps 1970, la classe ouvrière brandit son slogan: “*La Turquie sans patrons*”. Affolée, la bourgeoisie collaboratrice manoeuvra avec le gouvernement afin de détruire les syndicats progressistes, ne laissant subsister que la *Türk-Is* pour représenter la classe ouvrière.

Lors de sa convention de mai 1970, la *Türk-Is* qui recevait de l’AID des subsides s’élevant à 3.546.698 LT, comme le révèle son rapport annuel, attaqua publiquement la DISK, demandant des changements dans la législation sur les syndicats, les grèves et les lock-out et demandant aussi la dissolution de la DISK. Un premier pas vers le règlement de compte avec la

101) *Ant* (hebdomadaire), le 24 février 1970, N°165 p.8-9

DISK fut franchi en juin 1970, quand l'Assemblée Nationale transmit à la législation sur les syndicats, les amendements proposés par le gouvernement.¹⁰²

Mais la bourgeoisie n'avait pas prévu la réaction militante de la classe ouvrière. Les 15-16 juin 1970, des centaines de milliers d'ouvriers affluèrent dans les trois principales artères d'Istanbul pour défendre leurs syndicats progressistes. Une fois de plus, des soldats furent amenés pour écraser la manifestation et, au cours de la lutte, quatre ouvriers périrent. Sur ce, la loi martiale fut proclamée dans les districts d'Istanbul et de Kocaeli, les dirigeants des syndicats progressistes furent arrêtés et des centaines de travailleurs, emmenés aux postes de police et au quartier général de l'armée, furent torturés atrocement.¹⁰³

Quand l'état de siège fut levé, on dut se rendre à l'évidence qu'il avait été impossible d'éliminer purement et simplement les syndicats progressistes. Qui plus est, à travers tout le pays, des milliers de travailleurs rejoignirent la DISK. A Cukurova par exemple, 10.000 travailleurs de l'industrie textile adhèrent aux syndicats progressistes, bravant les pressions, la violence et la cruauté que la police, les forces armées et la machinerie de l'Etat leur réservaient. En décembre 1970, aux aciéries Eregli, centre le plus important de l'industrie lourde de Turquie, 3.000 ouvriers passèrent en bloc à la DISK.¹⁰⁴

Durant les dix mois, entre juin 1970 et le 12 mars 1971, la lutte de la classe ouvrière et de ses alliés, de la paysannerie, de la jeunesse progressiste et des couches mécontentes de la petite bourgeoisie urbaine, prit de telles proportions que l'ordre corrompu se sentit menacé.

La plupart de ces luttes furent rendues sanglantes par l'attaque des forces de "la loi et de l'ordre" et de l'armée. Du-

102) *Ant (mensuel)*, juin 1970, N°2, p.19-21

103) *Ant (mensuel)*, juillet 1970, N°3,; août 1970, N°4, septembre 1970, N°5

104) *Ant (mensuel)*, décembre 1970, N°8, p.4-5

rant les six années de pouvoir du *Parti de la Justice (AP)*, 11 travailleurs, 7 paysans, 13 étudiants, 3 membres du TIP, un éditeur, un comptable, un artisan, un officier de réserve, un enseignant et même un procureur de la République furent tués.¹⁰⁵

Au début de 1970, le terrorisme des autorités contre le peuple kurde s'intensifia et atteignit un point très élevé. Les villages kurdes étaient soumis continuellement aux raids de commandos militaires qui prétextaient la recherche d'armes. Durant ces recherches, des tortures inhumaines étaient infligées aux habitants, même aux chefs religieux et aux femmes enceintes.

L'Organisation Culturelle Progressiste de l'Anatolie Orientale (DDKO) révéla tout ces traitements inhumains dans un rapport détaillé présenté au Président de la République. On y lisait:

“Le 8 avril 1970, à 3 heures du matin, les soldats cernèrent Silvan. Ils commencèrent, sans aucune explication, à battre les gens et les forçaient à sortir de leur maison. Puis ils emmenèrent les habitants vers trois lieux différents qu'ils avaient choisis avant de commencer les opérations. Après 3 heures de graves tortures, ils relâchèrent les employés du gouvernement et les étudiants. Le reste des habitants fut gardé et la torture, pratiquée par les militaires, se poursuivit jusqu'à 7 heures du soir.

“Dans dans le village de Cekildiz du district de Bismil, Sehmuz Esen, son fils, son oncle et son cousin furent déshabillés de force et furent montrés, entièrement nus, à leurs femmes et leurs belles-filles. Puis, en présence de leur famille, on leur frappa les pieds.

“Dans le village de Kembelu, Ramadan Ramazan, Nevzat Kaya, Hacı Yusuf et quelques autres habitants furent soumis à la “falanga”. Après la torture, les soldats, pour s'amuser, forcèrent ces gens à danser devant tous les villageois. Dans ce

105) *Ant (mensuel)*, avril;1971 N°12

même village, un autre habitant appelé Ramazan fut contraint de manger des excréments humains.

“Dans le village de Duvel de la province de Diyarbakir, les soldats obligèrent Dursun Yanardag à assister à la torture de son fils. Ne pouvant plus supporter cette scène barbare, le père se jeta sur son fils pour l’empêcher d’être battu plus longtemps. Les gendarmes furieux de cet acte, frappèrent durement Yanardag. Quatre jours plus tard, il mourut à l’hôpital.

“Dans la province de Mardin, dans le village de Sadan, les commandants militaires crièrent aux villageois qui avaient subi de fortes tortures: “A partir de maintenant, vos femmes nous appartiendront. “

“Dans la même province, le village de Resat subit neuf raids. L’imam (chef religieux musulman de village) fut dévêtu et laissé complètement nu, la verge liée à une grosse corde. La femme de l’imam dut prendre l’autre extrémité de la corde qu’on lui ordonna de tirer.

“Encore dans la même province, dans le village d’Arnas, des chrétiens furent tourmentés et jetés à terre. Le personnel militaire les força même à être circoncis.

“Dans la province de Siirt, dans le village de Sive, sur la place principale, une femme enceinte se jeta sur son frère pour l’empêcher d’être battu par les soldats. Les tortionnaires, furieux, frappèrent brutalement la femme. Elle eut une fausse couche et mourut quelque temps plus tard.”¹⁰⁶

La 4^e Convention du *Parti Ouvrier de Turquie (TIP)* protesta contre ces violences exercées sur le peuple kurde et adopta une résolution pour la défense des droits démocratiques de ce peuple.¹⁰⁷

Les gouvernements AP exercèrent de fortes pressions

106) *Ant (mensuel)*, juin 1970, N°2 p.25

107) *Ant (mensuel)*, décembre 1970, N°8, p.38

sur les publications socialistes.¹⁰⁸ Les procureurs de la République ordonnèrent des centaines de poursuites contre les éditeurs, les auteurs, les traducteurs de périodiques socialistes. Beaucoup d'entre eux furent arrêtés. De plus, le gouvernement et les organisations de droite firent systématiquement obstruction à la distribution de ces revues et livres dont beaucoup furent confisqués dès leur publication.

Les spectacles des théâtres progressistes étaient constamment troublés par des groupes de droite, les acteurs étaient battus et même brutalement torturés.¹⁰⁹

Pendant ce temps, le mouvement socialiste perdait la possibilité de faire un travail parlementaire.¹¹⁰

A la veille du 12 mars 1971, la terreur utilisée par le gouvernement et les bandes de droite atteignit son apogée. En voici quelques exemples:

Les chefs de *l'Organisation Culturelle Progressiste de l'Anatolie Orientale (DDKO)* furent accusés d'activités séparatistes et arrêtés en octobre 1970.¹¹¹

Les forces de police firent une descente au quartier général de *l'Association des Ouvriers Progressistes* à Istanbul. Elles arrêtaient 30 ouvriers et intellectuels qui tous furent torturés.

Il y eut une descente de police à la Faculté des Lettres, au Département Forestier de l'Université d'Istanbul, au quartier général de la *Fédération de la Jeunesse Progressiste de Turquie (Dev-Genç)*, au *Syndicat des Enseignants de Turquie (TOS)*, à

108) *Durant les dix années du régime de la constitution de 1961, les journaux et les périodiques suivants ont été publiés: Yon, (1961-1967), Sosyal Adalet (1963-65), Eylem (1964), Donusum (1966), Ant (1967-70 hebdomadaire, 1970-71 mensuel), Turk Solu (1968-70), Aydinlik Sosyalist Dergi (1968-71), Proleter Devrimci Aydinlik (1970-71), Emek (1969-71), Devrim (1969-71), Turkiye Solu (1971), Sosyalist (1971), Ileri (1970), Kurtulus (1971), Halkin Dostlari (1970-71), Partizan (1970), Oncu Isçi (1970-71), Parti (1971).*

109) *Ant (hebdomadaire), le 2 septembre 1969, N°140*

110) *Voir: La façade*

111) *Ant (mensuel), novembre 1970, N°7*

l'Institut Normal Supérieur de Necati et dans les demeures de quelques chypriotes turcs d'Istanbul.

Quelques navires de guerre de la 6^e Flotte visitèrent bientôt à nouveau le port d'Izmir. Ils n'osèrent cependant pas se rendre au port d'Istanbul à cause des fortes réactions des ouvriers et étudiants. Le Département d'Etat américain déclara néanmoins que la 6^e Flotte visiterait bientôt à nouveau Istanbul.¹¹²

Les forces de police et les commandos de droite firent des raids à l'Ecole Normale Supérieure de Capa à Istanbul, dans plusieurs Facultés de l'Université d'Ankara, à l'Université de Hacettepe, dans le foyer d'étudiants de Edirnekapi, dans celui de Bitlis, au quartier général du DDKO à Istanbul, dans le foyer d'étudiants de Vakiflar à Siirt et dans le Club Culturel Populaire (Halkevi) à Burdur. L'étudiant Huseyin Arslantas fut tué par balle. Firuz Mamedi, iranien, étudiant en agriculture à l'Université d'Ankara, fut également tué (par balle) par des agents de Savak à Ankara.

Comme au quartier général de la police, chaque étudiant était torturé, Cagatay Mutlu, agent de la Police Criminelle démissionna, déclarant: "Chaque suspect, sans exception, est soumis au "falanga" et est battu jusqu'à ce que la plante des pieds soit couverte d'ampoules".¹¹³

Deux dirigeants paysans, Serafettin Ersoy de Polatli (Ankara) et Ali Riza Keskin de Siverek (Diyarbakir) furent tués par balle par l'homme de confiance des grands propriétaires terriens: Serafettin Atalay, Président de la section de Amasya du TIP. Trois étudiants, Ilker Mansuroglu, Nail Karaçam et Umit Cavdar furent tués par balle par les commandos de droite à Ankara et Trabzon.¹¹⁴

Finalement, le 10 janvier 1971, en réponse à ce terrorisme croissant, les dirigeants de la Jeunesse Socialiste, Deniz

112) *Ant (mensuel)*, décembre 1970, N°8

113) *Ant (mensuel)*, janvier 1971 N°9

Gezmis, Yusuf Arslan, Hüseyin Inan, Sinan Cemgil, Alparslan Ozdogan, Kadir Manga et leurs camarades commencèrent la “guérilla urbaine” en s’emparant de 124.000 LT à la Banque des Affaires de Turquie à Ankara.¹¹⁵

Sur ce, sous prétexte d’arrêter Deniz Gezmis et ses compagnons, les forces de police entreprirent une chasse à l’homme à l’échelle nationale. Au cours des raids dans la province de Samsun, la terreur policière fut telle que l’officier de police Seref Agaca, pris de remords, se suicida.¹¹⁶

Plus de 3.000 policiers firent des descentes dans les foyers de la Faculté des Sciences Politiques de l’Université d’Ankara. Collaborant avec les commandos de droite, la police attaqua les étudiants et tenta de violer les jeunes femmes. Des commandos de droite attaquèrent également la Section de Turhal du TIP et frappèrent brutalement les dirigeants. Les mêmes raids de la police et des commandos se produisirent également à Samsun, Bursa, Corum, Artvin, Istanbul et Izmir.¹¹⁷

En février 1971, à la suite de la répression grandissante, de meurtres, d’attaques et de violations des droits de l’Homme et des libertés fondamentales, Deniz Gezmis et ses camarades créèrent *l’Armée Populaire de Libération de Turquie (THKO)*. En guise d’avertissement aux classes dirigeantes, ils enlevèrent un soldat américain qu’ils relâchèrent cependant rapidement, sans lui avoir fait le moindre mal. A la suite de ce fait, les forces de sécurité étendirent les chasses à l’homme et les raids à travers toute la Turquie. A la place de Deniz Gezmis, ils gardèrent en otages pendant un mois, sept personnes prises dans différentes provinces.

114) *Ant (mensuel)*, février 1971, N°10

115) *Les noms des fondateurs de l’Armée Populaire de Libération de Turquie (THKO) furent publiés pendant les procès devant le tribunal militaire.*

116) *Hurriyet*, le 27 janvier 1971

117) *Ant (mensuel)*, mars 1971 N°11

De plus, sous prétexte de protéger les sujets américains, un grand nombre d'agents de la CIA et du FBI furent envoyés en Turquie. En outre, le Général Nassiri, Chef de la Savak vint en Turquie pour négocier avec le chef de le *Service National de Renseignements (MIT)*, le Général Fuat Dogu, des problèmes de sécurité. D'autre part, le Général Memduh Tagmaç, Chef d'Etat Major, déclara que les Forces Armées s'impatienzaient à cause des "assauts des traîtres". De plus, le Conseil du Commandement Elargi réunit une assemblée au cours de laquelle les commandants supérieurs demandèrent que des mesures d'exception soient prises contre la gauche.¹¹⁸

Comme les autorités ne tinrent aucun compte de leur premier avertissement et continuaient à ne pas appliquer la Constitution, l'*Armée Populaire de Libération de Turquie (THKO)* enleva, le 4 mars 1971, quatre soldats américains et elle lança un appel au peuple de Turquie pour qu'il résiste à la répression, à la corruption, à l'exploitation et à l'impérialisme américain.

D'autre part, Mahir Cayan et d'autres leaders de la *Fédération de la Jeunesse Progressiste (DEV-GENC)* créèrent le *Front Populaire de Libération de Turquie (THKC)* et ils déclenchèrent la "guérilla urbaine" à Istanbul.¹¹⁹

Prétextant la nécessité de connaître les endroits où se cachaient les guérillas urbaines, des milliers de soldats fouillèrent différents endroits d'Ankara. Au cours de l'incursion dans l'Université Technique du Moyen-Orient à Ankara, l'étudiant Erdal Sener fut tué (par balle) par les soldats et des centaines d'étudiants furent blessés. A la fin de l'opération, 1.900 étudiants furent arrêtés, ensuite interrogés par 14 procureurs de la République.

118) *Ibid.*

119) *Ant (mensuel)*, avril 1971, N°12 Alors que la police et les organisations de droite avaient assassiné plus de trente socialistes et progressistes en l'espace de quatre ans, le THKO et le THKC n'ont jamais fait de tort à personne. Au contraire, même les personnes kidnappées, après avoir été relâchés, faisaient l'éloge des révolutionnaires et quelqu'uns manifestèrent qu'ils partageaient les motifs d'action des révolutionnaires.

En outre, le Président de la Section de Yildizeli du TIP, Ali Han Ulug fut tué (par balles) par un commando de droite. Le dirigeant syndical Hidir Altinay fut torturé à mort au Quartier Général de la police d'Ankara.

Le 5 mars 1971, à Kirikhan, dans la province de Hatay, des groupes de droite firent des raids sur le siège provincial du TIP et du TÖS et sur les maisons des Kurdes et des Alévis.¹²⁰ Gasip Inal et Mehmet Susuz furent tués.¹²¹

Au cours de cette terreur grandissante, *le Conseil du Commandement Elargi* se réunit à Ankara le 11 mars 1971. Et le 12 mars 1971, les membres militaires du *Conseil de la Sécurité Nationale (MGK)* lancèrent un ultimatum disant:

“- Le Parlement et le Gouvernement, par leurs attitudes et exercices ont conduit le pays à “l’anarchie” et n’ont pas été capables de mettre en pratique les réformes imposées par la Constitution;

“- Les Forces Armées considèrent qu’il est indispensable de former un gouvernement fort, capable d’éliminer “l’anarchie” et de réaliser les réformes telles que les Atatürkistes les envisagent.

“- Sinon les Forces Armées turques sont décidées à prendre en main l’Administration.”¹²²

Le même jour, Demirel et son gouvernement démissionnaient.

120) *Après la mort de Mohamed, les différentes interprétations religieuses, spéciale - ment sur le droit de succession au prophète, aboutirent à la scission entre les Sunnites et les Chiites. La communauté alévide de Turquie a une parenté traditionnelle avec les Chiites. Toutefois, étant une minorité, les Alévis de Turquie ont été soumis à la répression par les autorités Sunnites. Les cercles réactionnaires ont toujours aimé les groupes fanatiques sunnites contre les Alévis de même que les Kurdes.*

121) *Ant (mensuel), avril 1971, N°12*

122) *à la Poste Un major-général et un groupe d'officiers vinrent de radio-diffusion d'Ankara et forçaient le microfoniste à annoncer l'Ultimatum. Ce général est Musa Ogun. Après quelques semaines, il fut nommé directeur général de la Radio-Télévision de Turquie (TRT).*



Le Dimanche Sanglant



Complexe militaro-industriel

Bien que les Forces Armées semblaient être intervenues dans la vie politique du pays en vue de restaurer “la loi et l’ordre”, de mettre à exécution les réformes et d’éviter un terrorisme de droite, en fait cet ultimatum portait la marque d’une intervention militaire de droite, réalisée au profit de l’impérialisme et de ses collaborateurs locaux.

A 10 années de régime parlementaire succédait une intervention militaire, parce que le *Parti de la Justice* n’avait pu ni supprimer la résistance des masses contre un ordre capitaliste, ni répondre aux demandes de la grande bourgeoisie.

Quoique les Forces Armées semblaient s’être retirées de la politique depuis leur tentative de coup d’état en 1963, en fait, le haut commandement était resté le centre de la politique, comme un chien de garde des classes dirigeantes.

Tout d’abord, après le coup d’état de 1960, la situation économique et financière des officiers avait changé complètement: leurs salaires et gratifications avaient augmenté fortement.

En même temps, tous les officiers des Forces Armées turques devenaient automatiquement actionnaires d’un grand holding financier, le *Fonds d’Aide Mutuelle des Forces Armées* (OYAK). Au début, les plus grands capitalistes de Turquie, tel Vehbi Koç et Nejat Eczacıbası faisaient partie du Conseil d’Administration de l’OYAK.

Après 10 ans, cet organisme devint l’un de plus vastes

holdings du pays et commença à investir dans l'industrie, en collaboration avec les capitaux étrangers, tels que ceux de *Renault*, de *l'International Harvester*, de *Good Year*, *Mobil*, etc...

Suivant les chiffres de 1971, le pouvoir financier du holding atteignait un niveau sans précédent et, grâce à lui, les officiers de l'armée étaient assurés de profits, de crédits et d'une aide sociale d'un total de 1.627 millions LT.

De plus, les officiers avaient le privilège d'acheter, par mensualités et à un taux d'intérêt très bas, des produits de l'OYAK tels que les voitures *Renault*. Ces privilèges créèrent un fossé économique et social entre les officiers et les masses pauvres.¹²³

En outre, suivant une clause insérée dans la Constitution de 1961, le Chef d'Etat-Major et les commandants de forces terrestres, aériennes et navales sont devenus membres d'un corps so-disant consultatif, le *Conseil de la Sécurité Nationale (MGK)*, qui déterminait la politique de sécurité nationale et coordonnait toutes les activités ayant trait à la mobilisation nationale et à la défense.

Le Président de la République, le Premier Ministre et quelques autres ministres clés étaient également membres de ce Conseil.¹²⁴ Peu à peu, les membres militaires du Conseil intervinrent dans les fonctions du gouvernement et du parlement. Surtout après l'arrivée au pouvoir de l'AP, le Premier Ministre Süleyman Demirel établit de bonnes relations avec les commandants supérieurs et commença à les utiliser comme une menace contre ses adversaires.

Ces menaces visaient bien entendu surtout le développement croissant de la gauche.

Après que le *Parti Ouvrier de Turquie (TIP)* eût obtenu 15 sièges au parlement en 1965 et que les mouvements démo-

123) *Ant* (hebdomadaire), le 5 août 1969, N°136; *Ant* (mensuel), septembre 1970, N°5; *Ordu Yardımlaşma Kurumu Dergisi*, juin 1970

124) *La Constitution de la République de Turquie*, Article 111

cratiques devinrent plus forts, le Général Cemal Tural, Commandant des forces terrestres et plus tard Chef d'Etat-Major,¹²⁵ ordonna aux unités militaires d'entreprendre l'éducation anti-communiste. Il publia même un livre intitulé *Manuel d'Action Anti-Communiste* dans lequel il accusait les organisations et publications de gauche d'être "ennemies de l'Etat".¹²⁶

Ce même commandant conçut de créer une industrie de guerre qui, jointe au piège de l'OYAK, sépara complètement des masses populaires, les officiers – spécialement ceux des rangs supérieurs –, les intégrant aux classes dirigeantes.

Son successeur, le Général Memduh Tagmaç et d'autres commandants supérieurs suivirent la même voie, renforçant d'une part l'éducation anti-communiste au sein de l'armée, renforçant, d'autre part, l'industrie de guerre et les projets de l'OYAK.

Tandis que les commandants flirtaient avec les grands capitalistes au Conseil d'Administration de l'OYAK et des associations pour le renforcement des forces aérienne et navale, le Président de la République Cevdet Sunay, Chef retraité de l'Etat-Major, était engagé aussi dans de nombreuses affaires louches. En février 1971, des accusations de corruption contre ses proches furent portées devant le parlement.¹²⁷

La corruption, amorcée par les commandants supérieurs et le Président lui-même, s'était étendue par l'OYAK à d'autres généraux et officiers de rangs inférieurs.

De plus, une partie importante du budget militaire passa dans les poches d'officiers corrompus qui fraudaient des objets de luxe pour approvisionner les bazars soi-disant "américains" des grandes villes.

Le choc le plus violent entre les Forces Armées et la classe ouvrière se produisit en juin 1970 à Istanbul où plus de

125) L'ancien général Cemal Tural devint en 1973 le président du Parti de la Nation (MP)

126) *Ant* (hebdomadaire), le 31 janvier 1967, N°5

127) *Ant* (mensuel), mars 1971, N°11

cent-mille ouvriers industriels manifestèrent pour défendre leurs syndicats progressistes contre un nouveau projet de loi anti-démocratique limitant les droits syndicaux.

Quoique ce fût le devoir des Forces Armées, chien de garde des capitalistes, d'écraser le mouvement des ouvriers, la raison économique de ce conflit n'était que trop évidente: par l'intermédiaire de l'OYAK, les officiers étaient eux-mêmes les employeurs de ces ouvriers.

Il existait en outre, une raison idéologique: les officiers croyaient que cette manifestation était une action des communistes menaçant l'état.

Les Forces Armées cherchaient à écraser, non seulement la classe ouvrière, mais également le peuple kurde vivant dans la partie orientale de l'Anatolie. En avril 1970, des milliers de gendarmes et de commandos militaires soutenus par la force aérienne, cernèrent tous les villages kurdes, fouillèrent toutes les habitations et tous les magasins et torturèrent la population.

Après cinq mois de loi martiale, les ambitions politiques des officiers supérieurs ne faisaient qu'augmenter.

Le Général Memduh Tagmaç, Chef de l'Etat-Major, le Général Muhsin Batur, commandant de la force aérienne, le Général Faruk Gürler, commandant des forces terrestres, et l'Amiral Celal Eyiceoglu, commandant de la force navale, envoyèrent même au Président de la République de nombreuses notes secrètes ou ouvertes demandant la suspension de tous les droits constitutionnels et l'établissement d'un régime répressif.¹²⁸

En fait, les ambitions des militaires avaient été stimulées à la fois par l'impérialisme des Etats-Unis et la bourgeoisie ascendante de Turquie.

128) *L'un des mémorandums confidentiels du Général Memduh Tagmaç fut révélé par l'ancien ministre Ismet Sezgin le 13 mai 1973. Dans ce mémorandum donné après la grande manifestation des ouvriers de 1970, le Général Tagmaç dit: "Le réveil social est allé au-delà du développement économique. Donc, les droits sociaux doivent être réduits en modifiant la constitution." (Source: Cumhuriyet et Yeni Ortam, le 14 mai 1973)*

Les Etats-Unis étaient très soucieux de leur hégémonie sur la Turquie. A la suite de la résistance anti-impérialiste, la 6^e Flotte des Etats-Unis n'avait pu visiter les ports turcs. L'ambassadeur Robert Komer, connu comme agent de la CIA et auteur du programme de pacification au Vietnam, avait été obligé de quitter la Turquie suite à une série de protestations de la jeunesse progressiste. Le personnel militaire américain n'osait plus se montrer dans les lieux publics.

La grande bourgeoisie qui s'était développée en collaboration avec le capital étranger, devait entreprendre toute une série de manœuvres pour accélérer l'exploitation des ressources naturelles de la nation et accroître sa puissance.

Ayant terminé ses préparatifs et étant entrée, le 23 novembre 1970, dans la phase transitoire de la CEE, la grande bourgeoisie commençait maintenant à ébranler les cadres de l'ordre social et politique qu'elle trouvait trop étroits pour ses objectifs.

Quoique la Convention d'Association ait reconnu le droit de prolonger le stade préparatoire jusqu'en 1975, dès que *le Parti de la Justice* arriva au pouvoir, la grande bourgeoisie manifesta son intention de commencer le stade transitoire dans le temps stipulé. L'*Union des Chambres de Commerce et d'Industrie*, en vue d'aborder ce stade, créa, le 26 novembre 1965, *la Fondation pour le Développement Economique (IKV)*.¹²⁹

Or, le stade préparatoire prouva que la situation économique de la Turquie était loin d'être assez avancée pour lui permettre d'aborder le stade transitoire. Durant cette période, la Turquie fut incapable d'utiliser le contingent pour d'autres produits que les fruits secs.

A la fin du stade préparatoire, le déficit du commerce extérieur avec la CEE (400,5 millions de dollars pour la période de 1966-1970) était plus élevé que le prêt de 175 millions de dollars que la CEE accordait.

129) *Ant* (hebdomadaire), le 2 décembre 1969, N°153

*COMMERCE EXTERIEUR AVEC LA CEE*¹³⁰
(millions de \$ US)

	1966	1967	1968	1969	1970
Exportations	171,4	176,3	164,1	214,8	239,1
Importations	236,4	237,9	281,9	284,7	325,3

Au cours du stade préparatoire, la Turquie exportait essentiellement des produits agricoles. En 1970, sur un total de 588,5 millions de dollars de chiffre d'exportation, les exportations de produits agricoles représentaient 474 millions de dollars.¹³¹

Les exportations turques vers la CEE, principalement destinées au marché allemand, passèrent de 45% en 1966 à 50% en 1970 et la part d'importation de 46% en 1966 à 51% en 1970. De plus, l'Allemagne Fédérale devint principal créancier de la Turquie.

Les pressions inflationnistes et les influences de la spéculation accélérèrent la hausse des prix et partant, du coût de la vie:

*PRIX ET COÛT DE LA VIE*¹³²
(Index 1963 = 100)

	1966	1967	1968	1969	1970
Prix de gros	115	123	129	137	146
Coût de la vie	115	122	127	133	148

Quoique en vertu des privilèges accordés par *la Loi d'Encouragement* de 1954, 94.039.000 dollars de capital étran-

130) OECD, *Economic Surveys: Turkey, Janvier 1972*

131) *Ibid.*

132) *Ibid.*

ger aient été investis en Turquie jusqu'en 1968, 44,2% de celui-ci seulement l'ont été en espèces, 52% ont été investis en nature et 3,5% comme royalties, patentes, licences, etc.¹³³

Pour le pétrole, ces proportions sont encore plus rigoureuses. Toutes les compagnies pétrolières étrangères, telles que *Shell, BP, Mobil*, ont apporté un capital de 1.850.400.000 LT, mais 31% de celui-ci était en espèces, alors que 38,6% étaient en nature et 30,3% en royalties, patentes et licences.

De plus, 40,8% seulement de ce capital ont été utilisés pour la prospection. Les compagnies étrangères ont préféré importer du pétrole brut d'autres pays et le raffiner et distribuer en Turquie.¹³⁴

En ne prenant en considération que les investissements en espèces, le rapatriement des profits par les capitalistes étrangers atteignait un niveau très élevé.¹³⁵

Capital étranger et rapatriement des profits (1951-1968, en millions de \$)			
	Investissement total	Investissement en espèces	Rapatriement
USA	25.968 (27,6%)	7,827	10.648 (135%)
Allemagne	16.235 (17,2%)	8,312	5.767 (70%)
Pays-Bas	13.613 (14,5%)	10,648	11.966 (112%)
France	4.897 (5,2%)	935	908 (92%)

Comme il a été mentionné précédemment, le capital étranger a généralement été investi dans les industries de produits de consommation, dans les services et le tourisme. Au lieu de créer une industrie lourde, les capitalistes étrangers ont visé à créer une industrie de montage et ont rapatrié, en très peu de

133) *Milliyet*, le 4 juillet 1969

134) *Dr. Tuncer*, "Turkiyeye Yardim Konsorsiyumu", *Iktisadi Arastirmalar Tesisi*, 1967

135) *Milliyet*, 4 juillet 1969

temps, plus que ce qu'ils avaient investi en espèces. Ceci représente un véritable pillage. Les formes de crédit accordées par le Consortium et autres créanciers aux capitalistes étrangers et locaux, une fois de plus, ne favorisèrent absolument pas l'établissement de l'industrie lourde en Turquie.

“L'assistance au Projet” du Consortium (c'est-à-dire la forme d'aide la plus asservissante) s'éleva de 109 millions de dollars en 1968, à 117 millions de dollars en 1969 et 146 millions en 1970, alors que “l'Aide au Programme”, de 110 millions de dollars en 1968, était de 91 millions en 1969 et 94 millions en 1970.¹³⁶

Quoique, depuis 1958, les Etats-Unis aient canalisé de plus en plus leurs fonds au *Consortium de Turquie* par l'intermédiaire de l'OCDE, les programmes visant à garantir un surplus agricole ont été réalisés par les Etats-Unis eux-mêmes.

Les Etats-Unis, au lieu d'un remboursement en espèces préférèrent conserver à la Banque Centrale de Turquie, l'équivalent en LT de cette aide totalisant 411,4 millions de dollars. En utilisant ce fonds connu sous le nom de *Fonds Cooley*, les firmes des Etats-Unis pouvaient investir en Turquie sans devoir se soumettre à l'autorisation de gouvernement turc et sans importer le moindre capital. Entre 1959 et 1966, par exemple, alors que 21 millions de dollars seulement en espèces furent introduits en Turquie, les compagnies américaines y obtinrent 28 millions de dollars de crédits *Cooley*. Ce fonds servait également au financement des activités clandestines des Etats-Unis dans le pays.¹³⁷ Entre 1950 et 1968, la *Banque Mondiale* fit aussi des prêts d'environ 243,1 millions de dollars. Tous ces prêts étaient destinés à des projets précis de développement.

Les autres prêts furent consentis par *l'Agence de Développement International (IDA)* et la *Corporation Finan -*

136) OECD, *Economic Surveys: Turkey, Janvier 1972*

137) Source: *Préambule du Budget de 1969*

cière Internationale (IFC), toutes deux affiliées à la *Banque Mondiale*. L'IDA faisait des prêts au développement pour des projets qui requéraient une période de quelques années ou plus avant de pouvoir être rentables. L'IFC consent directement au secteur privé, des prêts d'investissements à long terme.

Tous ces prêts n'étaient consentis que pour des projets précis et habituellement seulement après que le créancier en ait approuvé tous les aspects.¹³⁸

La Turquie était obligée de payer des acomptes annuels d'environ 257,9 millions LT qui augmentaient chaque année.

La liquidation de l'actuelle dette étrangère de la Turquie, de 1.998 millions de dollars, se prolongera jusqu'en 2026. Il est clair que la Turquie, même après l'année 2026, ne sera pas libérée des dettes étrangères. Elle sera obligée d'en avoir toujours.¹³⁹

En dépit de tous les désavantages résultant du fait de dépendre des pays les plus développés du monde, la grande bourgeoisie et ses représentants politiques demandèrent avec insistance à entamer le stade transitoire d'adhésion à la CEE.

Les adversaires de cette adhésion essayèrent de montrer les dangers du *Protocole Additionnel* qui spécifiait les conditions, la procédure et le programme de la phase transitoire. Ces clauses affecteraient la libre circulation des marchandises et des individus, le fonctionnement des services et l'approximation de la politique économique.¹⁴⁰

Tout d'abord, la CEE n'avait pas besoin des produits agricoles de la Turquie parce que ses principaux partenaires doivent déjà faire face au problème de la liquidation de leurs propres produits. De plus, le tarif douanier réduit pour les oranges et les citrons serait accordé non seulement à la Turquie,

¹³⁸⁾ *Ibid.*

¹³⁹⁾ Prof. Bulutoglu, I. Onur, *op.cit.*, p.173-206

¹⁴⁰⁾ Le *Protocole Additionnel*, le 23 novembre 1970

mais aussi au pays non membres, tels qu'Israël et l'Espagne. Durant la période transitoire, la CEE ne ferait aucune concession pour les textiles, seule exportation industrielle de la Turquie. A la fin de cette période, tous les droits de douane seraient abolis et la faible industrie nationale de la Turquie s'effondrerait, à l'exception de l'industrie de montage fondée en collaboration avec le capital étranger.

De plus, par l'abolition des droits de douane, la Turquie perdrait 15% de ses revenus. Elle deviendrait alors un pays de matières brutes à bon marché, de bas salaires et un paradis de vacances ensoleillées pour les citoyens des pays développés d'Europe.

En fait, il était ridicule de penser qu'un pays sous-développé comme la Turquie pourrait participer à une organisation de pays développés dans la CEE.

En complément aux chiffres comparatifs donnés au Chapitre II, le tableau ci-dessous montre le fossé entre la Turquie et la CEE.¹⁴¹

	Moyenne annuelle des pays de la CEE	Moyenne annuelle de la Turquie
Production d'acier par habitant	370 Kg	27 Kg
Consommation d'électricité par hab.	2.131 Kw	106 Kw
Engrais par ha.	203 Kg	4 Kg

Il y avait, d'un côté, les pays développés d'Europe avec un revenu annuel moyen par habitant de 2.000 dollars, de l'autre, un pays sous-développé, la Turquie, avec un revenu moyen de 321 dollars.

141) *Ant (mensuel)*, septembre 1970, N°5

“L’occidentalisation” par la participation était, en fait, une illusion conduisant à la banqueroute. Mais, pour les classes dirigeantes de Turquie, cette banqueroute inévitable et l’effondrement, étaient de peu d’importance. Les classes dominantes n’avaient jamais tenté d’assurer à la population pauvre de Turquie, une vie meilleure ni plus prospère. Elles voulaient créer des industries de montage en collaboration avec le capital étranger et, avec lui, exploiter les travailleurs de Turquie. *Le Parti de la Justice* avait déjà réalisé le maximum dans cette voie en garantissant plus de privilèges aux capitalistes étrangers et locaux, en tolérant l’industrie de montage, en “vendant” plus d’un demi-million de travailleurs à l’Allemagne, aux Pays-Bas, à la Belgique, au Danemark, à la Suède, à la France, à l’Autriche, à la Suisse, et même au Canada, à la Nouvelle-Zélande et à l’Australie. Il avait aussi permis aux capitalistes collaborateurs de s’emparer des côtes de Turquie pour les offrir aux compagnies de tourisme européennes, empêchant ainsi le peuple de Turquie de passer des vacances sur les côtes de son propre pays.

Mais malgré tous ces soutiens, la bourgeoisie collaboratrice restait soucieuse de joindre à son développement économique un contrôle parallèle des rênes du gouvernement, y compris toutes les institutions, organisations et tous les cadres. Elle voulait les réformer pour qu’ils servent ses propres buts. Elle projetait d’éliminer le mouvement socialiste et les syndicats de travailleurs qui constituaient le principal obstacle à la réalisation de ses plans.

Les demandes de “réformes” du capital financier furent rendues publiques d’abord par Vehbi Koç, représentant de plus de cent compagnies américaines et européennes en Turquie. Elles disaient:

“1. La stabilité politique doit être garantie. Tous les partis doivent agir en accord avec une plate-forme politique commune en matière de politique étrangère, de politique vis-à-vis

des groupes extrémistes, de relations entre la direction et les travailleurs et dans les problèmes d'éducation et de jeunesse.

“2. En ce qui concerne le commerce extérieur, la CEE, les investissements étrangers, etc, il faut arriver à une compréhension claire de ces problèmes, rechercher des solutions, arrêter un plan et enfin l'exécuter.

“3. Les institutions économiques de l'état devraient former deux holdings, l'un pour les services de secteur public, l'autre pour les services commerciaux. Ces holdings devraient suivre la politique générale des organismes apparentés.

“4. Il faudrait créer un marché des valeurs et des compagnies auxquelles le public pourrait participer.”¹⁴²

Immédiatement après cette publication, les pays membres de la CEE obligèrent le gouvernement Demirel à lancer un programme de stabilisation économique, en juillet 1970. Pour attirer le capital étranger en Turquie, le taux officiel des changes passa de 9 LT = 1\$ à 15 LT = 1\$ et de nouvelles possibilités de crédit furent reconnues aux classes dirigeantes.

Après cela, les pays de la CEE acceptèrent de signer, le 23 novembre 1970, *le Protocole Additionnel* marquant le début du stade transitoire de la participation turque.

Mais un des résultats de ce “programme de stabilisation” fut de frapper les masses populaires, par la hausse des prix et les impôts directs. Cette situation stimula la résistance des masses et les protestations contre le gouvernement arrivèrent à leur point culminant.

D'autre part, l'introduction de nouvelles taxes sur le transfert des propriétés immobilières provoqua de vives réactions de la part des grands propriétaires terriens. Les représentants de la bourgeoisie anatolienne, les usuriers et intermédiaires, avaient déjà quitté *le Parti de la Justice* et formé *le Parti Démocratique (DP)*.

142) *La Revue de Koç Holding*, le 15 avril 1970

Quoique dans sa forme parlementaire d'alors, *le Parti de la Justice* fût le représentant de la grande bourgeoisie, il devait s'adresser aussi à d'autres classes et à d'autres couches de la population pour pouvoir être élu. C'est pourquoi ce parti ne put s'engager bien loin dans la voie des mesures de "stabilisation" ou autres "réformes" telles que la "Réforme Agraire", visant à transférer le capital de l'agriculture à l'industrie, réforme imposée par le capital financier international.

Le moment était venu de pousser en avant les forces de réserve, l'armée, pour remplacer le pouvoir parlementaire. En publiant plusieurs mémorandums, les commandants de haut rang avaient déjà prouvé qu'ils étaient prêts à agir au nom du capital financier. Comme il a été montré précédemment, les Forces Armées étaient devenues grâce à l'OYAK, partie intégrante de la classe capitaliste. Cependant, la collaboration, la corruption et la spéculation régnant parmi la majorité des officiers engendrèrent aussi une opposition de la part des officiers qui n'avaient pas oublié leur propre passé pauvre et qui restaient attachés à leur idéal de libération nationale. En fait, des centaines de ces officiers furent liquidés peu à peu.

Les grands capitalistes et les généraux de haut rang créèrent ainsi un véritable "complexe militaro-industriel".

L'ultimatum du 12 mars 1971 était en fait l'ultimatum de ce complexe.



The four generals who established the military rule: Gen. Faruk Gürler, Gen. Memduh Tagmaç, Adm. Celal Eyyiceoğlu, Gen. Muhsin Batur



Six martial law commanders have turned Turkey into a huge concentration camp. Above General Faik Türün of Istanbul



Gen. Sancar (Ankara)



Gen. Elgin (Adana)



Gen. Üzaydinli (Eskişehir)



Gen. Aktulga (Diyarbakir)



Admiral Süer (Izmir)

*Les quatre généraux putschistes (en haut)
et les commandants de la loi martiale (en bas)*



L'opération massue

L'intervention du 12 mars fut très bien combinée par les officiers de renseignements connus pour leurs relations étroites avec les services de renseignements des Etats-Unis. L'une des principales ruses de ce plan fut de neutraliser les forces progressistes et démocratiques jusqu'à ce que le gouvernement fasciste soit formé et l'écrasement commencé.

Les services de renseignements savaient très bien, en effet, que les forces progressistes avaient trouvé un grand soutien parmi les masses opprimées et que la résistance populaire avait atteint son point culminant. Si les commandants supérieurs avaient montré leur vrai visage dès le début de l'intervention, ils auraient suscité une réaction violente des forces populaires et leur tentative fasciste aurait échoué. Bien plus, le service de renseignements de l'armée était très inquiet de l'existence d'officiers radicaux, y compris quelques généraux, qui faisaient pression sur les commandants pour qu'ils interviennent dans la politique en vue de mettre fin à l'hégémonie des Etats-Unis en Turquie et de réaliser des réformes radicales en faveur des masses pauvres.

Une autre ruse fut de neutraliser les forces démocratiques internationales qui avaient déjà manifesté leurs réactions contre le régime des colonels en Grèce.

Selon le plan des services de renseignements, le 12 mars 1971, les quatre commandants supérieurs envoyèrent un ultimatum consistant en une menace forçant le gouvernement Demirel à démissionner et exigeant des réformes rapides. Ils exigeaient éga-

lement des mesures pour pacifier les forces progressistes. D'autre part, en conservant un parlement, ils pouvaient convaincre l'opinion mondiale de l'existence d'une démocratie parlementaire.

Ce plan fut habilement exécuté. Après la démission du Premier Ministre Demirel, quelques groupes progressistes même socialistes, qui avaient conservé l'illusion d'une "Armée Kémaliste Progressiste", n'hésitèrent pas à approuver l'intervention militaire ou tout au moins restèrent neutres.

La presse mondiale approuva l'intervention comme étant une tentative de l'armée turque de renforcer la démocratie.

Quelques jours plus tard, l'intervention révéla son vrai visage: les officiers radicaux furent liquidés dans une opération menée par les services de renseignements.

Malgré cette liquidation, les mêmes groupes progressistes, inertes, continuèrent à attendre que le programme du gouvernement soutenu par les militaires soit connu. La désignation comme Premier Ministre du professeur Nihat Erim, ennemi notoire des libertés, était un autre indice du caractère de l'intervention militaire. Erim forma un cabinet comprenant quelques spécialistes à la planification et présenta son Conseil des Ministres comme un "Gouvernement de Réforme".

Cette présentation leurra de nouveau les mêmes groupes progressistes. Quoique huit ans auparavant certains des soi-disant ministres "radicaux" avaient dû démissionner de *l'Organisation d'Etat à la Planification* parce qu'ils avaient protesté contre l'attitude conservatrice du gouvernement de l'époque, ils avaient cependant recherché des "réformes" plus radicales dans un système capitaliste.

De plus, depuis 1964, plusieurs d'entre eux étaient au service du capital financier international. Voici les ministres "radicaux" du "Cabinet de Réforme":

Vice-Premier Ministre: Attila Karaosmanoglu (Conseiller de la Banque Mondiale)

Vice-Premier Ministre: Sadi Koças (ancien officier et membre du Service de Renseignements de l'armée)

Ministre des Affaires Etrangères: Osman Olcay (Premier Assistant du Secrétaire Général de l'OTAN)

Ministre de l'Industrie et du Commerce: Ayhan Cilin-giroglu (Conseiller de la Banque Mondiale)

Ministre des Relations Economiques Etrangères: Ozer Derbil (Président du Conseil de la Société Renault-OYAK)

Ministre de l'Education Nationale: Sinasi Orel (Représentant turc du Comité Permanent de l'OTAN)

Le gouvernement appuyé par les miliaires, fidèle au caractère de classe du coup d'état, ne tint aucun compte des revendications des forces progressistes quand il présenta son programme au parlement, le 7 mars 1971.

Au contraire, chaque point de son programme favorisait les intérêts du capital financier. C'était un programme "selon le coeur" de Vehbi koç, un programme à caractère fasciste.

La première application concrète de ce programme fut *l'opération massue* contre toute la gauche, déclenchée le 26 avril 1971, quand le Conseil des Ministres proclama la loi martiale dans onze districts. L'examen de ces districts mettait en évidence les faits suivants:

a) Istanbul, Kocaeli, Ankara, Adapazari, Zonguldak, Eskisehir, Izmir et Adana étaient les districts les plus industrialisés de Turquie et constituaient les bases les plus fortes de la *DISK (Confédération des Syndicats Progressistes)*.

b) Quant aux districts de Hatay, Diyarbakir et Siirt, ils contenaient la plus grande concentration du peuple kurde et c'est ici que depuis des décennies déjà, les pouvoirs bourgeois avaient imposé fortement leur chauvinisme.

Le 1^{er} mai 1971, immédiatement après la proclamation de la loi martiale, le Premier Ministre Erim qualifia la Constitution de 1961 de "luxe pour la Turquie" et déclara qu'il

était nécessaire de la modifier. Cela signifiait l'abolition des droits de l'Homme et des libertés.

Les USA et les capitalistes financiers étaient très satisfaits du déroulement des événements. Dans son rapport annuel au Congrès US, le secrétaire d'état américain, Rogers, exprima sa satisfaction comme suit:

“La Turquie est une puissance importante nécessaire à la protection du flanc sud-est de l'OTAN et à la stabilisation en Méditerranée. Les autorités turques acceptent l'OTAN comme base de leur politique étrangère.”¹⁴³

Vehbi Koç voyant ses revendications réalisées par le programme gouvernemental, exprima sa satisfaction dans les termes suivants:

“Dans le programme du nouveau gouvernement, les grands problèmes du pays sont montrés sous un aspect réaliste et les réformes nécessaires en vue de les résoudre sont promises. Tous ceux qui désirent un développement rapide dans une stabilité économique et politique peuvent mettre tous leurs espoirs dans ce programme.”¹⁴⁴

Ceux qui avaient cru que l'armée kémaliste serait progressiste perdirent bien vite leurs illusions.

L'armée kémaliste, fidèle à son caractère de classe, exerça la terreur la plus brutale de toute l'histoire de la République.

Chasses à l'Homme

Le 1^{er} mai 1971, alors qu'il suspendait tous les droits et libertés, le Premier Ministre Erim déclara aux journalistes étrangers: “Le nombre des personnes créant l'anarchie ne dépasse pas 200. Afin de les maîtriser, la loi martiale a été proclamée, pour deux mois seulement.”¹⁴⁵

143) *Ant (mensuel)*, mai 1971, N°13

144) *Ibid.*

145) *Milliyet*, le 2 mai 1971

La loi martiale fut en vigueur en Turquie non pas “pour deux mois seulement”, mais pendant plus de vingt-huit mois, et le nombre de personnes détenues sous prétexte de “qu’elles créaient l’anarchie” atteignit, non deux-cents, mais plus de 15.000.¹⁴⁶

La loi d’exception n° 1402, promulguée le 15 mai 1971, permettait aux autorités d’exécuter *l’opération massue* en utilisant toutes les mesures répressives.

Le loi susdite autorisait les commandants,

a) à perquisitionner dans toutes les habitations, dans tous les bureaux, ateliers, dans tous les locaux des partis politiques, des associations, des syndicats, des clubs, dans tous les établissements (y compris les établissements autonomes); à fouiller les personnes et à confisquer leurs objets personnels et leur correspondance sans mandat;

b) à maintenir les gens en prison pendant un mois, sans mandat, alors que la constitution de 1961 limitait la période de détention sans mandat d’arrêt à 24 heures;

c) à ordonner aux forces de sécurité de tirer à vue.

Bien que la loi martiale n’ait été promulguée que dans onze provinces, les commandants de la loi martiale ne se sont jamais limités à ces onze provinces, mais ont enfermé dans les prisons militaires plus de 15.000 personnes de tous les coins du pays. Durant ces chasses à l’Homme, les dirigeants militaires ont créé un réseau de dénonciateurs en promettant une récompense de 6.000 dollars pour chaque “suspect” et cela dans un pays où le revenu national annuel par tête n’était que de 321 dollars.

Tous les moyens de diffusion des nouvelles (l’état était maître des stations de radio), même les haut-parleurs des mosquées ont été utilisés par les autorités militaires pour dénoncer des “suspects”. Les portiers, les concierges, les gérants de

146) *La Résistance démocratique de Turquie, Man-Hunts in Turkey, octobre 1972*

magasins furent contraints de devenir des dénonciateurs et des agents de la police.

Les arrestations en masse ont été très fréquentes et de grandes villes comme Istanbul et Ankara ont subi des raids exécutés par plus de dix-mille soldats et policiers. Durant la seule opération *Tornado I* à Istanbul, plus de cinq-cent-mille maisons d'habitation et ateliers ont été fouillés en dix-huit heures.

Au cours de ces deux ans de chasses à l'Homme, les militaires utilisèrent des méthodes barbares et provoquèrent des échauffourées entre de nombreux "suspects" et des escadrons de tireurs bien entraînés. Ils tuèrent ainsi par balles et à vue plus de 30 personnes.¹⁴⁷

En fait, beaucoup de détenus furent gardés aux quartiers généraux de la police ou de l'armée pendant plusieurs jours consécutifs voire même pendant des semaines. Même les détenus relâchés après un temps assez court furent enregistrés sur fiches par les autorités et isolés.

C'est pour cela que beaucoup d'entre eux perdirent leur poste et furent obligés de quitter la Turquie pour trouver du travail à l'étranger mais les autorités refusèrent de leur accorder un passeport.

Pour des milliers de victimes des chasses à l'Homme et même pour leur parents, la Turquie était devenue une vaste prison.¹⁴⁸

Les Tortures

Les autorités militaires appliquèrent aussi toutes sortes de mauvais traitements et de tortures aux détenus politiques. Comme d'autres dirigeants militaires l'ont fait dans d'autres pays, les militaires de Turquie ont constamment nié toutes les

147) *La Résistance démocratique de Turquie, Turkey On Torture, mai 1973*

148) *Ibid.*

accusations de tortures, les qualifiant de “mensonges fabriqués par une conspiration du communisme international”. Cependant, il existe des centaines de rapports, de témoins et de témoignages écrits sortis clandestinement des prisons militaires. Les documents ont été soumis aux organisations humanitaires internationales. Les rapports et témoignages déclarent que la torture a été directement ordonnée par les autorités supérieures et appliquée par les officiers de grades élevés.¹⁴⁹

Les organismes qui ont exécuté les tortures sont la police, la gendarmerie, la police militaire, le Service des Renseignements de l’armée subordonné directement au Chef de l’Etat-Major et au *Service National de Renseignements (MIT)*, lui-même subordonné directement au Premier Ministre.

Les tortures les plus brutales ont été appliquées dans les bases de *Contre-Guérilla* du Service de Renseignements de l’armée.

Des techniques identiques sont utilisées dans les différents centres de torture:

- des arrestations brutales sans aucun mandat, entre minuit et l’aube;
- des méthodes qui font sentir au prisonnier qu’il est vain de résister, suppression de tous les éléments de sa vie quotidienne qui lui donnaient un sentiment de sécurité, mise au secret jusqu’à ce que la peur des tortures fasse parler;
 - des tortures physiques telles que la “falanga” (bastonnade), l’électro-choc, la brûlure, les tortures d’ordre sexuel;
 - des méthodes psychologiques comme par exemple dans un premier temps, agression du prisonnier par des obscénités, des mensonges, des menaces, exposition au bruit, déshabillage complet, exploitation de la une faiblesse psychologique, obligation du prisonnier à écouter les autres, même des

149) *La Résistance démocratique de Turquie, File on Turkey, août 1972; Turkey On Torture, mai 1973*

parents, pendant qu'ils sont torturés; simulacre d'exécutions, détruisant ainsi chez le prisonnier le sens de la réalité et le forçant à signer des déclarations contraires à ses opinions;

- torture des prisonniers en présence de leur famille;
- dans certains cas, les conditions mêmes de la détention

pouvaient être considérées comme une forme de torture: des prisonniers ont été privés de nourriture, d'eau et de sommeil. Enfermés au secret dans des cachots immondes et pleins de vermine, ils ne pouvaient même pas accéder aux sanitaires.¹⁵⁰

Malgré toutes les tentatives du pouvoir militaire de cacher ces tortures médiévales et mauvais traitements, les faits ont été reconnus. Tout d'abord par les témoignages que les victimes elles-mêmes, au prix d'un grand sacrifice personnel, ont eu le courage de donner. Ensuite par les rapports des chefs de la police; par les arrêts des juges militaires justifiant la torture, si elle était appliquée, comme moyen d'obtenir "la vérité" ; par les rapports de journalistes étrangers et d'avocats.

La question a été soulevée au Conseil de l'Europe par des députés des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, de Suède et de Norvège. En outre, *Amnesty International*, sur le rapport de sa mission envoyée en Turquie, révéla, le 12 décembre 1972, que la torture avait été pratiquée en Turquie et qu'il n'y avait pas de preuve qu'elle ait cessé. A la suite de ces accusations, le Commandant de la Loi Martiale à Istanbul, le général Faik Türün interdit non seulement les débats et publications sur la torture, mais interdit même, le 4 février 1973, d'employer le mot "torture".¹⁵¹

Procès illégaux

Les commandants de la loi martiale ont traduit tout le monde et n'importe qui devant les cours martiales sous le pré-

¹⁵⁰⁾ *Ibid.*

¹⁵¹⁾ *Cumhuriyet*, le 5 mai 1973

texte d'infractions qui ne constituaient pas légalement des crimes au moment où elles furent commises. On outre, ils ne se sont pas limités aux onze districts sous loi martiale, mais ont traduit devant les cours martiales dépendant de six quartiers généraux des milliers d'accusés pris dans tous les coins du pays.

Les procureurs militaires ont traduit 2.254 accusés pour 43 procès collectifs. 24 de ceux-ci inculquant 1.206 personnes avaient trait à des faits précédant l'instauration de la loi martiale.¹⁵²

De même, des centaines de personnes, y compris des professeurs d'université, des écrivains, des avocats, des enseignants, ont été amenés devant les cours militaires pour des causes à effet rétroactif.

Parmi ces accusés, il y avait aussi ceux qui furent condamnés pour avoir, par exemple, écrit une lettre personnelle à leur fiancée; pour avoir déposé des fleurs sur les tombes de quelques victimes et même pour avoir, en consolant leur fils condamné à mort, "insulté l'armée".¹⁵³

Les procureurs militaires requièrent des sentences de mort pour plus de 150 accusés, dont 25 furent condamnés à mort. Quatre sentences de mort furent approuvées par la Cour de Cassation militaire et trois militants de *l'Armée Populaire de Libération de Turquie (THKO)* furent exécutés le 6 mai 1972.

Les procureurs militaires et les juges ont utilisé les articles 141,142 et 146 du code pénal turc, copié, au cours des années 30, du code fasciste italien.

L'article 146 est relatif aux tentatives de renversement du présent régime constitutionnel; l'article 141 se rapporte à l'établissement d'organisations visant à renverser l'ordre social existant ou à réaliser la domination d'une classe sur les autres; l'article 142 est relatif à la propagande en faveur de la domination d'une classe sociale sur les autres.

152) *La Résistance démocratique de Turquie, Turkey On Torture*

153) *La Résistance démocratique de Turquie, File On Turkey*

Les sentences rendues par les cours militaires sont: peine de mort ou emprisonnement à vie selon l'article 146, emprisonnement jusqu'à 15 ans selon l'article 141 et emprisonnement jusqu'à 7,5 ans selon l'article 142.

La création et le fonctionnement des cours militaires n'était qu'un simulacre du principe même du juge naturel. En effet, la loi N° 1402 autorise la nomination des juges et procureurs militaires par le Ministère de la Défense Nationale, c'est-à-dire par le gouvernement lui-même. Les amendements de la constitution et le code militaire de procédure criminelle ont aussi complètement violé, dans les cours militaires, les droits de la défense. Voici comment:

Les procureurs et juges militaires étaient placés sous l'autorité directe des commandants militaires locaux. Ceux-ci étaient également autorisés à intervenir à tout moment dans l'enquête.

Les accusés, même civils, étaient considérés par la cour martiale comme personnel militaire et étaient jugés d'après le code militaire de procédure criminelle.

Des accusés ont été privés du droit de rejeter un juge militaire, même si celui-ci avait fait preuve de partialité.

Il était impossible d'informer l'opinion publique de la partialité d'un juge militaire, puisque celui-ci était autorisé à imposer la censure.

Si un accusé ou son avocat formulait, avec insistance, une objection, la cour militaire pouvait éloigner l'un ou l'autre ou même tous les deux de la salle d'audience, elle pouvait même arrêter l'avocat. Dans ce cas, le procès pouvait se poursuivre en l'absence de l'accusé et/ou de son avocat et le jugement pouvait être prononcé par défaut.

Les cours militaires étaient autorisées à limiter comme elles l'entendaient, le temps accordé à la défense.¹⁵⁴

Tous ces pouvoirs ont été utilisés par les cours militaires.

154) *Ibid.*

Une seule d'entre elles, la cour militaire N° 1 du Quartier Général de la loi martiale d'Istanbul, a essayé d'agir honnêtement et, malgré des ordres supérieurs, elle refusa de prononcer des sentences de mort contre les accusés de l'Affaire de THKO-Section d'Istanbul et de l'Affaire des jeunes officiers de la marine. A la suite de quoi, cette cour militaire fut immédiatement dissoute et ses juges militaires bannis.¹⁵⁵

Une constitution qui n'est plus "un luxe"

En fait, comme les accusés de l'Affaire du THKC l'ont souligné, c'était un paradoxe historique que, tandis que plus de 150 patriotes avaient été condamnés à la peine capitale et trois d'entre eux avaient déjà été exécutés¹⁵⁶ pour avoir "tenté de renverser le régime constitutionnel", les ailes militaire et parlementaire de ce régime fasciste aient elles-mêmes amendé par deux fois la constitution.¹⁵⁷

Le premier amendement de la constitution de 1961, entré en vigueur le 22 septembre 1971, avait reçu l'approbation de 357 membres du parlement. Même *le Parti Républicain du Peuple (CHP)*, de centre-gauche, avait déclaré le 19 août 1971, que le nouveau texte de la constitution assurerait, avec un minimum de sacrifices, la continuation de la démocratie en Turquie.¹⁵⁸

Quel est ce "minimum" de sacrifices?

a) L'amendement à l'article 11 constituait la base de toutes les autres limitations des libertés, des droits et des projets de loi destinés à assurer ces limitations:

"Les libertés et droits fondamentaux pouvaient être limités par la loi, en accord avec l'esprit et la lettre de la constitution,

155) *Cumhuriyet*, le 19 mai 1972

156) Voir: *Une guerre totale contre la Gauche*

157) En fait, la constitution de 1961 avait été amendée une fois avant le 12 mars 1971 dans le but de gracier les chefs du Parti Démocrate interdit.

158) *Cumhuriyet*, le 20 août 1971

pour assurer la protection de l'unité territoriale et nationale de l'Etat ou de la République, pour assurer la sécurité nationale et le bien-être public, les intérêts publics, pour sauvegarder la moralité et le bien-être de tous, de même que pour les raisons particulières indiquées dans d'autres articles de la constitution."

Le paragraphe suivant de l'article amendé, le plus important de tous, rendait impossible la formation d'organisations et de partis politiques, la publication de livres, ou toute autre activité politique basée sur "une distinction parmi les classes sociales". En d'autres termes, les dirigeants avaient une constitution excluant la gauche.

b) L'amendement de l'article 114 limitait l'autorité de Conseil d'Etat à la révision de décrets ou d'ordres d'exécution.

c) L'amendement à l'article 149 autorisait uniquement les partis politiques représentés au parlement ou ceux qui obtenaient au moins 10% des votes à une élection générale, à recourir à la Cour constitutionnelle pour l'annulation d'une loi.

Cet amendement résulte du fait que, au cours des 10 dernières années, le *Parti Ouvrier de Turquie (TIP)* - moins de 3% des votes - avait réussi, grâce à ses 15 députés, à faire annuler des centaines de lois anti-démocratiques.

d) Les amendements à l'article 138 accroissaient les attributions légales des tribunaux militaires et les autorisaient à juger des civils.

e) Les amendements aux articles 15,16, 22 et 29 autorisaient le corps administratif à dissoudre toutes espèces d'associations, à perquisitionner dans les maisons, à confisquer journaux et périodiques, à fouiller les personnes et à confisquer, sans aucun mandat de la Cour, leurs affaires et lettres personnelles.

f) L'amendement à l'article 30 prolongeait la période de détention à 48 heures pour les infractions commises par une seule personne et à 7 jours pour celles commises en commun par plusieurs personnes.

g) L'article 32, déclarant que nul ne pouvait être jugé par un tribunal extraordinaire ou spécial sans la décision de son juge naturel, avait été amendé par l'insertion d'une phrase déclarant qu'il n'existait dans la loi, aucun obstacle à l'établissement de cours spéciales.

h) L'amendement à l'article 46 enlevait aux fonctionnaires et enseignants, le droit de créer des syndicats. En outre, le droit des travailleurs de créer des syndicats pouvait être restreint pour la raison déjà mentionnée à l'article 11.

i) L'article 22, qui empêchait le pouvoir exécutif de limiter la liberté de presse, fut amendé pour le même motif.

j) L'amendement à l'article 29 autorisait le pouvoir exécutif à dissoudre sans aucun mandat, n'importe quelle organisation ou association.

k) Les amendements aux articles 120 et 121 supprimaient l'autonomie des universités et de la *Radiodiffusion et Télévision Turques (TRT)*.

l) L'amendement à l'article 124 rendait constitutionnels beaucoup d'articles de la loi N°1402 donnant autorité aux commandants de la loi martiale.¹⁵⁹

Mais les classes dirigeantes n'étaient cependant pas encore satisfaites de tous ces amendements, parce que deux articles de la loi N° 1402 autorisant d'une part le commandant militaire à maintenir toute personne en détention préventive pendant 30 jours, sans mandat d'arrêt de la cour, et autorisant d'autre part les cours militaires à juger des civils, même après la période de loi martiale, avaient été supprimés.

Par la suite, le gouvernement appuyé par l'armée apporta une seconde modification à la Constitution et le 15 février 1973, l'Assemblée Nationale adopta les amendements suivants:

a) amendement à l'article 30 étendant la période de détention à 15 jours,

¹⁵⁹) *La Résistance démocratique de Turquie, File on Turkey*

b) amendement à l'article 136, autorisant le pouvoir exécutif à créer des cours de sûreté de l'état,

c) amendement à l'article 138, autorisant les officiers de l'armée à exercer, pendant la période de guerre, toutes les fonctions de juges dans les tribunaux militaires et à annuler pour ces tribunaux l'obligation constitutionnelle d'être composés en majorité de juristes.

d) article provisoire 21 autorisant les cours martiales à continuer leurs activités même quand la période de loi martiale serait terminée.¹⁶⁰

Et suivant ces amendements, la Grande Assemblée Nationale adopta une série de projets de loi en accord avec la modification de la constitution.

De sorte que, même si la loi martiale avaient été levée dans une quelconque province, les tribunaux militaires auraient continué à juger des civils pour de prétendus "délits" commis avant ou pendant la période de la loi martiale.

D'autre part, à côté des tribunaux militaires, on créa des Cours de Sûreté de l'Etat. Ces tribunaux d'exception, nommés par le Conseil des Ministres, étaient autorisés à juger tout délit relatif aux articles 141, 142, 146, 158, 159, 311, 312 du code pénal turc et aussi aux syndicats, grèves, manifestations, associations et publications sous le prétexte de violation de l'unité territoriale et nationale de l'Etat ou de la République, de la sécurité nationale, de l'ordre public, de l'intérêt public, du bien-être et de la moralité de tous.¹⁶¹

Violation de la liberté de Presse

En corollaire à la loi martiale, tous les périodiques socialistes, *Ant*, *Aydinlik Sosyalist Dergi*, *Devrim*, *Emek*, *Proleter*,

¹⁶⁰) *La Résistance démocratique de Turquie, Turkey On Torture*

¹⁶¹) *Yeni Ortam et Cumhuriyet; le 11 mai 1973*

Devrimci Aydinlik, Isçi Köylü, Türkiye Solu et *Kurtulus* furent interdits. D'autre part, durant les 28 mois de la loi martiale, plus de 30 journaux, périodiques ont été fermés pour une certaine période.

Le nombre de journalistes, écrivains, traducteurs, éditeurs et artistes détenus, arrêtés ou condamnés en deux ans par des cours civiles ou militaires atteignit 170.¹⁶²

Les articles 142, 158, 159 et 312 concernant la “propagande communiste”, “la diffamation du Président de la République, du gouvernement, de l’armée ou de la police”, “l’incitation d’une classe sociale contre une autre” ont été invoqués très fréquemment. La peine de prison pour la publication d’un classique de la pensée marxiste était d’au moins 7,5 ans et 2,5 ans d’exil.

Par exemple l’éditeur Süleyman Ege, pour avoir publié quatre livres fut condamné à un total de 30 ans d’emprisonnement et 12 ans d’exil. Au début, il fut même enchaîné en prison. L’éditeur Muzaffer Erdost fut condamné à 22,5 ans d’emprisonnement et 7,5 ans d’exil pour avoir publié trois livres; l’éditeur Osman Saffet Arolat à 15 ans d’emprisonnement et 5 ans d’exil pour avoir publié deux articles; l’éditeur Vahap Erdogdu à 15 ans d’emprisonnement pour deux articles; le traducteur Abdullah Nefes à 7,5 ans d’emprisonnement pour avoir traduit un livre; l’éditeur Yasar Uçar à 7,5 ans d’emprisonnement pour avoir publié une conférence.

Outre ces détentions et condamnations, les autorités de la loi martiale interdirent tous les films et pièces de théâtre qu’ils considéraient comme visant à “discréditer le gouvernement” ou à “renverser les institutions fondamentales” ou à “inciter à la rébellion”. Les autorités annoncèrent aussi que toute personne vendant un livre interdit serait détenue et punie. A la suite de cela, les forces de sécurité lancèrent une chasse aux

162) *La Résistance démocratique de Turquie, Turkey On Torture*

livres, interdits ou non. Les libraires, par crainte d'être arrêtés, renvoyèrent aux maisons d'édition tous les livres de gauche et quelques intellectuels furent obligés de brûler leurs propres livres. Le quartier général de la loi martiale publiait, de temps en temps, des listes de livres interdits.

Parmi les livres confisqués, se trouvaient *l'Espoir* d'André Malraux; *la Théorie de la Relativité* d'Einstein; un livre sur l'histoire ottomane, kurde et perse, *Serefname*, écrit il y a 350 ans et des livres devenus classiques de Marx, Engels, Lénine et autres penseurs socialistes.¹⁶³

Les 28 juillet 1972, quelques 3000 policiers, sur décision du Quartier Général de la loi martiale d'Istanbul firent des descentes dans 30 maisons d'édition de la ville et confisquèrent environ un demi-million d'exemplaires.

Le 28 janvier 1973, le même Quartier Général décida de détruire tous les livres confisqués en les envoyant comme matière première à la papeterie SEKA dans la province d'Izmit.

Les autorités de la loi martiale obligèrent également de nombreux théâtres à cesser les représentations de quelques pièces telles que *le Procès de la Havane* de Hans Magnus Enzensberger ou la pièce de Peter Weiss sur le colonialisme portugais, sous prétexte qu'elles "incitaient le peuple à la rébellion".

Tandis que *Yilmaz Güney*, très célèbre réalisateur et vedette de cinéma de Turquie accusé de "soutenir les guérillas urbaines" était dans une prison militaire, son film *Baba* (Père) obtint le premier prix au Festival d'Adana. Dès le lendemain, le commandant militaire d'Adana força les membres du jury à modifier leur choix et à retirer le prix à Yilmaz Güney.

En outre, le gouvernement déposa un projet de loi autorisant le pouvoir exécutif à proscrire la réalisation de tout film ou d'empêcher sa projection et cette loi fut promulguée par le parlement, le 5 octobre 1972.

¹⁶³) *Ibid*

Avec l'amendement de la loi relative aux "devoirs et autorités de la police", les forces de police eurent l'autorisation de fermer tout théâtre ou cinéma, de faire des descentes dans les bureaux des journaux et les maisons d'éditions, sans mandat du tribunal. Les autorités administratives purent confisquer toute publication et censurer toute correspondance.

L'autonomie de *la Radiodiffusion et Télévision Turque (TRT)* fut abolie par un amendement de la loi spéciale et de la constitution. Qui plus est, un général de l'armée fut nommé à la tête de la TRT qui entreprit une propagande réactionnaire.¹⁶⁴

Pressions sur le mouvement syndical et la paysannerie

Juste au début du régime répressif, le Président de *l'Association des Industriels et Hommes d'Affaires Turcs (TUSIAD)* imposa aux dirigeants politiques une nouvelle revendication: "Maintenant que nous sommes sur le point d'entrer dans le Marché Commun, nos deux forces doivent travailler ensemble en vue d'accroître nos exportations et la productivité de notre industrie. La concurrence au sein du Marché Commun posera aussi le problème du salaire des ouvriers. Celui-ci ne doit pas mettre en danger l'industrie turque en la rendant moins compétitive."¹⁶⁵

Cette exigence a été strictement appliquée par les militaires et, alors qu'avant 1971 il y avait en moyenne 600 grèves par an, ce nombre tomba à 78 en 1971 et à 18 en 1972. Le nombre des grévistes tomba de 21.150 en 1970 à 8.456 en 1971 et 4.463 en 1972.¹⁶⁶

D'autre part, le salaire minimum officiel fut fixé entre 22 et 25 LT (1,5\$) par jour en 1972.¹⁶⁷ Cela signifiait seulement 13%

164) Centre d'Information Pour l'Expression de la Solidarité avec le Peuple Turc (CIESPT), *Turquie-Dossier Spécial*, le 2 juin 1973

165) *Milliyet* le 23 août 1971

166) *Cumhuriyet*, le 12 janvier 1973

167) *Cumhuriyet*, le 21 octobre 1972

d'augmentation par rapport aux minimums de salaire précédents, fixés quatre ans auparavant, alors que, comme résultat de la politique inflationniste du gouvernement, le coût de la vie monta de 144 en avril 1970 à 197 en décembre 1971 (index 100 en 1963).¹⁶⁸

Le Ministre du Travail amenda les lois sur les syndicats et les conventions collectives dans le but d'imposer un arbitrage obligatoire limitant le droit de grève.¹⁶⁹

Le chômage avait atteint un niveau très élevé: on déclarait officiellement que 18% de la population laborieuse était en chômage et que 960.182 travailleurs attendaient l'autorisation de pouvoir émigrer vers l'Europe.¹⁷⁰

Au lieu de créer de nouveaux secteurs d'emploi dans le pays, le gouvernement pratiqua une politique d'"exportation de main d'œuvre" (dont il était très fier) et l'objectif officiel du "taux d'exportation" était fixé à 100.000 travailleurs par an. Au début de 1973, le nombre de travailleurs qui avaient obtenu du travail en Europe par la voie officielle, était de 650.000, dont 34% étaient des ouvriers qualifiés. Avec les membres de leur famille, ce nombre officiel atteignait un million. Mais le nombre d'émigrés était nettement supérieur au million si on tenait compte de tous ceux qui partirent sans contrat officiel ni permis de travail et ceux qui quittèrent le pays clandestinement.

Ces ouvriers étaient exploités: leurs salaires étaient plus bas que ceux des ouvriers du pays dans lequel ils travaillaient, 4.800.000.000 DM de leurs revenus étaient dépensés en Allemagne. Ils envoyaient chaque année 2 milliards de DM en Turquie, alors que, pour ce pays, le revenu des exportations annuelles ne s'élevait qu'à 1.500 millions DM.¹⁷¹

Le gouvernement tenta aussi de restreindre les droits sociaux de la classe ouvrière: *l'Institution de la Sécurité Sociale*

168) OECD, *op.cit.*

169) Cumhuriyet, le 25 février 1973

170) Cumhuriyet, le 3 janvier 1973

171) Cumhuriyet, le 17 octobre 1972

(SSK) révéla un nouveau projet: celui d'élever l'âge de la pension de 55 à 60 ans pour les hommes et de 50 à 55 ans pour les femmes. Il faut rappeler ici que l'espérance de vie en Turquie était de 52,5 ans pour les hommes et de 56,3 ans pour les femmes.¹⁷²

Parallèlement à une capitalisation rapide, la paysannerie pauvre fut confrontée au danger de la paupérisation.

En outre, un demi-million de paysans pauvres furent privés de leur unique source de revenus par l'interdiction de la culture du pavot (opium), sous la pression des Etats-Unis qui eux-mêmes encourageaient cette culture en Indochine. Par cette interdiction, la Turquie perdait annuellement 6 milliards LT (400 millions de dollars). Les Etats-Unis promirent une indemnité mais celle-ci ne compensa que le douzième de la perte.¹⁷³

Au lieu de réaliser une réforme agraire radicale et d'ouvrir de nouveaux secteurs d'emploi dans l'industrie, le gouvernement présenta un nouveau projet de loi visant à infliger des peines sévères aux paysans qui occuperaient les terres des grands propriétaires.

C'était pourtant la seule solution pour les masses paysannes affamées. Au cours de ces occupations de terres, deux paysans furent tués par balles par la gendarmerie.

Pressions sur les universités et les enseignants

Après la proclamation de la loi martiale, les universités et les enseignants ont été soumis à toutes sortes de mesures de répression. Des enseignants ont été arrêtés par groupes nombreux. Par exemple, Cetin Yilmaz, membre du parlement révéla le 4 octobre 1972 que, durant la période de *l'opération massue*, 3500 enseignants avaient été détenus, mais que beaucoup d'entre eux avaient été relâchés après quelques jours ou une semaine. Des

172) *Cumhuriyet*, le 12 juillet 1972

173) *Cumhuriyet*, le 2 février 1973

centaines d'entre eux furent traduits devant les tribunaux militaires pour des procès collectifs et condamnés en vertu de l'article 142 à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 15 ans.

Conformément à l'amendement de la constitution de 1961, les enseignants comme tous les autres fonctionnaires, avaient été privés du droit de former des syndicats. *Le Syndicat des Enseignants de Turquie* (TÖS) regroupant 100.000 membres fut donc dissous. De plus, les dirigeants du TÖS furent condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement. Cependant, dans les limites de l'article 119 de la constitution, les enseignants formèrent immédiatement après, une association du nom de TÖB-DER, visant à "protéger et améliorer leurs intérêts en ce qui concerne leur profession." Cette association n'avait pas le droit de conclure des conventions collectives ni de se mettre en grève, deux moyens nécessaires pour protéger et améliorer le statut économique et social de ses affiliés. En outre, le gouvernement n'accueillait pas favorablement non plus ce genre d'associations et le Premier Ministre Ferit Melen déclara au Parlement, le 25 septembre 1972, que la lutte la plus importante contre le communisme débiterait dans le domaine de l'éducation et qu'il liquiderait tous les enseignants de gauche, en promulguant une nouvelle loi.¹⁷⁴

D'autre part, à travers la Turquie, les groupes de droite, tolérés et même soutenus par les autorités, avaient intensifié leurs attaques contre les enseignants progressistes. Beaucoup d'entre eux furent frappés brutalement et obligés de quitter leur poste.¹⁷⁵

Comme conséquence de ces pressions économiques, politiques et administratives, environ 10.000 enseignants furent contraints de quitter la Turquie et de s'engager à l'étranger comme ouvriers.¹⁷⁶ Par ailleurs, le Ministre de l'Education Nationale

174) *Cumhuriyet*, le 26 septembre 1972

175) *CIESPT, Turquie*, le 21-27 mai 1973

176) *Le chiffre est donné par le Ministre du Travail Atilla Sav le 26 octobre 1971*

Özbek, lui-même, révéla le 26 août 1972, qu'il manquait 17.000 professeurs d'école secondaire.¹⁷⁷ En outre, 13.000 villages étaient toujours privés d'écoles primaires et 2,5 millions d'enfants en âge d'école primaire ne pouvaient pas fréquenter d'école. La moitié de la population était encore analphabète.¹⁷⁸

Un autre coup porté aux membres du corps enseignant fut l'abrogation de l'autonomie de l'université. L'amendement à l'article 120 de la constitution plaçait les universités sous le contrôle rigoureux du pouvoir exécutif.

En outre, le parlement a élaboré une nouvelle loi universitaire permettant d'exercer de nombreuses restrictions. Au parlement, pendant le débat sur cette loi, un député, Kadri Erokan (*Parti Démocratique*) alla même plus loin en demandant: "Cela vaut-il la peine de combattre des enfants âgés de 20 ans pour vaincre l'anarchie? Envoyons 25 à 30 professeurs d'université à la potence et tout sera fini."¹⁷⁹

Des centaines de professeurs d'université et d'assistants avaient déjà été envoyés, non à la potence, mais dans les prisons militaires et devant des tribunaux militaires.¹⁸⁰ Par exemple, le professeur Mümtaz Sosyal, doyen de la Faculté des Sciences Politiques, fut condamné à 6 ans et 8 mois d'emprisonnement; le Professeur Ugur Alacakaptan, doyen de la Faculté de Droit d'Ankara, à 6 ans et 3 mois d'emprisonnement; le Dr. Ismail Besikçi, assistant à la Faculté de Sciences Politiques, à 13 ans d'emprisonnement. Ils furent condamnés par des tribunaux militaires à cause de leurs livres, articles ou cours.¹⁸¹

Ce sont les étudiants d'universités qui ont été le plus brutalement frappés par la loi martiale. Des milliers d'étudiants ont été détenus sous l'inculpation d'avoir été "impliqués dans

177) *Cumhuriyet*, le 27 août 1972

178) *La Résistance démocratique de Turquie, File on Turkey*

179) *Cumhuriyet*, le 22 février 1973

180) *La Résistance démocratique de Turquie, Turkey On Torture*

181) *Ibid*

des activités terroristes” et condamnés à des sentences de mort ou d’emprisonnement à vie.

Les autorités militaires ont supprimé les organisations de jeunesse tels que *la Fédération de la Jeunesse Progressiste de Turquie (Dev-Genç)* et *la Fédération des Associations de la Démocratie Sociale (SDDF)*.

Par l’amendement de la loi sur les associations, plus d’une centaine d’associations d’étudiants furent automatiquement supprimées en décembre 1972. La jeunesse universitaire fut privée de moyens de défendre leurs droits et de lutter pour une vie meilleure sur le plan de l’enseignement.

Discriminations à l’égard du peuple kurde

Quoiqu’une vaste terreur ait toujours été ressentie par le peuple kurde depuis la proclamation de la République, après l’établissement de la loi martiale, l’action répressive contre lui s’est transformée en brutalité ouverte. Dans le sud-est de l’Anatolie, le gouvernement imposa la loi martiale à Diyarbakir, Siirt et Hatay où vivaient des Kurdes. Les commandants de la loi martiale de ces provinces ne se limitèrent pas à ces trois zones administratives, mais appliquèrent des mesures répressives à travers tout l’est et le sud-est de l’Anatolie où vivaient majoritairement des Kurdes.

Les 27 avril 1971, premier jour d’entrée en vigueur de la loi martiale, le Quartier Général de la loi martiale d’Ankara interdit *l’Organisation Culturelle Progressiste de l’Anatolie Orientale (DDKO)* et, en une succession rapide, d’autres commandants de loi martiale prirent des mesures similaires, interdisant les sections locales du DDKO.

Le 1^{er} mai 1973, le Premier Ministre Erim déclara: “Nous n’acceptons comme vivant en Turquie aucune autre nationalité que turque. Nous considérons qu’il n’y a qu’une seule

nation en Turquie: la nation turque. Tous les citoyens vivant dans les différentes parties du pays sont satisfaits d'être turcs."¹⁸²

Plus tard, une campagne d'arrestations massives fut déclenchée contre les dirigeants et intellectuels kurdes, des centaines d'entre eux passèrent devant les cours militaires du Quartier Général de Diyarbakir et furent condamnés à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 20 ans."¹⁸³

Le 20 juillet 1971, la Cour constitutionnelle interdit *le Parti Ouvrier de Turquie (TIP)* parce qu'il avait voté une résolution sur les droits démocratiques du peuple kurde.¹⁸⁴

La décision prise à l'unanimité par la Cour constitutionnelle montrait que, même cette cour supérieure qui parfois avait pris position contre certaines pratiques du pouvoir militaire, était entièrement dominée par les préjugés chauvins.

Les autorités militaires n'ont jamais révélé le nombre réel de détenus. La publication de renseignements sur les arrestations et les procès dans cette région avait été interdite par les autorités.

Mais les deux communiqués suivants publiés par hasard dans les quotidiens, révélèrent suffisamment la gravité des répressions auxquelles le peuple kurde était soumis:

"Burhan Tan, de Siirt, fut arrêté par le Quartier Général de Diyarbakir parce qu'il était en possession d'un disque de chants populaires kurdes."¹⁸⁵

"Le chanteur populaire Ramazan Karagöz fut arrêté par le Quartier Général de Diyarbakir, parce qu'il avait chanté un chant populaire kurde dans un casino de Diyarbakir."¹⁸⁶

L'objectif principal de la répression exercée sous la loi martiale était la classe ouvrière et le mouvement socialiste.

182) *Milliyet*, le 2 mai 1971

183) *Milliyet*, le 13 décembre 1972

184) *Tercuman*, le 21 juillet 1971æ

185) *Cumhuriyet*, le 22 août 1971

186) *Cumhuriyet*, le 29 août 1971

L'attitude des classes dirigeantes et de leurs fantoches militaires et "parlementaires" à l'égard du mouvement socialiste a surpassé l'hystérie maccarthyste qui sévit naguère aux Etats-Unis.



Le Kurdistan: Toujours sous la répression sanglante de l'Etat



La façade

Quoique la Turquie ait signé *la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* et *la Convention Européenne sur la Protection des Droits de l'Homme*, les droits fondamentaux et les libertés ont été constamment violés soit par l'aile "parlementaire", soit par l'aile militaire de son régime fasciste.

Il est très surprenant que, malgré ces violations des droits de l'Homme en Turquie, les organismes internationaux tels que le Conseil de l'Europe et la CEE, qui reconnaissaient ces droits comme leur "raison d'être", n'aient jamais adopté aucune mesure effective contre le régime fasciste de Turquie.

En rappelant le fait que la Grèce avait été exclue du Conseil de l'Europe et que ses relations avec la CEE avaient été gelées à cause de son régime militaire, l'attitude modérée à l'égard du régime fasciste de Turquie semblait plus compliquée.

Bien qu'une poignée de députés socialistes tels que Pieter Dankert (Pays-Bas), Frank Judd, George Darling, Michael Stewart (Grande-Bretagne), Liv Aasen (Norvège), Kaj Björk (Suède) aient soulevé très souvent la question au Conseil de l'Europe, la majorité des représentants au Conseil se sont retranchés derrière les arguments suivants:

"Le problème du Conseil (s'il y en a un) serait de découvrir si oui ou non il y a des gens désirant exclure la Turquie comme fut exclue la Grèce. La Turquie étant une jeune démocratie, elle a des difficultés à maintenir cette position et on ne

peut demander qu'une jeune démocratie se conduise de la même manière que la Norvège, la Suède ou la Suisse."¹⁸⁷

"Dans toutes les conversations que nous avons eues à Ankara avec des dirigeants politiques, nous avons été frappés par le fait que pratiquement tout le monde pense que l'intervention des chefs de l'armée était nécessaire. On souligne unanimement que la constitution doit continuer à être appliquée normalement et qu'une autorité civile, appuyée par le parlement, doit triompher de la crise nationale."¹⁸⁸

Il était très clair que tous les défenseurs du régime fasciste en Turquie se servaient d'une façade pour tromper, à la fois eux-mêmes et l'opinion publique internationale.

Cette façade, c'était l'existence d'un parlement en Turquie.

Selon l'argument adopté par la majorité des membres du Conseil de l'Europe, tant qu'un parlement existait dans un pays, la démocratie existait aussi. Si les chefs de l'armée étaient intervenus dans la politique, c'est parce que c'était nécessaire pour protéger la jeune démocratie.

Cette attitude se refléta aussi dans la décision prise par le Comité des Affaires Politiques au Conseil de l'Europe le 5 juillet 1973 à Florence.

Considérant la violation des droits de l'Homme en Turquie, vingt députés des différents pays apportèrent une motion demandant la formation d'un sous-comité chargé d'enquêter au sujet des allégations.¹⁸⁹

187) Extrait du discours de M. Réverdin, représentant de la Suisse au Conseil d'Europe, quinzième séance de l'Assemblée Consultative, le 23 octobre 1972

188) "Les notes sur la situation en Turquie" par N. Leynen, représentant de la Belgique au Conseil d'Europe et rapporteur du Comité des affaires Politique à la suite de sa visite en Turquie du 20 au 25 avril 1972.

189) Les constatations de la mission privée de M. Pieter Dankert entre le 28 février et le 10 mars 1973: "Malgré les déclarations du gouvernement de Turquie, je n'ai pas le moindre doute que la torture a été appliquée à une grande échelle". Et les constatations du Professeur Noll, lors de la mission de la Commission Internationale des Juristes en Turquie entre le 27 février et le 6 mars 1973: "La

Le Comité Permanent du Conseil de l'Europe transmet cette motion au Comité des Affaires Politiques et ce comité décida de la formation d'un sous-comité pour la Turquie le 18 mai 1973 à Strasbourg. Mais le rapporteur Fitzroy Maclean (Grande-Bretagne) chargé de préparer la procédure du sous-comité, apporta à la réunion de Florence un rapport déclarant que la Turquie aurait déjà des élections générales le 14 octobre 1973 et que ce fait positif serait mis en danger si un sous-comité était formé. Sur cet avis, le Comité des Affaires Politiques renonça à la formation du sous-comité et décida de former un groupe chargé d'observer si les droits de l'Homme étaient respectés dans chacun des pays membres, sans mentionner le nom de la Turquie. Bien qu'il fût officiellement établi que la situation de la Turquie serait examinée dans le cadre d'un examen général, il était très clair que c'était une astuce utilisée par la majorité dans le but d'éviter une enquête spéciale sur la violation des droits de l'Homme en Turquie.

Ainsi le Conseil de l'Europe trahit ouvertement sa "raison d'être". En effet, aucun pays membre, conformément à la convention, n'avait le droit de torturer et de faire des procès rétroactifs, même si "un état d'urgence menaçant la vie de la nation" existait.

Tandis que se tenait à Florence la réunion du Comité des Affaires Politiques, de nombreux procès rétroactifs passaient encore devant les tribunaux militaires et de nouveaux témoignages montrant que la torture était encore appliquée aux prisonniers politiques parfois jusqu'à la mort, furent soumis aux membres du Comité des Affaires Politiques. Pourtant, la majorité ne les prit

force publique, les services secrets de la police militaire ont torturé beaucoup de personnes, spécialement les étudiants et les jeunes gens." D'autre part, après le rapport de la mission de Muir Hunter en Turquie, Amnesty International manifeste le 16 décembre 1972: "Nous nous sommes assurés que la torture fut appliquée en Turquie et il n'y a aucune évidence qu'elle ait diminué". De plus, l'Association Internationale des Juristes Démocrates et l'Assemblée Mondiale de la Jeunesse ont manifesté leurs opinions disant que les droits de l'Homme fondamentaux avaient été violés en Turquie et que le Conseil de l'Europe devait prendre les mesures nécessaires.

pas en considération et adopta une attitude favorable au régime fasciste,¹⁹⁰ caché sous une façade parlementaire.

Que signifie le parlement en Turquie?

Que signifie une “jeune démocratie” et une “élection générale”?

Comme il a été expliqué dans l’aperçu historique, si le modèle est une “démocratie” sans la gauche et un “parlement” sans la gauche, l’expérience “du parlement et de démocratie” en Turquie remonte à 1870. Dans ce cas, il n’est pas possible de parler d’une “jeune démocratie” et d’utiliser cette expression comme excuse dans la comparaison avec les démocraties de Norvège, Suède et Suisse.

Mais si le modèle est une démocratie et un parlement incluant une gauche, il est vrai que la démocratie en Turquie est très jeune. Dans ce cas, puisque le seul parti de gauche a été interdit et que toutes les possibilités de former un nouveau parti socialiste ont été suspendues par les amendements de la constitution, personne n’a le droit d’affirmer l’existence de la démocratie en Turquie, parce que la jeune démocratie a été étranglée, annihilée.

Qui plus est, c’est le parlement lui-même qui a commencé à étrangler la démocratie.

Après que la constitution de 1961 fût entrée en vigueur, pour la première fois dans l’histoire de Turquie, un parti de gauche, *le Parti Ouvrier de Turquie (TIP)* a pu se développer légalement et obtenir 15 sièges au parlement. Cependant, la coalition entre la bourgeoisie collaboratrice et les grand propriétaires fonciers, qui dominait l’économie du pays, reprit le pouvoir au cours de ces mêmes élections et obtint une majorité écrasante pour *le Parti de la Justice (AP)*. L’un des objectifs principaux de l’AP était de modifier la constitution de 1961 et d’éliminer l’opposition de gauche. Et, comme nous l’avons vu, au 12 mars 1971, le pouvoir de la bourgeoisie collaboratrice avait parcouru déjà une

190) CIESPT, *Turquie, le 16 avril - 1er juillet 1973*, N°5-15

grande distance vers cet objectif. Les réunions du TIP et d'autres organisations de gauche eurent à subir les raids de la police et les attaques des gangs de droite tolérés par le gouvernement. Les députés AP allèrent même jusqu'à frapper des parlementaires socialistes dans les salles de réunion de l'Assemblée Nationale. L'immunité parlementaire des députés socialistes fut suspendue. Malgré ces pressions, le TIP réussit à soumettre au parlement un grand nombre de problèmes sociaux et économiques. A la suite d'interpellations du TIP, de nombreuses lois inconstitutionnelles furent annulées par la Cour constitutionnelle.

Par conséquent, la loi électorale fut modifiée et *le Parti Ouvrier de Turquie* perdit ses 13 sièges aux élections de 1969. Il lui devint impossible d'agir comme parti politique et de faire entendre sa voix au parlement.

Pour comprendre la structure et le fonctionnement de cette façade qu'est le parlement turc, il faut analyser les facteurs qui influent sur les élections.

Bien que la Constitution établisse que "tous les citoyens ont le droit d'élire et d'être élus, conformément aux conditions prévues par la loi", dans la situation actuelle, ces droits ne sont que théoriques:

1. En Turquie, presque 50% de la population est analphabète; ces gens ne savent même pas signer et s'identifient seulement par leurs empreintes digitales. Ils sont incapables de lire les informations au sujet des différents partis politiques et, par suite, de se faire une opinion et de choisir librement entre les candidats.

2. En réalité, depuis qu'une répression furieuse et brutale contre les groupes de gauche est devenue l'usage courant des autorités locales et des bandes de droite, surtout dans les petites villes et villages d'Anatolie, il n'y a aucune chance d'atteindre le peuple et de lui présenter le point de vue de la gauche. D'autre part, dans cette même Anatolie, plus de 40.000 mosquées opèrent comme centres de propagande pour les partis de droite.

3. En Anatolie, les paysans dépendent économiquement des usuriers, des propriétaires fonciers et des marchands. Ils sont forcés de voter pour les partis ou les candidats imposés par ceux-ci.

4. En fait, être élu au parlement est une question d'argent en Turquie. Pour participer aux élections primaires, un candidat doit apporter à son parti au moins 5.000 LT (l'équivalent du revenu national annuel par tête). Seul le TIP fait exception à cette pratique. Une campagne électorale coûtant près de 100.000 LT est nécessaire aux candidats pour devenir députés.

Dans ces conditions, seuls les représentants des classes dirigeantes arrivent à entrer au parlement.¹⁹¹

Le tableau suivant montre la structure de classe des candidats nommés par les partis de gauche, du centre et de la droite aux élections de 1969.¹⁹²

GAUCHE: Seul le *Parti Ouvrier de Turquie (TIP)*. Il fut interdit après l'intervention du 12 mars 1971.

CENTRE: *Le Parti Républicain du Peuple (CHP)* et *le Parti d'Union (BP)*

DROITE: *Le Parti de la Justice (AP)*, *le Parti d'Action Nationaliste (MHP)*, *le Parti de la Confiance (GP)*, *le Parti de la Nouvelle Turquie (YTP)* et *le Parti de la Nation (MP)*.

<i>Situation sociale des candidats</i>	<i>Gauche</i>	<i>(%)</i>	<i>Centre</i>	<i>(%)</i>	<i>Droite</i>	<i>(%)</i>
<i>Hommes d'affaires</i>	---	---	129	18	577	27
<i>Ouvriers</i>	117	26	13	1.8	27	1.3
<i>Grands propriétaires fonciers</i>	1	0.2	80	11	175	8.2
<i>Paysans pauvres</i>	63	14	---	---	3	0.1
<i>Professions libérales</i>	39	8.1	298	41	655	31
<i>Artisans</i>	149	33.1	14	1.8	51	2.3
<i>Fonctionnaires</i>	52	11	93	13	340	15
<i>Dirigeants syndicaux</i>	22	4.9	14	1.8	52	2.3
<i>Anciens députés</i>	7	1.5	72	10	256	11.5

191) *La Résistance démocratique de Turquie, File on Turkey*

192) *Ant (hebdomadaire)*, le 7 octobre 1969, N°145, p.5

Aux élections de 1969, la droite obtint 61,64% des voix, le centre 30% et la gauche 2,54%. Ce tableau montre clairement que malgré les stipulations de la constitution et vu les facteurs mentionnés ci-dessus, les élections favorisaient toujours la classe dirigeante.

A la suite de la dissolution du TIP et de quelques déplacements et regroupements entre certains partis de droite, la composition de la Grande Assemblée Nationale changea comme suit:

DROITE: 316 députés – Le Parti de la Justice (AP) 226, le Parti Républicain de la Confiance (CGP) 44, le Parti Démocratique (DP) 41, le Parti de la Nation (MP) 4, le Parti d'Action Nationaliste (MHP) 1.

CENTRE: 98 députés – Le Parti Républicain du Peuple (CHP) 96, le Parti de l'Union de Turquie (TBP) 2.

A l'Assemblée Nationale, il y a aussi 19 députés indépendants dont la majorité se range aux côtés de la droite.

C'est le même parlement qui n'avait pas réagi contre l'ultimatum du 12 mars demandant la démission du gouvernement; qui avait lui-même voté la confiance à un gouvernement appuyé sur l'armée; qui avait approuvé à l'unanimité la proclamation de la loi martiale et qui l'avait prolongée de douze fois le temps prévu; qui avait amendé par deux fois la constitution et qui avait approuvé les sentences de morts de trois patriotes.

Il n'est pas possible d'expliquer cette attitude comme résultant de quelque "sacrifice" fait en vue de maintenir la "jeune démocratie". Le parlement de Turquie, dans sa composition actuelle, est celui de deux ailes du pouvoir fasciste. L'aile parlementaire et l'aile militaire sont utilisées soit ensemble, soit à tour de rôle par l'impérialisme et ses collaborateurs locaux. Il faut rappeler que, au cours de 60 dernières années, la loi martiale a été proclamée dix fois et Istanbul a passé 30 ans et 3 mois sous cette loi.¹⁹³

193) Basé sur l'aperçu donné par le quotidien *Tercuman*, le 28 avril 1971

Même lorsque l'aile militaire est au pouvoir, le parlement est cependant maintenu en vue de donner l'impression que le régime parlementaire existe encore en Turquie.

Tous les faits apparemment contradictoires de ces derniers temps, tels que les élections présidentielles, la formation d'un gouvernement "parlementaire" et les élections générales, doivent être considérés dans le cadre de cette structure.

Au moment de l'intervention du 12 mars, l'impérialisme et ses collaborateurs locaux avaient besoin d'un pouvoir fort et l'aile parlementaire se rendait bien compte du fait qu'elle-même était incapable de satisfaire les demandes du capital financier et de vaincre le mouvement anti-impérialiste et socialiste grandissant. C'est pourquoi le parlement accepta d'être placé dans une situation subalterne et d'agir comme une machine de ratification.

Mais après l'écrasement des forces de gauche et la réalisation de quelques mesures de stabilisation demandées par le capital financier, ce fut à nouveau le tour de l'aile "parlementaire".

Même les dirigeants de l'aile centre-gauche du *Parti Républicain du Peuple (CHP)* n'hésitèrent pas à soutenir les amendements à la constitution de 1961.

Cependant Bülent Ecevit, Secrétaire Général à l'époque, s'était opposé à la formation d'un gouvernement dont Nihat Erim serait Premier Ministre, mais son opposition n'avait que des raisons personnelles: Nihat Erim était l'un de ses principaux adversaires dans le parti. Mais İnönü, le dirigeant du CHP, soutint la nomination de Nihat Erim et, comme conséquence de cette contradiction, Ecevit fut obligé d'abandonner son poste dans le parti. Bien que jouissant de l'immunité parlementaire, Ecevit, après sa démission préféra se taire au sujet de la répression exercée par le gouvernement appuyé par l'armée et il soutint même les amendements à la constitution de 1961.

Après avoir établi un régime répressif, la grande bourgeoisie, pour créer un puissant pouvoir politique consultatif,

forma l'Association des Industriels et Hommes d'Affaires Turcs (Türk Sanayicileri ve Isadamlari Dernegi). Le 2 août 1971, elle publia un communiqué déclarant que les grands capitalistes faisaient appel au gouvernement pour qu'il soutienne le secteur privé et suggéraient plusieurs mesures nouvelles favorisant le grand capital. Ils menacèrent aussi de diminuer leur publicité dans les périodiques si ceux-ci suivaient une politique contre les intérêts du secteur privé.¹⁹⁴

Jusqu'à la modification de la constitution et l'établissement des mesures répressives contre la gauche, toutes les classes dirigeantes et les politiciens au sein du parlement, à l'exception de quelques députés indépendants, s'unirent autour de la grande bourgeoisie et soutinrent toutes les actions exécutées par les Forces Armées.

En octobre 1971, immédiatement après la modification de la constitution de 1961, quand le gouvernement appuyé par l'armée introduisit le "projet de réforme agraire" visant à effectuer un transfert de capital du secteur agricole au secteur industriel, les représentants des propriétaires fonciers dans les partis politiques réagirent immédiatement. En outre, plusieurs mesures qui, à long terme, devaient être bénéfiques à la bourgeoisie industrielle de Turquie dans le processus d'intégration dans la CEE, parurent à court terme peu pratiques et peu rentables à la bourgeoisie commerçante qui transmit ses craintes au parlement et au Président de la République.¹⁹⁵

Comme ils n'étaient pas soutenus par les masses populaires, les généraux craignirent de perdre également l'appui des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie commerçante et n'osèrent pas soutenir les ministres "radicaux" qui avaient préparé le projet de réforme agraire et d'autres mesures économiques dans le sens voulu par l'intervention du 12 mars. Ils

194) *Cumhuriyet* le 2 août 1971; *Milliyet* le 23 août 1971

195) *Cumhuriyet*, le 3 août 1971

démissionnèrent et Erim, le Premier Ministre, forma son second cabinet pour plaire à la fois aux propriétaires fonciers et à la bourgeoisie commerçante.

Une des premières décisions du second gouvernement fut de retirer le “projet de réforme agraire” sous prétexte d’en élaborer un autre, plus réaliste, et d’annuler quelques mesures mettant des restrictions au commerce extérieur et aux formalités de crédit.

Ceci fut le premier succès de l’aile parlementaire remplaçant le pouvoir militaire. Dans le but d’assurer une représentation aux différents groupes dirigeants, le second gouvernement Erim fut formé de parlementaires au lieu de technocrates et de bureaucrates.

Süleyman Demirel, que les militaires avaient forcé à démissionner, retrouva son prestige. Pendant cinq mois, il avait réussi, attendant dans l’ombre, à exploiter les contradictions traditionnelles entre les classes laborieuses et les cadres bureaucratiques. Il ne négligea cependant pas de faire remarquer que la détérioration des conditions économiques et sociales résultait d’une intervention bureaucratique. Quand les contradictions internes entre les classes dirigeantes réapparurent et que l’agitation des masses populaires se renforça, Demirel commença à parler avec beaucoup d’insolence. Sur ce, le Premier Ministre Erim tenta d’accuser Demirel de détournement en faveur de ses frères. Les polémiques se développèrent entre Erim et Demirel. Ce dernier réussit à gagner la sympathie des masses et à établir son autorité indéniable au sein du Parti de la Justice.

L’aile militaire tenta de forcer le parlement à donner au gouvernement des pouvoirs extraordinaires permettant de gouverner le pays par décrets. L’aile “parlementaire” rejeta aussitôt cette demande, ce qui força le second gouvernement Erim à démissionner lui aussi. Ce fut le second pas franchi par l’aile “parlementaire”. Quoique tous les partis politiques existants

aient été d'accord pour choisir Suat Hayri Ürgüplü, un sénateur indépendant, comme successeur d'Erim, cette fois-ci, les militaires forcèrent le Président de la République à mettre son veto au nouveau gouvernement.

Cette nouvelle contradiction entre les deux ailes de ce régime fasciste fut résolue par un compromis: Ferit Melen, ancien ministre de la Défense Nationale, devint Premier Ministre.

Quoique *le Parti de la Confiance Nationale (MGP)* auquel Melen était affilié fût un parti minoritaire, aucun des autres partis politiques ne s'opposa à sa nomination et tous donnèrent des ministres à ce gouvernement macarthyste.¹⁹⁶

Même *le Parti Républicain de Peuple (CHP)* soutint ce gouvernement sous prétexte qu'il conduirait immédiatement le pays à de nouvelles élections générales. Cet appui choqua de nombreux groupes, parce que, quand le gouvernement Melen demanda un vote de confiance, le CHP avait changé de chef: Ecevit, l'ancien secrétaire général devint président. Il avait paru être un des plus puissants adversaires du gouvernement, surtout au cours des derniers mois, mais ce ne fut pas une surprise pour ceux qui connaissaient les zigzags des dirigeants de ce parti.

Comme il a été dit dans l'aperçu historique, le CHP avait été créé comme représentant les classes dirigeantes et, au cours de ses 25 ans de pouvoir, il exerça toutes sortes de répressions. Mais, les conditions ayant changé après la seconde guerre mondiale, voyant la forte opposition des masses, le CHP avait tenté de s'imposer comme défenseur ardent des droits et libertés démocratiques. Cependant, durant la période de gouvernement de coalition après le coup d'état du 27 mai, ce parti ne cessa de décevoir. En 1965, des forces nouvelles, la classe ouvrière et

196) *Le macarthysme du Premier Ministre Ferit Melen: "Si les communistes étaient victorieux, tous les turcs seraient acculés à l'exil en Sibérie." Ce discours fut publié par le quotidien Milliyet le 17 juillet 1972*

celle des paysans, manifestèrent leur potentiel politique et *le Parti Ouvrier de Turquie (TIP)* représentant ces forces, obtint 15 sièges au parlement. Devant cette situation nouvelle, le CHP changea à nouveau de politique et commença à apparaître comme un parti de “centre-gauche”. Mais les dirigeants du parti n’adoptèrent jamais une attitude anti-impérialiste: ils accusaient toujours les forces socialistes d’être “ennemies du peuple”. Bülent Ecevit, secrétaire général pendant la période 1967-1971, déclara avec insistance que le CHP était un rempart contre le mouvement socialiste. En décembre 1969, İnönü, le Chef du CHP, incita les officiers supérieurs à agir, en disant que 24 heures suffiraient pour écraser toutes ces forces de gauche.¹⁹⁷

Après l’intervention du 12 mars, Bülent Ecevit attendit, totalement silencieux, que toutes les forces progressistes et démocratiques à gauche du CHP soient écrasées. Après cette longue période de silence qui s’étendit jusqu’à l’achèvement de la première phase de *l’opération massue*, Ecevit vit vers la fin de 1971, que les masses, à cause de la situation économique et sociale en régression, commençaient à réagir contre le gouvernement et que Demirel avait déjà commencé à exploiter cette situation.

En exploitant les réactions des membres du parti contre le pouvoir militaire, Ecevit et ses amis du “centre-gauche” prirent la direction du parti et le 7 mai 1972, ils renversèrent le “Chef national” İnönü.

De nombreux groupes, même des sociaux-démocrates européens, virent dans cet événement la preuve que la démocratie existait en Turquie. En fait, cela semblait être une victoire “sociale-démocrate” obtenue malgré la désapprobation de l’aile militaire parce que, quand İnönü proclama l’opposition de son parti contre les sentences de mort, l’état-major fascisant de la loi martiale avait pris le CHP comme cible principale. Dans leur

197) *Ant (hebdomadaire)*, le 23 décembre 1969, N°156, p.5

chef d'accusation contre *la Fédération de la Jeunesse Progressiste de Turquie (Dev Genç)*, les procureurs militaires avaient accusé l'aile "centre-gauche" du CHP d'être le "principal instigateur de l'anarchie". Quand le CHP critiqua l'attitude des procureurs militaires, six commandants de la loi martiale, cette fois, attaquèrent le "centre-gauche" en répétant, chacun à tour de rôle, la même accusation.¹⁹⁸

Mais malgré ces accusations, la victoire du "centre-gauche" dans le CHP ne provoqua aucune réaction de l'aile militaire, parce que, juste avant la Convention Extraordinaire du CHP, Ecevit fut reçu par le Président de la République et par des généraux de haut rang et qu'il leur donna de nombreuses garanties et leur fit de nombreuses concessions. L'une de ces garanties fut la promesse de lutter contre l'idéologie marxiste. Plus tard, il déclara publiquement qu'il était opposé à la pensée marxiste et que le CHP était la garantie principale contre la "menace communiste".¹⁹⁹ Une autre garantie était la promesse de ne pas attaquer les forces armées, mais de les présenter, au contraire, comme le protecteur principal de la démocratie. La troisième de ces garanties données à l'aile militaire était de participer à ce gouvernement maccarthyste et de le soutenir par un vote de confiance.

Grâce au soutien des partis politiques, Melen osa charger un de ses ministres d'Etat de la "lutte contre le communisme".²⁰⁰ Immédiatement après, de nouvelles arrestations de masse commencèrent, de nouveaux centres de torture nommés "Base de Contre-Guérilla" furent créés et la campagne contre la culture atteignit son apogée.

La répression croissante et la politique économique du gouvernement Melen rencontrèrent aussi la faveur de la grande bourgeoisie. Le Président de *l'Union des Chambres de Commerce*

198) *Tercuman*, le 29 mars 1972

199) *Hurriyet et Cumhuriyet*, le 16 mai 1972

200) *Cumhuriyet* le 26 mai 1972

et d'Industrie déclara que “le programme du nouveau gouvernement semblait plus réaliste que celui de ses prédécesseurs.”²⁰¹

Après la formation du gouvernement Melen, l'aile militaire apporta un projet autorisant des dépenses militaires supplémentaires d'un montant de 18 milliards LT, pendant les dix prochaines années.

Le projet fut immédiatement ratifié par le parlement²⁰², parce qu'un tel budget militaire supplémentaire était vraiment une bonne affaire pour les grands capitalistes. Sous le prétexte de “réorganiser les Forces Armées”, une grande partie de ce budget supplémentaire passerait dans les poches d'officiers corrompus et de leurs acolytes.

4.500 millions LT de ce budget furent immédiatement affectés à l'achat de 60 avions “Phantom”.²⁰³ Cette décision fut motivée par le fait que la force aérienne grecque avait décidé d'avoir une escadrille de chasseurs “Phantom” ou “Mirage”, alors que juste au début du régime extraordinaire, les dirigeants militaires des deux pays avaient trouvé en accord avec le désir du Pentagone, un terrain d'entente sur les différents problèmes, y compris celui de Chypre. Le colonel Papadopoulos, dictateur militaire de Grèce l'avait affirmé le 15 juin 1971 dans son entretien avec le gendre de İnönü.²⁰⁴ Et Nihat Erim, Premier Ministre fit un pas de plus dans son interview à l'hebdomadaire allemand *Stern* en suggérant une “confédération” englobant non seulement la Grèce et la Turquie, mais encore l'Iran.²⁰⁵

Un des résultats de ce rapprochement: le chef fasciste de l'EOKA, le Général Grivas fut envoyé clandestinement dans l'île et différents complots furent organisés contre l'Administration de Makarios. Par ailleurs, les chefs fantoches de la communauté tur-

201) *Cumhuriyet* le 11 juin 1972

202) *Cumhuriyet*, le 7 juin 1972

203) *Milliyet*, le 25 juin 1972

204) *Milliyet* le 16 juin 1971

205) *Stern*, le 5 juillet 1971

que agirent sous les ordres d'Ankara dans le but d'empêcher tout accord entre les deux communautés de Chypre.

Malgré ces faits, les dirigeants des deux pays ont systématiquement exploité le problème de Chypre en vue d'augmenter les dépenses militaires.

Les milieux d'affaires étaient satisfaits parce que ce budget militaire supplémentaire leur fournissait de nouveaux contrats d'une valeur de plusieurs milliards de liras turques. La plus grande partie de ce budget allait être consacrée à la création d'une industrie de guerre. Le ministre de la Défense Nationale Mehmet Izmen dit: "Nous allons créer en Turquie une industrie d'armements qui pourra non seulement fabriquer les véhicules et les équipements nécessaires à la défense du pays, mais encore, contribuer d'une manière constructive à l'économie nationale."²⁰⁶

Ceux qui étaient manifestement les plus satisfaits étaient les officiers. Ils étaient certains qu'une grande partie de ces contrats serait signé avec leur propre holding, l'OYAK, parce qu'il avait montré son pouvoir financier lors de la réunion annuelle de ses actionnaires, le 29 mai 1972.²⁰⁷ Les commandants de haut rang savaient très bien que bientôt les officiers demanderaient de plus en plus d'articles de luxe de même que des voitures *Renault*. Pour répondre à ces demandes, l'OYAK serait obligé d'augmenter son commerce et ses investissements. Sous prétexte de créer une industrie de guerre, ce budget militaire donnerait aussi beaucoup d'avantages à l'OYAK.

Après un an seulement de pouvoir, les dépenses militaires de Turquie avaient atteint un niveau record. D'après les chiffres officiels donnés par le Quartier Général de l'OTAN pour 1971, le budget militaire turc avait augmenté de 30%, alors que l'augmentation moyenne des budgets militaires de

206) *Milliyet*, le 21 décembre 1972

207) *Cumhuriyet*, le 30 mai 1972 *Cumhuriyet*

tous les pays de l'OTAN n'était que de 2% pendant la même période.²⁰⁸

En outre, en deux ans, grâce à une vaste campagne exploitant le sentiment national des masses, la *Fondation pour le Renforcement de la Force Aérienne* avait réussi à récolter 250 millions LT. Au début de 1973, un projet de loi visant à établir une industrie d'avions de chasse, avec un capital de 1,5 milliard LT fut présenté au parlement.²⁰⁹

De plus, la politique économique du gouvernement Melen rencontra aussi la faveur du capital financier international. En fait pendant les deux dernières années, les investissements de capitaux étrangers s'étaient accrus de 102.917.044 LT en 1971 à 129.125.214 LT en 1972. Le rapatriement des profits s'était aussi accru de 63.454.374 LT en 1971 à 74.935.734 LT en 1972.²¹⁰ D'après les chiffres donnés par le Ministère du Commerce le 12 décembre 1972, le capital étranger possédait entièrement 70 des 120 plus grandes compagnies de Turquie et partiellement 50 compagnies avec des participations variant entre 17,06% et 29,29%.²¹¹ Un autre point satisfaisant pour le capital financier et la bourgeoisie commerçante était le fait que le déficit du commerce extérieur avait augmenté. Les importations, de 947.600.000 dollars en 1970 s'étaient élevées à 1.360.957.000 dollars en 1972, alors que les exportations de 588.500.000 dollars en 1970 ne passaient qu'à 753.947.000 dollars en 1972. Le déficit s'élevait à 65% en 1972 par rapport au niveau de 1970.²¹²

L'importation croissante, favorable aux pays étrangers et aux importateurs de Turquie, défavorisait par contre la bourgeoisie industrielle. Dans l'illusion traditionnelle d'"occidentalisation", malgré les avertissements de la gauche, celle-ci s'était

208) *La Résistance démocratique de Turquie, File on Turkey*

209) *CIESPT, Turquie, le 7-13 mai 1973, N°8*

210) *Cumhuriyet, le 4 janvier 1973*

211) *Cumhuriyet, le 13 décembre 1972*

212) *Cumhuriyet, le 4 janvier 1973*

engagée dans la phase transitoire d'adhésion à la CEE. Mais bientôt la bourgeoisie industrielle et les exportateurs de produits agricoles se rendirent compte du fait que l'industrie et l'agriculture turques n'étaient pas capables d'entrer en concurrence avec les industries des pays européens hautement développés. Le gouvernement Melen sollicita alors le changement de plusieurs clauses du *Protocole Additionnel* comme suit:

1. Une protection accrue devait être assurée aux industries mécaniques et chimiques de Turquie pendant 10 ans.

2. Dans la convention, il fallait prévoir une certaine souplesse autorisant le gouvernement ture à arrêter partiellement ou complètement, si nécessaire, l'importation de certains produits de la CEE.

3. La Turquie devait être autorisée à fixer elle-même les contingents d'importation.

En outre, le gouvernement demanda de pouvoir participer au Secrétariat Politique de la CEE, dont l'objectif était l'intégration politique parmi les pays européens membres.

Toutes ces demandes donnèrent lieu à de longs marchandages avec les ministres des affaires étrangères de la CEE. Tout d'abord, parce que les pays riches de la CEE, après avoir établi les conditions nécessaires à l'exploitation de la Turquie, n'étaient pas prêts à faire des concessions. Ensuite, prenant en considération les principes du Traité de Rome, les partenaires de la CEE faisaient de sérieuses réserves quant à l'évolution politique de la Turquie. Alors, qu'au Conseil de l'Europe, la violation des droits de l'Homme en Turquie était discutée, il n'était pas possible aux pays membres de la CEE d'inviter la Turquie à entrer au Secrétariat Politique des neuf pays européens au moment où la participation de la Grèce avait été suspendue à cause de son régime militaire.²¹³

Devant l'inquiétude croissante de l'opinion internatio-

213) *La Résistance démocratique de Turquie, File on Turkey*

nale, affectant aussi le Conseil de l'Europe et la CEE, l'aile parlementaire considéra que le rôle des Forces Armées était terminé et qu'il était temps de rendre le pouvoir aux politiciens.

Les chefs des deux principaux partis, Demirel (AP) et Ecevit (CHP), se déclarèrent en faveur d'un "capitalisme du peuple" et ils affirmèrent qu'ils étaient capables d'empêcher l'arrivée du "communisme" plus intelligemment que ne le pourraient les militaires. Dans leurs interviews à l'UPI, le 25 mai 1972, tous deux déclarèrent que les élections générales devraient avoir lieu le plus tôt possible et au plus tard en octobre 1973.

Tous les derniers événements en Turquie, troublant l'opinion mondiale, devaient être envisagés dans le cadre de cette balance des pouvoirs entre les ailes militaire et "parlementaire" du fascisme.

Voyant l'impossibilité de conserver indéfiniment le pouvoir, les généraux tentèrent de faire élire comme Président de la République, le général Faruk Gürler, Chef d'Etat-Major. Cette tentative fut soutenue par plusieurs cercles bourgeois qui considéraient qu'ainsi une haute autorité maintiendrait l'équilibre et le dialogue entre les deux ailes. Mais l'aile "parlementaire" était effrayée par l'éventualité d'avoir un nouveau super-pouvoir à la tête du parlement.

Il existait aussi quelques facteurs subjectifs: Demirel était convaincu que *le Parti de la Justice* gagnerait les prochaines élections et que, étant président du parti, il deviendrait lui-même Premier Ministre. Mais le Général Gürler était l'un des quatre officiers supérieurs qui avaient remis l'ultimatum l'obligeant à démissionner. Même si *le Parti de la Justice* arrivait au pouvoir, Demirel craignait que Gürler ne le nomme pas Premier Ministre. C'est pourquoi le Parti de Demirel, obtenant l'appui d'Ecevit, s'opposa à l'élection de Gürler, parce qu'il voulait conserver sa réputation d'anti-militariste.

En outre, il fut informé de ce que les forces armées n'insisteraient pas pour l'élection de Gürler, parce que le Général Semih Sancar, dans le but d'être à la tête des Forces Armées, avait joué un double jeu. Il avait d'abord encouragé le Général Gürler à démissionner de l'armée et à se présenter comme candidat à l'élection présidentielle. Immédiatement après, le Général Sancar conclut un accord avec le futur Premier Ministre Demirel qui lui garantissait son poste de chef de l'armée après les élections. Dès lors, il ne soutint plus la candidature de Gürler.

Le candidat du *Parti de la Justice* était lui aussi un ancien général de la force aérienne, mais lui non plus ne pourrait obtenir les votes nécessaires pour être élu. Une autre tentative faite par Demirel et Ecevit, celle de prolonger le mandat du Président Sunay, échoua aussi. Finalement, les deux ailes arrivèrent à un compromis: on élirait un ancien amiral. C'est ainsi que l'amiral Fahri Korutürk entra au palais présidentiel à Cankaya.

Immédiatement après, les partis politiques forcèrent le gouvernement Melen, "au-dessus des partis", à démissionner et formèrent un gouvernement "parlementaire" pour conduire le pays jusqu'aux élections générales du 14 octobre 1973.

Pendant les élections présidentielles et les tentatives de former le nouveau gouvernement, le mouvement "centre-gauche" d'Ecevit s'engagea de nouveau dans une série de zigzags, en préparant les prolongations du mandat présidentiel de Sunay pour deux ans et en manifestant le désir de partager le pouvoir avec le *Parti de la Justice*. Mais après l'élection présidentielle, le *Parti de la Justice* renonça immédiatement à la collaboration avec le CHP et se prépara à former le "gouvernement de la période électorale" avec le *Parti Républicain de la Confiance (CGP)*.

Le nouveau Premier Ministre Naim Talu, jouissait aussi de la confiance des deux ailes, militaire et "parlementaire", parce qu'il était l'un des technocrates les plus sérieux de la grande bourgeoisie. Il avait prouvé sa loyauté à l'égard des

capitalistes quand il était gouverneur de *la Banque Centrale* et Ministre du Commerce dans le gouvernement Melen.

A la suite de la formation du nouveau gouvernement, l'aile "parlementaire" déclara qu'il soit mis fin à l'état d'exception et que la "démocratie des partis" se mette au travail.

Cependant, sous le masque de la "démocratie des partis", la coalition AP-CGP poursuivait le régime répressif et faisait passer de nombreuses lois anti-démocratiques au parlement.

La loi martiale fut maintenue dans les provinces les plus importantes de Turquie. Des villes telles que Istanbul et Ankara entrèrent en période électorale sous le régime militaire.

Les tribunaux militaires continuèrent les procès de masse et condamnèrent des milliers de gens.

Les centres de contre-guérilla et autres centres de torture restèrent en activité.

Les lois autorisant les tribunaux militaires à juger des civils, même si la loi martiale était levée et autorisant le gouvernement à créer des Cours de Sûreté de l'Etat furent promulguées.

Quoique *le Parti Républicain du Peuple* critiqua la continuation du régime répressif et la promulgation de nouvelles lois anti-démocratiques, l'attitude de ce même parti dans l'arène internationale a été tout à fait hypocrite.

Quand la motion pour la formation d'un sous-comité pour la Turquie fut présentée à l'Assemblée Consultative et au Comité des Affaires Politiques du Conseil de l'Europe, les représentants du CHP affirmèrent l'existence de la démocratie en Turquie et protestèrent contre la formation d'un comité spécial.²¹⁴

C'est cette attitude de parti soi-disant "centre-gauche" qui encouragea la majorité des membres du Conseil de l'Europe à ne pas prendre de position décisive à l'égard du régime fasciste de Turquie et détermina le Comité des Affaires Politiques à renoncer à former un sous-comité spécial pour la Turquie.

214) *Cumhuriyet*, le 4 juillet 1973

Et c'est aussi cette même attitude qui poussa la CEE, méconnaissant les violations des droits de l'Homme, à maintenir et même à améliorer les relations avec la Turquie, alors que la Grèce était toujours sur la liste noire de la Communauté européenne.

Dans un même temps, le régime fasciste en Turquie, grâce aux efforts des ailes militaire et "parlementaire" et grâce à la tolérance des organismes internationaux, fut solidement établi.

Puisque le seul parti de gauche de Turquie avait été interdit et que les possibilités d'en former un nouveau avaient été annihilées, même si des élections générales avaient eu lieu, seuls les représentant des classes dirigeantes, certains sous le masque de "centre-gauche", prirent place au parlement et réalisèrent un fascisme "parlementaire".

D'autre part, l'aile militaire pouvait continuer à intervenir dans la politique quotidienne par l'intermédiaire du *Conseil de la Sûreté Nationale (MGK)*, un organisme militaire-parlementaire situé au-dessus du gouvernement. Bien plus, suivant les amendements à la Constitution, les cours militaires continuaient à juger et à condamner n'importe qui, sous prétexte qu'il était "ennemi de l'Etat".

Et au palais présidentiel, un ancien amiral maintenait la coopération et la coordination entre les deux ailes du régime répressif.

C'était une démocratie "parlementaire" sans une gauche, sans droits fondamentaux, ni libertés, sans garanties constitutionnelles.

Que soit au pouvoir l'aile militaire ou l'aile "parlementaire", de toute façon les ficelles de toutes les deux étaient entre les mains de l'impérialisme et de ses collaborateurs locaux.

... Dissimulés derrière la façade!



Une menace permanente sur la démocratisation en Turquie

Index

Préface pour la deuxième édition en français	5
Préface de A.L. Constandse pour la première édition en néerlandais	13
Hantise interminable des militaires.	19
Une guerre totale contre la gauche	23
La Turquie d'Europe	33
Aperçu historique	41
Montée du Kémalisme	51
“Démocratie” ou hégémonie des Etats-Unis?	63
Le coup d'état de 1960 et la Constitution de 1961	73
Escalade du fascisme.	85
Complexe militaro-industriel	103
L'opération massue	117
La façade	141